

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

LES
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

Leur développement en Meurthe-et-Moselle

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Maurice BAUDOT

AVOCAT

L'Acte public sera soutenu le Lundi 18 Juin 1900, à 4 heures du soir

Président : M. GARNIER, Professeur.
Suffragants : { M. LEDERLIN, Doyen.
 { M. LIÉGEOIS, Professeur.

NANCY

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE L. KREIS, RUE SAINT-GEORGES, 51

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

LES
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

Leur développement en Meurthe-et-Moselle

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Maurice BAUDOT

AVOCAT

L'Acte public sera soutenu le Lundi 18 Juin 1900, à 4 heures du soir

Président : M. GARNIER, Professeur.

Suffragants : (M. LEDERLIN, Doyen.
 (M. LIÉGEOIS, Professeur.



NANCY

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE L. KREIS, RUE SAINT-GEORGES, 51

1900

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. LEDERLIN, *, I O.

Doyen honoraire : M. JALABERT, *, I O.

Professeur honoraire : M. LOMBARD (Ad.), *, I O.

MM. LEDERLIN *, I O, Professeur de *Droit romain*, Chargé du *Cours de Pandectes* et du *Cours d'Histoire du Droit*. (*Droit français* étudié dans ses origines féodales et coutumières).

LIÉGEOIS, I O, Professeur de *Droit administratif* et Chargé du *Cours d'Histoire des Doctrines économiques*.

BLONDEL, I O, Professeur de *Code civil*.

BINET, I O, Professeur de *Code civil* et Chargé du *Cours d'enregistrement*.

GARNIER, I O, Professeur d'*Économie politique* et Chargé du *Cours de Législation financière*.

MAY, I O, Professeur de *Droit romain* et Chargé du *Cours de Pandectes* et du *Cours de Droit international public* (Doctorat).

GARDEIL, I O, Professeur de *Droit criminel*, et Chargé du *Cours de Législation et Économie industrielles*.

BEAUCHET, I O, Professeur de *Procédure civile* et Chargé du *Cours de Procédure civile* (Voies d'exécution), et du *Cours de Législation et Économie coloniales*.

BOURCART, I O, Professeur de *Droit commercial* et Chargé du *Cours de Droit administratif* (Doctorat).

GAVET, I O, Professeur d'*Histoire du Droit* et Chargé du *Cours d'Histoire du Droit et des institutions juridiques de l'Est*.

CHRÉTIEN, I O, Professeur de *Droit international public et privé* et Chargé du *Cours de Droit civil approfondi*.

CARRÉ DE MALBERG, A O, Professeur de *Droit public et constitutionnel*.

GAUCKLER, I O, Professeur de *Code civil*.

MELIN, Docteur en droit, *Chargé de Conférences*.

RENARD, Docteur en Droit, *Chargé de Conférences*.

LACHASSE, I O, Docteur en Droit, Secrétaire honoraire.

VALEGEAS, A O, Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

INTRODUCTION

Considérations économiques et sociales sur l'Association et la Coopération.

L'Association s'impose aux hommes pour tous les travaux qui excèdent les forces individuelles, car, suivant le mot de Platon, elle fait « de l'impuissance de chacun la puissance de tous » et s'il est vrai que la faiblesse de l'individu n'a d'autre remède que l'association, c'est dans les sociétés de secours mutuels, dans les sociétés coopératives, dans les efforts de toute nature pour s'unir, s'entendre, mettre en commun sa faiblesse pour en tirer une force que les hommes apprendront à devenir des citoyens complets.

Bienfaisante à toutes les classes, l'association l'est surtout pour les ouvriers et devient même pour eux une nécessité véritable; dans l'ordre matériel comme dans l'ordre moral et social, elle accomplit de véritables miracles que nous n'avons point à relater ici; constatons seulement que c'est dans les pays démocratiques que les associations devraient normalement atteindre leur plus grand développement, car c'est là qu'il est le plus naturel de voir la loi accorder aux individus la liberté de s'associer et donner à leurs groupe-

ments une capacité suffisante. Qu'il nous soit permis enfin d'espérer que M. Paul Deschanel, dans un discours retentissant, après avoir montré tous les services que pouvait rendre aux ouvriers leur association pour le bon équilibre et le bien-être de leur vie, avait raison de dire : « Le XX^e siècle sera le siècle de l'association (1) ».

L'association que certains esprits entrevoient dans l'avenir, c'est une association intégrale, c'est-à-dire non point fatale, mais librement consentie et voulue, non point inégale et incomplète, mais embrassant la répartition aussi bien que la production, et dans laquelle comme le dit excellemment l'apôtre enthousiaste de la coopération : « Chacun aura la claire conscience qu'il fait partie d'une œuvre collective et la ferme volonté d'y coopérer (2) ».

Parmi les applications diverses de l'association, nous nous sommes attaché plus particulièrement à la coopération parce qu'elle nous a semblé appelée plus que d'autres à améliorer pacifiquement la situation économique des travailleurs.

Au point de vue social la coopération a des avantages énormes, elle apprend à rattacher à ses intérêts ceux d'autrui, elle fortifie la solidarité déjà si naturelle et si admirable dans le monde populaire où nous voyons constamment

(1) Nogent-le-Rotrou : Discours prononcé le 14 mars 1897.

(2) Gide : *Principes d'économie politique*, 1898, p. 184 et suiv.

des exemples de charité et d'aide mutuelle, plus rares dans les classes sociales supérieures, elle développe chez l'ouvrier le sentiment de la dignité personnelle et le prépare à comprendre les œuvres d'une utilité générale, elle l'amène enfin par degrés à penser qu'il est temps, répudiant le principe féroce et peu humanitaire de la lutte pour la vie, de la concurrence acharnée, de lui substituer celui-là même qui est le fonds de la coopération, c'est-à-dire le principe de l'union entre les intérêts opposés, de l'union pour la vie (1).

Mais outre ce but tout idéal et chimérique de la fraternité universelle, la coopération (forme la plus féconde de l'association), a d'autres buts plus pratiques et plus facilement réalisables, dont les moyens sont les Sociétés coopératives, institutions surtout destinées à améliorer le sort des individus qui manquent le plus de bien-être.

Comment chacune de ces Sociétés arrivera-t-elle à réaliser ce desideratum ? par quelles combinaisons ingénieuses y réussira t-elle ? c'est ce que nous allons tâcher de montrer en quelques pages rapides avant d'examiner le fonctionnement de nos Sociétés de Meurthe-et-Moselle.

(1) Cauwes : *Economie Politique*, t. III, p. 8, 2^e édition.

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu d'ensemble sur les Associations coopératives.

CHAPITRE PREMIER

But et idées générales de ces Associations.

§ 1. — COOPÉRATION EN GÉNÉRAL

Et d'abord qu'est-ce que la Coopération ? Qu'entend-on par ce mot que beaucoup emploient comme un mot magique doué de toutes les vertus et en qui ils semblent résumer toute leur foi en l'avenir social.

Le mot de « coopération » tel qu'il est actuellement usité se trouve complètement détourné de son sens naturel et primitif ; par son étymologie il ne pourrait signifier que le concours de divers individus pour une œuvre commune.

Le célèbre et impuissant réformateur Robert Owen lança ce terme dans le monde en lui donnant une autre signification qui lui est restée depuis : « La Coopération s'entend, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, d'une association d'un genre particulier reposant plus sur les personnes que sur les capitaux, poursuivant un but non seule-

ment financier mais moral, ayant des ambitions de palingénésie ou de régénération. »

Mais sur la Coopération prise au point de vue abstrait, absolu, on ne peut émettre que des généralités plus ou moins contestables ou contestées, car on ne s'entend même pas sur le sens qu'il faut donner à ce mot ; la conception italienne par exemple, diffère profondément de la conception française, ne serait-ce que par la façon de déterminer la composition des Sociétés.

Aussi sans plus parler de la Coopération en général nous allons tâcher de dégager les caractères généraux des diverses associations coopératives.

§ 2. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES DIVERSES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

La seule force des choses a fait surgir des formes très diverses d'associations : Associations de consommation, de crédit, de production (ces trois catégories sont les plus importantes) et d'autres encore réparties inégalement dans les différents pays ; toutes ces Sociétés sont animées d'un esprit commun, tendent à un but précis qu'il importe de faire ressortir.

Ces Associations, les vraies, les pures, cherchent avant tout à réaliser cette devise que quelques raffinés trouvent un peu naïve, voire même un peu ridicule, cette devise qui figure sur les circulaires des Sociétés coopératives-

en exergue autour de deux mains jointes : « Tous pour un ; chacun pour tous, » et qui est à elle seule tout un programme, peut-être bien fort utopiste, comme le laissent volontiers entendre quelques économistes peu partisans de cette conception nouvelle et scientifique de la Coopération.

Cependant, proclamant le désir qui anime tout coopérateur véritable, d'aider les autres en s'aidant soi-même, de remplacer l'effort égoïste par une solidarité bien entendue, les individus s'associent entre eux pour pourvoir à leurs besoins. Ces Associations à leur tour se syndiquent, se fédèrent montrant leur intention de supprimer la concurrence, non pas en tant qu'elle se présente sous son ancien aspect de liberté du travail, mais en tant qu'elle apparaît sous un aspect nouveau, comme instrument de sélection qui n'assurera pas la victoire aux plus scrupuleux, ni aux plus modestes mais bien aux plus roués.

Voilà ce que les Coopératives combattent de toutes leurs forces ; elles veulent réagir contre l'exploitation de l'homme par l'homme partout où elle apparaît dans le domaine économique, elles veulent abolir tous conflits particuliers, et pour cela elles s'aident de deux moyens que quelques mots précisent : suppression des intermédiaires, subalternisation du capital.

Procurer tout directement, en supprimant peu à peu les intermédiaires, voilà ce que les Sociétés coopératives cherchent tout d'abord à réaliser

pour le plus grand avantage de ceux qui viennent à elles. Elles permettent au consommateur de se passer du détaillant trop fort de son utilité, et mettant en rapports directs le producteur et l'acheteur, elles font disparaître tout conflit par l'absence des vendeurs exigeants ; elles facilitent à l'emprunteur, petit artisan, la possession des capitaux dont il a besoin pour son industrie en lui épargnant le recours onéreux aux prêts à taux d'intérêts excessifs des établissements financiers ; enfin elles offrent à l'ouvrier le moyen d'échapper aux abus de l'entreprise en le rendant maître du produit de son travail qu'il vend au public et en le mettant à même de se passer du patron.

N'obtiendraient-elles que ces résultats, diminuer les dépenses et ainsi augmenter le revenu de l'ouvrier que les Coopératives devraient être recherchées par tous, mais elles accroissent ce revenu en attribuant au travailleur une rémunération plus large. Ce qu'elles rêvent, car il y a là une part de chimère, c'est ce qu'avec une emphase un peu ironique M. Paul Leroy-Beaulieu appelle « la subalternisation du capital ; par excellence, le grand principe coopératif, ajoute-t-il. » La transformation du capital en salarié est assurément l'un des buts tant particuliers que généraux qui figurent le plus habituellement dans le programme des coopérateurs modernes, et cependant M. J. Holyoacke, un vétéran de la coopération pratique écrit dans son histoire de la

Coopération (1) : « Autrefois les capitalistes louaient le travail, le payaient au prix du marché et percevaient tous les profits. Le travail coopératif a pour but de renverser ce processus. Son plan est d'acheter le capital, de le payer au prix du marché et de percevoir lui-même tous les bénéfices..... Ainsi une entreprise coopérative est celle dans laquelle le travail loue le capital, dresse ses propres arrangements et travaille pour son propre bénéfice. » La suppression du profit sous toutes ses formes, tel doit être l'idéal de toute Société coopérative parfaite, en conséquence le nombre d'actions que chacun pourra posséder sera strictement limité, et l'intérêt servi au capital devra être modéré afin que l'on ne perde point de vue l'objet fondamental de la Société et que les bénéfices aillent aux ouvriers non pas en tant que capitalistes mais en tant que travailleurs.

Remarquons à ce propos que, quelle que soit sa forme et son objet, la Coopération ne peut se passer du capital et que par conséquent elle ne peut être abordée par la masse des ouvriers (2) mais par ceux-là seuls qui sont en mesure de verser un apport en capital si minime soit-il. Cela est surtout vrai en France où l'on a l'habitude de considérer exclusivement comme Sociétés

(1) *History of Cooperation*, vol. II, p. 88 et 122.

(2) Cauves : Tome III, p. 292 et suiv.

coopératives celles qui limitent leurs opérations au cercle de leurs propres membres.

Enfin il y a, à n'en pas douter, une éducation coopérative qu'il est nécessaire d'acquérir. La Coopération tend à créer une nouvelle compréhension de la conduite des affaires industrielles aussi bien dans la méthode que dans les principes (1), ce qui implique une éducation nouvelle qu'il faut donner aux classes laborieuses en cherchant à favoriser l'élévation de leurs sentiments moraux ; ce n'est que sur un terrain bien préparé que peuvent naître et se développer utilement des Sociétés coopératives conformes à l'idéal démocratique.

Tels sont d'après les coopérateurs modernes les caractères généraux des Associations coopératives, nous croyons que ceux-ci se sont faits, malgré les exemples antérieurs, pas mal d'illusions ; mais cependant si ces Associations ne peuvent remplir aisément le rôle prépondérant qu'on veut leur attribuer (M. Gide aperçoit dans l'avenir la République coopérative) il leur reste un champ d'action très vaste où elles sont appelées à rendre des services pratiques et journaliers qui suffisent à eux seuls pour les mettre au rang des institutions les plus utiles de notre temps.

(1) *Almanach de la Coopération française*, 1899.

CHÂPITRE II

Des diverses Associations coopératives

Le projet de loi sur le régime des Sociétés coopératives, mis à l'étude en 1883, formulé en 1888, et depuis cette époque renvoyé d'une Chambre à l'autre sans aboutir, ne reconnaît d'après son dernier texte approuvé par la Chambre des Députés, en 1893, que trois formes de Sociétés coopératives :

Sociétés de consommation ;

Sociétés de crédit :

Sociétés de production.

Le Sénat avait inscrit dans le projet une nouvelle forme de Coopératives : les Sociétés de construction de maisons ouvrières ; mais la Chambre a prétendu les faire rentrer, ainsi que toutes autres Sociétés ayant le caractère coopératif, dans l'une des trois formes primitives.

Aussi sans plus nous arrêter à l'examen de ce projet de loi que beaucoup considèrent comme impraticable en raison des faveurs injustifiées

qu'il accorde à certaines Sociétés de consommation, nous allons examiner séparément chacune de ces diverses sortes de Sociétés.

SECTION I

Sociétés de Consommation.

La forme la plus connue, la plus populaire en France de la Coopération, c'est la Coopération de consommation qui a pour but l'achat, et même jusqu'à un certain point la manutention d'objets destinés aux besoins personnels des membres de la Société ou aux besoins d'une profession ou industrie.

Ici donc, la personne des membres est beaucoup moins engagée que dans une Société de production, car l'association des consommateurs n'établit entre eux qu'un lien très restreint, celui qui concerne les achats de telle ou telle catégorie d'objets bien spécifiés, tandis que, comme on le verra plus loin, dans l'Association productrice, toute la personne professionnelle, peut-on dire, est absorbée dans le groupement; en outre, la rémunération de l'ouvrier associé, qui était assurée s'il restait simple consommateur, devient éventuelle pour lui dès qu'il se fait producteur.

Ce sont ces raisons jointes aux avantages que nous allons voir, qui ont aidé à la réussite en

tous les pays des Coopératives de consommation et ont permis de dire justement que c'est dans le domaine de la distribution que la Coopération peut recruter le plus d'adhérents.

1° SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION PERSONNELLE

§ I. — BUT ET UTILITÉ DE CES SOCIÉTÉS.

Ces Sociétés de consommation personnelle ne sont autres que les « distributive Societies » anglaises, et comme elles, se proposent de fournir à leurs membres avec économie les denrées nécessaires à la vie courante. Mais voilà, dira-t-on, un but bien restreint et ces Coopératives de consommation ne cherchent-elles pas, comme les autres, à élever en même temps la situation sociale et intellectuelle de leurs participants ? Sans doute il est nécessaire que ces Sociétés profitent des liens qui se forment entre leurs membres pour essayer de leur donner des habitudes d'épargne, d'ordre et de prévoyance, et s'efforcer de les former au contrôle et à la direction des affaires, montrant ainsi leur volonté d'être à la fois l'école et l'instrument de la Coopération ouvrière pour la production directe, mais c'est là le but éloigné et incertain que tous ne comprennent point encore, tandis que le but immédiat et ordinairement le

seul qui soit atteint, est de diminuer les dépenses journalières.

Donc la Société de distribution, association de citoyens, de pères de famille qui achètent ensemble et en gros, les denrées et les produits de toute nature qui leur sont nécessaires pour se les partager ensuite, au fur et à mesure de leurs besoins, a des avantages incontestables. Le premier est de faire profiter les consommateurs des bénéfices que les intermédiaires supprimés prélevaient sur eux ; ces bénéfices se réalisent soit directement par une notable diminution des prix ordinaires si l'on vend les marchandises ce qu'elles ont coûté (sauf un prélèvement minime pour les frais généraux et les intérêts du capital) ; soit indirectement si, par une méthode plus habituelle, et en même temps plus prudente, la Société vendant à un prix supérieur au prix de revient, mais un peu inférieur ou même égal à celui du commerce ordinaire, répartit entre les associés et au prorata de leurs achats, le montant des bonis ainsi réalisés sauf une retenue pour une réserve de prévoyance ; par ce second moyen, l'épargne est plus sensible et constitue ainsi une sorte de prime d'encouragement.

Outre l'abaissement des prix, les coopérateurs obtiennent à la Société des denrées saines et non falsifiées, dont la bonne qualité leur est garantie par ce fait, qu'ici ceux qui achètent aussi bien que ceux qui vendent ont les mêmes intérêts ; de plus, au rebours de ce qui se passe parfois chez

les détaillants, la sincérité des pesées et des mesures est complète dans les Sociétés de consommation. Mentionnons encore dans ce même ordre d'idées, l'abolition de la réclame, du mensonge et de la fraude commerciale, sous toutes leurs formes, obtenue par nos Sociétés.

Un autre service rendu par ces mêmes Sociétés est de favoriser l'achat au comptant, obligatoire même d'après les statuts d'un grand nombre d'entre elles. L'achat à crédit qu'encouragent de toutes leurs forces les détaillants est en effet funeste aux ouvriers qu'il met à la merci de ceux-ci, en faisant d'eux des clients forcés qui n'osent réclamer ni sur le prix ni sur la qualité de la marchandise, par crainte de se voir exiger le paiement d'une lourde dette qu'ils ne sont pas en mesure de régler.

La Coopération interviendra ici utilement en exigeant de l'ouvrier de l'ordre, de la prévoyance et en cherchant à l'améliorer, à l'instruire par la création de bibliothèques, de conférences populaires.

Les Sociétés coopératives de consommation sont donc utiles et méritent d'être encouragées. Mais pourquoi limiter à une classe l'entrée de ces Sociétés; il est au contraire de l'intérêt bien compris de celles-ci de s'ouvrir largement à tous et la présence chez elles de membres non ouvriers leur est une garantie de succès.

« En France, dit M. Kergall, on a fait de l'Association de consommation une association de

« classe, qui, si elle établit un lien utile entre
« individus du même étiage social, n'en crée
« aucun entre ceux-ci et les individus qui appar-
« tiennent à une autre classe, bien plus en mettant
« ses membres en situation de se suffire à eux-
« mêmes sans le secours des membres de la classe
« voisine, l'Association va à l'encontre de l'objec-
« tif social. En Angleterre, les Sociétés coopéra-
« tives ont pris un développement rapide et pro-
« duisent des bienfaits considérables. Pourquoi ?
« C'est d'abord parce que l'ouvrier anglais, plus
« instruit que le nôtre, a moins besoin du « bour-
« geois », et ensuite parce qu'il n'a pas repoussé
« de parti pris comme on l'a fait ici, le concours
« de celui-ci quand il a pu le trouver. Le recrute-
« ment de l'état-major indispensable pour la con-
« duite des Sociétés coopératives, a pu ainsi se
« faire aisément et rapidement, — et rapidement
« aussi ces Sociétés ont grandi et prospéré. »

Ajoutons pour être juste, que chez nous, à part certaines initiatives patronales, l'indifférence de la classe supérieure a été complice de cette exclusion des hommes de bonne volonté.

La distribution à la fin de l'année de gros dividendes, survenant d'agréable façon puisqu'on se les procure non en se privant mais en dépensant, serait aussi un avantage appréciable pour des ménages sensibles à de petites économies journalières et encouragerait les femmes, d'ordinaire

hostiles aux magasins coopératifs, à venir s'y fournir.

Une publication de la Société d'économie populaire de Nîmes à la tête de laquelle se trouvent des hommes connus comme MM. Charles Gide et de Boyve, résume d'une façon originale, en un langage simple, les raisons qui ont amené les ouvriers à faire partie d'une Société coopérative de consommation. Après avoir montré le triple but économique, social et moral que se proposent ces Sociétés, l'intéressante feuille de propagande termine ainsi : « Ma cinquième raison est que la coopération est le seul moyen pratique qui permette à l'ouvrier de relever sa position sociale : le magasin nous donne l'habitude des affaires et nous rend aptes à former plus tard des Sociétés de production, c'est-à-dire de devenir patrons. » En lisant ces lignes et en songeant aux capitaux peu considérables et faciles à grouper que demande ce genre de Sociétés, on serait tenté de croire exact encore aujourd'hui ce qu'écrivait en 1865 M. Casimir Périer : « Le système coopératif est contre les doctrines socialistes le plus sûr et le plus généreux des remèdes. »

Et cependant après l'avoir longtemps traitée en ennemie, l'avoir accusée d'être un leurre pour les ouvriers, dont elle faisait abaisser les salaires, de constituer une iniquité vis-à-vis des petits détaillants et avoir reproduit contre elle les mêmes attaques que contre les grands magasins, les socialistes devant la puissance chaque jour grandis-

sante de cette institution, ont pensé qu'au lieu de la combattre, mieux valait s'en faire une arme ; — c'est à quoi, on le verra, ils s'efforcent actuellement non sans succès.

§ II. — DIVERSES FORMES DES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

Il est assez subtil de faire des classifications et des distinctions parmi les Sociétés de consommation, car à vrai dire, elles ont toutes la même idée directrice et reposent sur des principes semblables, ce n'est donc que par des applications de détail qu'elles se différencient. Essayons alors, nous plaçant à divers points de vue, d'en distinguer quelques sortes.

A. — Si l'on considère leur objet ces Sociétés ont surtout trois formes ; ce sont des boulangeries, des boucheries ou des magasins contenant ce que vendent les épiciers et souvent en plus des vêtements, des étoffes, des ustensiles de ménage. Les boulangeries réussissent particulièrement bien, car c'est un grand avantage que de procurer à meilleur marché le pain, qui est la base de l'alimentation humaine et en particulier des travailleurs. Les boucheries coopératives, malgré la grande utilité qu'elles présentent : de combattre le monopole exercé par les bouchers au détriment de tous, sont peu nombreuses, à cause des diffi-

cultés accumulées que présente ce commerce. Quant au magasin d'épicerie, c'est la forme type de la coopération, celle qui a été illustrée par les Pionniers de Rochdale et qui depuis s'est propagée dans le monde entier. Aucun commerce n'est plus facile que celui de l'épicerie, les achats et les ventes s'y font simplement, les marchandises se gardent et se conservent aisément, enfin l'assortiment grand ou petit se renouvelant à volonté, il suffit d'un petit capital pour commencer. Ces facilités expliquent que les magasins d'épicerie malgré l'étrange contraste qu'ils présentent avec les aspirations idéalistes des coopérateurs, soient le point de départ naturel des entreprises coopératives qui, à mesure qu'elles grandissent et que le personnel se forme aux affaires y ajoutent des branches nouvelles.

B. — Au point de vue de leur fonctionnement, une question se pose dès le début de ces diverses Sociétés qui les divise nettement en deux groupes. L'Association coopérative permettra-t-elle à d'autres que ses membres d'acheter chez elle, et si elle le fait à quelles conditions ? C'est là l'objet d'une grave controverse et l'on a longuement discuté sur les avantages respectifs de ces deux types de Sociétés : les Sociétés vendant au public et les Sociétés ne vendant pas au public qui, en réalité, correspondent peut-être à des situations et à des milieux différents.

Ne pas vendre au public est un des préceptes du

catéchisme coopératif et les Sociétés qui le mettent en pratique sont les plus nombreuses, on pourrait dire avec M. Hubert Valleroux, les seules vraies coopératives ; en effet, vendre au public, c'est faire le commerce, or la Coopération n'a pas pour but de faire le commerce, mais de le supprimer (ajoutons que le projet de loi nouveau punit de peines sévères les Sociétés qui, s'affublant du nom et du masque de coopérative vendraient au public).

Un autre avantage qu'ont les Sociétés à ne pas vendre à tous, c'est d'être considérées par le fisc comme Sociétés civiles et par conséquent exonérées de la patente (1) et d'autres impôts analogues qui frappent quiconque se livre au commerce, c'est-à-dire achète pour revendre avec bénéfice à des tiers, ce que ces Sociétés de consommations ne font pas, malgré « l'apparence commerciale » résultant du simple fait matériel de l'existence d'une boutique remplie de marchandises, dont leurs ennemis ont tiré argument.

Ne pas vendre au public est encore la seule façon pour les coopératives de répondre péremptoirement aux attaques violentes et réitérées des détaillants, jaloux des exemptions accordées à celles-ci. De simples particuliers, qu'ils soient 5 ou 500 ont le droit de se réunir pour acheter en com-

(1) Cette dispense n'est cependant point fatale, et il serait possible sans méconnaître le caractère civil de ces sociétés, de leur faire supporter une patente ; cet impôt ne s'appliquant pas exclusivement au commerce.

mun et se répartir les objets nécessaires à leur consommation, à la condition qu'ils restent bien réellement entre eux et chez eux.

Il est à remarquer que ce sont principalement les Sociétés recrutées dans la classe laborieuse qui appartiennent à ce premier type. Les unes commencent petitement avec peu de membres et peu de capitaux, installent souvent leur magasin dans un local difficilement accessible où les sociétaires font le service eux-mêmes à certaines heures ; elles ne peuvent par conséquent songer à y admettre le public. D'autres fondées uniquement entre ouvriers et employés d'une seule maison industrielle ou d'une même compagnie, ne peuvent le faire non plus, leurs membres devant être seuls à profiter des avantages résultant pour eux de leur situation. Ces sociétés, créées sur l'initiative du patron, avec l'assistance des conseils et des fonds de celui-ci, et par suite certaines de prospérer, sont tout l'opposé des premières qui, conformes à l'idée coopérative, créées dans un milieu tout à fait populaire, avec le seul concours d'éléments et de capitaux ouvriers, cherchent avant tout à s'affranchir du régime patronal.

Enfin dans une Société ouverte à ses seuls membres, la question de la répartition des bénéfices est des plus simples. Comme c'est aux seuls adhérents que sont dûs les bénéfices, on les leur répartit en proportion des achats qu'ils ont fait au magasin et indépendamment de l'intérêt minime

d'ailleurs en règle générale, qui est attribué au capital-action.

Parmi les Sociétés coopératives de consommation du deuxième type : Sociétés vendant à tout le monde, il nous faut distinguer celles qui le font gratuitement, et celles qui acceptent des adhérents moyennant un faible droit d'entrée. Pour les premières il est fort à craindre qu'elles ne se transforment assez vite, (des exemples anglais le démontrent formellement), en vastes Sociétés ordinaires distribuant à leurs actionnaires d'énormes dividendes, grâce aux profits réalisés sur autrui. Quelquefois cependant, pour attirer et encourager cette clientèle étrangère, la Société lui attribue une part de bénéfices, ce qui entraîne alors tout un système de jétons d'une pratique difficile.

Le système de l'admission dans la Société est de beaucoup préférable, car il est plus équitable et permet de choisir les nouveaux sociétaires. Venus comme acheteurs, les adhérents, souvent sans qu'ils s'en doutent, demeurent sociétaires d'une manière toute simple : les bénéfices, après paiement des intérêts au capital-action, étant distribués en proportion des achats de chacun, on ne remet pas aux simples adhérents la part qui leur revient, on se borne à la porter à leur crédit jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le montant d'une action, d'ordinaire peu élevé (vingt-cinq ou cinquante francs), qui leur est alors remise.

Certains auteurs conseillent donc la vente au public, sous l'une ou l'autre de ces formes comme

moyen de gagner de nouveaux membres à la Société, en faisant connaître son existence. Ils pensent par là avoir raison de l'indifférence, de l'incrédulité, de la raillerie même de la masse des consommateurs, ils espèrent enfin vaincre l'hostilité des femmes, qui est beaucoup plus grande que l'on ne pourrait croire, contre ces magasins, où elles ne peuvent discuter sur le prix, ni échanger avec le marchand de vagues propos sur les gens et les choses de leur entourage et dans lesquels le crédit est chose inconnue ; ajoutons, qu'à la vérité, aller au magasin coopératif est souvent pour la ménagère l'occasion d'un dérangement, s'il est éloigné, et toujours un changement dans ses habitudes ; inconvénients qu'elle trouvera légers, lorsqu'elle aura recueilli les premiers fruits de son assiduité, et compris les bienfaits du régime coopératif.

Enfin lorsque la situation change, et que la petite Société qui se dissimulait dans un humble local, voit augmenter le nombre de ses membres au point d'être obligée de recourir à un personnel salarié et d'avoir un véritable magasin, ce peut être pour elle un bon calcul d'ouvrir ses portes au public qui l'aidera plus sûrement à couvrir ses frais généraux peu augmentés d'ailleurs par le paiement de la patente.

C. — Pour toute Société coopérative qui se fonde, une nouvelle question se pose, d'où ressort une autre division : Faut-il vendre au prix ordi-

naire du commerce ou au plus bas prix possible ?

Vendre au prix coûtant, c'est-à-dire au prix d'achat augmenté d'un tant pour cent destiné à couvrir les frais et les risques, c'est faire bénéficier immédiatement le consommateur de l'économie.

Beaucoup de Sociétés coopératives se préoccupent uniquement du bon marché, et de bonnes raisons militent en faveur de cette opinion : désir de réunir une clientèle par l'appât d'un avantage immédiat et visible ; désir, précise M. Gide, de mettre à la portée des classes nécessiteuses « le maximum de consommation pour le minimum de prix » mais en agissant ainsi, la Société s'interdit par là même de vendre à des tiers ; de plus, pour éviter un trafic malhonnête, elle doit insérer dans ses statuts des peines sévères pour tout membre qui aurait revendu au dehors des marchandises achetées au Magasin social. Notons enfin que ces Sociétés par la concurrence terrible qu'elles font au commerce local, en le forçant à baisser ses prix et parfois à vendre à perte, provoquent une animosité extrême contre la Coopération.

La vente au prix courant ou comme cela est le plus fréquent légèrement au-dessous du prix ordinaire, nous semble être plus conforme à la saine doctrine coopérative qui n'a pas pour but unique ni principal de fournir la nourriture à bon marché à ceux qui ont faim mais d'assurer une trans-

formation économique et sociale (1). La Société coopérative de consommation n'est pas et ne peut pas être une Société d'assistance ; pour les différentes œuvres qu'elle se propose de créer, elle a besoin de ressources, elle doit donc vendre à des prix laissant des bénéfices ; la différence entre le prix d'achat et le prix de vente, déduction faite des frais généraux, formera ces bénéfices dont une part ira à la réserve, à la gérance, aux associés, et dont une autre part sera répartie entre les clients proportionnellement à leurs achats constatés par des livrets, et ainsi l'épargne sera réalisée par la dépense, résultat caractéristique des Sociétés de consommation. Ajoutons que quelques Sociétés se refusent à distribuer ces bonis en argent, et offrent pour une somme égale de marchandises à leurs clients.

D. — Il faut enfin signaler comme différant des Sociétés coopératives ordinaires, certaines sociétés coopératives militaires dont la clientèle est exclusivement composée d'officiers. Ainsi à Londres, « l'Army et Navy coopérative Society » et sa sœur la « Junior Society », qui ont par toute l'Angleterre une clientèle énorme et un mouvement d'affaires extraordinaire, mais où l'on chercherait vainement une application rigoureuse des principes coopératifs. Ainsi la « Deutchen Officier

(1) Ch. Gide. Les 42 Préceptes de la Coopération. (*Almanach de la Coopération Française*, 1895).

Verein, qui, créée en 1884, compte actuellement près de 5,000 membres, tous officiers de l'armée active, de la réserve, ou de la landwehr. L'Italie à son tour possède depuis 1894 une « Unione Militare » qui comprend 12,000 membres sur 16,000 officiers que compte le pays. Ces deux Sociétés, allemande et italienne, ont de plus formé chacune une caisse destinée à faire des avances à leurs membres. En France, il y a eu plusieurs de ces Sociétés, dont une seule, « l'Association Amicale des Officiers de terre et de mer » a subsisté sans donner les résultats espérés. Une nouvelle Société, « La Coopération libre des Armées de terre et de mer », développant les anciens services de la « Coopération des Officiers » fondée en 1893 est en voie de formation et organise un service des remises et un service d'ouverture de crédit, qui peuvent avoir pour les officiers adhérents au nombre de 3,400, les plus grands avantages.

§ 3. — DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION A L'ÉTRANGER ET EN FRANCE.

Il y a peu de pays en Europe où le mouvement coopératif sous la forme de sociétés de consommation n'ait pris un sérieux développement, mais il faut reconnaître qu'en cette matière la supériorité appartient incontestablement à l'Angleterre. Les premiers essais de coopération en ce pays remontent à plus d'un siècle, mais jusqu'en 1830,

les résultats en peuvent être considérés véritablement comme nuls, ce ne fut guère qu'en 1844 que la Coopération moderne naquit.

Vingt-huit pauvres tisserands de Rochdale, les célèbres, *Equitables pionniers*, parvinrent grâce à leur énergie et à leur honnêteté et malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrèrent, à réunir un maigre capital de 28 livres sterling (700 fr.), grâce auquel ils purent ouvrir au fond d'une ruelle, un humble magasin d'épicerie; cette Société de consommation allait mourir à peine née, comme nombre de ses devancières, lorsqu'un de ses fondateurs Charles Howarth eût une idée de génie : Ce fût de décider que les bénéfices réalisés par la Société seraient distribués au prorata des achats effectués par chaque sociétaire et non plus comme auparavant au prorata du nombre des actions possédées par celui-ci ; le capital perdait son rôle prédominant et devait se contenter désormais d'un intérêt modeste (cinq pour cent d'ordinaire).

Grâce à cette innovation l'entreprise réussit à merveille et n'a fait que prospérer depuis sa création; aujourd'hui la Société de Rochdale, qui compte près de 20,000 membres, fait annuellement pour plus de 11 millions d'affaires.

Pour que soit justifié le titre « d'Equitables Pionniers » qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes, les coopérateurs de Rochdale se proposaient outre leur but immédiat (acheter à meilleur compte en achetant par grande quantité), d'élever le niveau

de la classe ouvrière à laquelle ils appartenaient en « consacrant une partie de leurs bénéfices à la création d'établissements pour l'instruction et le développement moral des membres de l'association » (1); et ils le firent, ainsi que les nombreuses Sociétés (actuellement au nombre d'environ 1900) qui, suivant cette initiative, et s'inspirant de ces principes se sont fondées rapidement sur tous les points du territoire du Royaume-Uni (2).

Ces Sociétés pendant plusieurs années ont vécu isolées et indépendantes, aucun lien, n'existait entre elles. Mais dès 1863 toutes ces associations disséminées se confondirent en une vaste fédération, afin d'obtenir par leurs achats en commun des avantages qu'elles ne pouvaient avoir si elles agissaient individuellement. Ce magasin de gros (Wholesale) installé à Manchester rend les plus grands services, il est devenu une des maisons de commerce les plus considérables du monde, possédant une flotille de bateaux qui vont chercher les produits dans leurs pays d'origine, et fabriquant elle-même les articles nécessaires aux besoins de ses adhérents. Les ventes annuelles dépassent 300 millions.

La Wholesale d'Ecosse fait pour ce pays ce que

(1) Extrait des statuts de la Société de Rochdale.

(2) Au 30^e Congrès des Sociétés Coopératives, tenu à Peterborough les 30 mai, 1^{er} juin 1898 on recensait 1845 sociétés avec 1 591 000 membres, 466,250,000 francs de capital-action; ayant fait des recettes pour 1.537,000.000 francs et distribué des bénéfices se montant à 168 millions.

la première fait pour l'Angleterre et le pays de Galles. Quand ces deux établissements y trouvent leur avantage, ils n'hésitent pas au lieu d'agir séparément à faire leurs achats ensemble, malgré le désaccord qui existe entre eux sur certains points : ainsi la Wholesale de Manchester, oublieuse des principes de Rochdale, entend que tous les bénéfices aillent au consommateur et ne fait par conséquent participer en rien les ouvriers de ses fabriques aux bonis réalisés, tandis qu'en Ecosse la participation des employés et ouvriers aux bénéfices est pratiquée largement.

Il y a en Angleterre un autre type de Société de consommation qui n'a pour ainsi dire rien de commun avec celui que nous venons d'examiner ; il est représenté par un nombre limité de grandes Sociétés installées à Londres et dans quelques grandes villes d'une façon luxueuse. Celles-ci cherchent avant tout et y réussissent (la « Civil Service Supply Association » en fait foi), à faire triompher la vente au comptant en abaissant le plus possible les prix ou en consentant des rabais considérables à ceux qui achètent, l'argent à la main. C'est à ce point de vue plus qu'au point de vue social et coopératif qu'il faut considérer les services rendus par ce genre de Sociétés.

Si l'Angleterre, patrie de la coopération de consommation, possède la Société la plus considérable du monde quant au chiffre des affaires (l'Industrial Society de Leeds atteint 18 millions par an) l'Allemagne a chez elle la Société la plus

importante quant au nombre de ses membres. C'est la « Société coopérative de Breslau » qui distribue jusqu'à 10 0/0 du montant de leurs achats à ses 35.000 membres ; du reste quoique n'atteignant pas le succès prodigieux des coopératives de crédit, les Sociétés de consommation allemandes, ont prospéré aussi, (en 1898 on en comptait 1362) et toutes consacrent des sommes importantes à l'instruction populaire et à la bienfaisance. Mais à la différence des Sociétés anglaises qui vendent au public et n'exigent de leurs membres que le montant des actions souscrites, les Sociétés allemandes où les diverses professions sont représentées, n'admettent que la vente à leurs seuls membres, responsables et solidaires la plupart du temps d'une façon illimitée. Ajoutons qu'à l'inverse de ce qui se fait dans les autres pays, où la vente au comptant est une règle à laquelle on ne déroge guère, les Sociétés allemandes font à leurs membres un crédit égal à la moitié du capital versé par eux.

L'Italie a vu se fonder chez elle, à Turin et à Alexandrie à peu près à la même date que dans les autres pays, en 1853 et 1854, les premiers magasins coopératifs de consommation ; plus tard le mouvement se propagea donnant naissance à de nombreuses Sociétés de consommation aux formes et aux fortunes les plus diverses (ainsi par suite des grands besoins et de la misère des classes ouvrières, c'est le système de la vente au prix le plus réduit qui prévalait). Parmi les formes

multiples qu'a pris le mouvement coopératif en Italie, il faut avouer que la coopération de consommation quoique comptant de nombreuses Sociétés (800), depuis les toutes petites coopératives rurales jusqu'aux colossales Sociétés (telle l'« Union coopérative de Milan » qu'abrite un palais magnifique) a eu un peu moins de succès que les autres et n'a pas réussi à créer une organisation fédérale pour l'achat en gros des marchandises.

Peu de pays relativement à leur étendue et à leur population renferment autant de Sociétés de consommation que la Confédération suisse ; on en compte au moins deux cents, c'est-à-dire deux fois autant, toutes proportions gardées, qu'en France, en Angleterre ou en Allemagne. Mais ces Sociétés sont réparties d'une façon tout à fait inégale ; tandis qu'elles pullulent pour ainsi dire dans les cantons manufacturiers de Zurich, d'Argovie et de Saint-Gall, c'est à peine si l'on en rencontre dans les grands cantons agricoles de Berne ou de Fribourg, ou dans les cantons forestiers de Schwitz ou d'Uri. Il nous faut citer parmi les plus florissantes et les plus avancées : la « Société coopérative de Saint-Gall », installée dans un immeuble superbe, et sa voisine, la modeste « Consum Verein de Flawill », qui obtient d'étonnants résultats ; la « Société coopérative suisse de consommation de Genève », remarquable par l'importance et surtout la progression régulière et continue des bonis distribués. Fondée en 1869, par

M. Ed. Pictet, la cheville ouvrière de la Coopération suisse, elle a distribué d'abord 5, puis 10, puis 11, puis 12 et jusqu'à 13 0/0 de dividende. A citer à Genève également « La Fidélité », importante société et enfin la « Société Générale de consommation de Bâle », de beaucoup la plus considérable de la Suisse. Celle-ci a en particulier révolutionné absolument le commerce du lait dans la ville de Bâle, au grand profit de la population à qui elle a délivré en une seule année jusqu'à 6 millions de litres de lait à 20 cent. le litre; aussi a-t-elle été l'objet des plus vives attaques de la part du commerce de détail.

L'esprit qui règne dans la presque universalité des Associations coopératives suisses, est un esprit pratique avant tout, cherchant simplement à rendre la vie plus facile et à constituer une petite épargne à des milliers de familles, sans aucune visée de transformation sociale.

C'est seulement il y a une dizaine d'années que l'idée est venue aux coopérateurs suisses de se compter et de se grouper. De ce groupement est né le « Verband Schweizerischer Consumvereine » qui embrasse actuellement 59 Sociétés distinctes. Cette union coopérative s'est efforcée d'établir une statistique sérieuse du mouvement coopératif suisse qui jusqu'alors avait complètement fait défaut. Elle a de plus fondé sur la place de Bâle un magasin de gros « Central-Stelle », qui prend un développement rapide et rend les plus grands

services aux Sociétés pour leurs achats en commun.

En Belgique le mouvement coopératif n'est devenu important que depuis une quinzaine d'années ; auparavant, dès 1854, de nombreux essais de coopératives avaient été tentés sans résultats appréciables. En 1864, grâce aux efforts de la presse et des membres de l'association internationale des travailleurs, les Sociétés de consommation se firent nombreuses, mais furent bientôt dissoutes à la chute de l'Internationale. Dans la période actuelle qui est donc la troisième de l'histoire de la coopération en Belgique, l'activité est grande et sérieuse. Depuis 1885, plus de 400 Sociétés coopératives diverses ont été constituées. Cette forte poussée est due, d'après M. Bertrand, député socialiste belge, à un triple courant d'opinions ou d'idées. « Elle est due d'abord, dit-il, à
« la constitution définitive du parti ouvrier socia-
« liste belge qui date du 15 août 1885, ensuite au
« mouvement mutuelliste qui donna naissance
« aux pharmacies populaires (spéciales à la Bel-
« gique) ; enfin à la création d'un grand nombre de
« Coopératives établies par les employés de l'Etat,
« surtout par le personnel des chemins de fer,
« postes, télégraphes et marine. »

Mais la coopération a chez nos voisins un caractère particulier, c'est autant une œuvre de propagande socialiste, qu'une œuvre économique. Aussi c'est surtout sous la forme de boulangeries que

la coopération est devenue populaire en Belgique. Le célèbre Vooruit (En Avant), qui a son siège à Gand, distribue à ses membres jusqu'à 80,000 kilogrammes de pain par semaine dans ses nombreux magasins; dans cette Société, aucun intérêt ou bénéfice n'est servi au capital, le bénéfice est pour le consommateur, sauf la part importante destinée à la propagation des doctrines socialistes. A ce procédé, les adversaires des socialistes ont répondu en créant à leur tour une boulangerie mécanique sous le titre de Het Volksbelang (l'Intérêt populaire), qui a aussi un grand succès.

L'exemple du Vooruit enthousiasma les ouvriers de toute la Belgique et des Coopératives furent créées à Bruxelles (La Maison du peuple), à Anvers, à Joliment, à Liège, à Bruges, à Ménin, et dans le Borinage, qui toutes ont réussi et prouvé que si « le parti ouvrier a un idéal qu'il « poursuit avec ténacité et une grande confiance « dans le succès final, il sait aussi être pratique. (1) »

Il est difficile de préciser à quelle époque les premières Sociétés de consommation de France ont été fondées. De 1848 à 1851, beaucoup de tentatives furent faites, qui échouèrent par suite du manque d'esprit pratique; une Société encore existante date cependant de cette époque, c'est la

(1) Anséele : *Histoire du Vooruit de Gand*, *Almanach de la Coopération*, 1893, p. 43.

« Coopérative d'Hargicourt » (Aisne). A la fin du règne de Napoléon III, la forme d'Association coopérative de consommation, importée d'Angleterre, commença à être pratiquée sérieusement : « la Société coopérative d'Anzin », « la Boulangerie de la Flotte (Ile de Ré) », l'« Union d'Etampes », « la Société du XVIII^e arrondissement de Paris », « la Revendication de Puteaux », et un grand nombre d'autres moins connues ont pris naissance à ce moment. C'est la considération des résultats déjà obtenus, qui décida la formation de toutes ces Sociétés avec toutefois une forme et un but un peu différents de ce qui existait en Angleterre. Nos premières Sociétés françaises avaient été séduites uniquement par les avantages immédiats : procurer à leurs membres de sérieuses économies et en même temps des objets de bonne qualité.

Depuis trente ans, les Sociétés coopératives de consommation, se sont peu à peu développées dans tous les ordres de la société : après les ouvriers sont venus les employés, puis les fonctionnaires, puis les officiers. L'*Almanach de la Coopération* pour 1900 énumère 1,489 Sociétés de consommation, réparties dans les 86 départements français, répartition du reste fort inégale, car à côté de régions comme la Charente-Inférieure, le Nord, la Saône, la Seine qui renferment plus de 100 Sociétés, il en est d'autres assez nombreuses où l'on en compte tout juste une seule.

Mais pendant longtemps ces Sociétés sont res-

tées isolées et sans aucune cohésion entre elles ; c'est seulement en 1885 que, sur l'initiative d'un petit groupe de coopérateurs très convaincus de la ville de Nîmes, parmi lesquels MM. Fabre, Teissonnier et de Boyve, un premier congrès des Sociétés coopératives de France se réunit à Paris. A partir de cette date les Sociétés de consommation les plus zélées se sont organisées à l'instar de celles d'Angleterre ; elles se sont groupées en fédération sous le nom d' « Union coopérative », ont tenu des congrès périodiques dans les grandes villes françaises et ont constitué, pour les représenter d'une façon permanente, un comité central siégeant à Paris ; malheureusement un grand nombre de Sociétés soit par indifférence, soit même par hostilité de la part de quelques-unes qui sont aux mains des socialistes, n'ont pas adhéré à cette organisation.

Cette défection regrettable a empêché d'aboutir des œuvres qui eussent été d'un grand secours, telles que : l'entente précieuse entre les syndicats agricoles et les Sociétés coopératives de consommation qu'actuellement on cherche encore à faire aboutir, et la création durable d'un magasin de gros qui fournirait les denrées et les marchandises aux Sociétés dans des conditions qui deviendraient de plus en plus avantageuses au fur et à mesure que le nombre des Sociétés adhérentes serait plus grand. (Un essai tenté en 1887 par le comité central n'a pu réussir à cause de cette mauvaise volonté des Sociétés.)

Par cet exposé sommaire, il est facile de se rendre compte que si la France n'a pas au point de vue des Sociétés de consommation la place qu'elle devrait avoir, elle occupe cependant un rang fort respectable et l'on peut espérer que grâce à la bienveillance que témoignent à ces sortes d'associations les pouvoirs publics, le mouvement ira en s'accroissant de jour en jour.

2^e SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION INDUSTRIELLE ET DE MAGASINAGE

Ces sociétés ne présentent pas les mêmes difficultés d'organisation que celles dont nous venons de nous occuper, elles ont un but précis et déterminé, et se proposent un objet unique, limité à la spécialité professionnelle des sociétaires. Ajoutons que, par suite, les risques courus et les responsabilités sont amoindris.

A. — *Sociétés pour l'achat des matières premières et le louage de l'outillage industriel.*

Ces associations pour l'achat en commun de certaines matières premières (bois, cuir, fer, etc.), dont le principe est également de se passer d'intermédiaires et d'acheter en grande quantité, ren-

dent les meilleurs services aux petits industriels dans leur lutte contre les grands entrepreneurs qui menacent de les écraser. Cependant elles sont peu répandues en France, les rares sociétés de ce genre qui s'y sont constituées n'ont jamais rien eu de régulier et sont demeurées essentiellement temporaires, alors que par les syndicats industriels elles auraient pu se développer et faciliter ainsi l'exercice lucratif de leur profession à un grand nombre d'artisans travaillant à leur compte. Peut-être faut-il chercher la cause du peu d'encouragement que les promoteurs de la Coopération ont donné à ces sociétés, dans ce caractère signalé par M. Cauwés : qu'elles favorisent les petites entreprises individuelles, alors que le but final du mouvement coopératif est leur disparition.

Quoiqu'il en soit, en Allemagne où la petite industrie semble se défendre plus vigoureusement que chez nous, ces sociétés ont trouvé un meilleur terrain et elles y sont fort nombreuses. C'est du reste en Saxe, à Delitzsch, que Hermann Schulze, dont nous aurons l'occasion de reparler, a fondé en 1849 la première société pour l'acquisition des matières premières, destinée à venir en aide à des menuisiers et à des cordonniers de cette petite ville. Ceux-ci s'en trouvèrent fort bien et leur exemple a profité à tout le pays, qui renferme maintenant au moins 1200 de ces associations.

B. — *Sociétés de magasinage.*

D'autres associations, dites de magasinage, qui sont tout l'inverse des précédentes et ont pour but la vente en commun des produits fabriqués par des ouvriers chacun en son particulier, n'ont pas eu plus de succès en France, malgré la suppression de graves inconvénients qu'elles cherchent à réaliser.

La Société loue un local où a lieu la vente générale des marchandises au compte particulier de chaque artisan sociétaire qui les a livrées ; on centralise tous les travaux ce qui permet d'obtenir des bénéfices plus grands avec des frais moindres. La vente peut aussi se faire au profit de l'association, sauf une répartition ultérieure entre les ouvriers, mais c'est alors plutôt une Société de production. Les rares exemples qui se sont manifestés en France n'ont pas produit les effets attendus.

Nous retrouverons ces diverses sociétés lorsque nous parlerons des Sociétés coopératives agricoles.

SECTION II

Les Sociétés coopératives de crédit.

Ici un nouvel aspect de l'Association coopérative se présente à nous qui n'est pas certes le moins intéressant ni le moins controversé. Si, pour

quelques-uns c'est la coopération de crédit qui paraît appelée à devenir la véritable base de toute l'organisation coopérative, le crédit étant considéré comme le pivot de toutes les améliorations désirables permettant à la petite industrie, au petit commerce et aussi à la petite culture de se fortifier et d'acquérir une activité nouvelle ; pour d'autres, au contraire, les Associations de crédit, ont un rôle particulier et en quelque sorte divergeant dans l'ensemble des œuvres coopératives (1) ; elles cherchent surtout à venir en aide aux petites entreprises individuelles et vont à l'encontre du but auquel tendent les Sociétés coopératives de consommation et de production. Le seul crédit d'un effet notable pour la classe populaire serait donc le crédit aux Associations ouvrières de production.

Mais cette opinion bien intransigeante, est de plus peu justifiée par les faits, car le crédit populaire que l'Allemagne a élevé à la hauteur d'une institution nationale, devient de plus en plus une nécessité pour tous les peuples ; en France on s'efforce depuis quelques années de l'implanter vigoureusement, espérant surtout y trouver un remède au malaise général qui pèse sur l'agriculture ; malaise dont une des grandes causes est sans contredit la rareté des capitaux consacrés à l'industrie agricole ; en Italie le crédit populaire a rendu rapidement de grands services et il s'y est

(1) Cauwes. *Cours d'économie politique*, tome III, page 185.

développé en raison directe des atteintes qui étaient portées à la richesse financière de ce pays, ce qui en somme est naturel, l'utilité des Associations de crédit, croissant à mesure que les ruines se multiplient puisque c'est aux pauvres qu'elle s'adressent (1) ; l'Angleterre à son tour l'a introduit chez elle dernièrement. Ainsi tous les pays se plaisent à reconnaître l'excellence des Sociétés coopératives de crédit, et profitent de leurs immenses avantages à condition qu'elles restent ce qu'elles doivent être, c'est-à-dire « des Associations de travailleurs honnêtes, « d'hommes de progrès qui sans distinction d'opinion ou de confession, mettent en commun leurs « épargnes, leur expérience, leur intelligence, « pour se procurer mutuellement, le crédit à bon « marché, diriger vers les activités locales une « partie des capitaux disponibles et bénéficier « des produits des opérations communes (2). »

§ I. — BUT ET UTILITÉ DE CES SOCIÉTÉS

Le crédit populaire, dit on, qu'est-ce que cela ? Un mot ingénieux, sonore, attrayant, bien trouvé à coup sûr ; mais au fond il ne révèle qu'une utopie, et l'on ajoute : la coopération de crédit n'est pas nécessaire, il y a suffisamment de banques et de banquiers à la ville et même au village.

(1) Mabillean. *La Coopération, ses bienfaits et ses limites*, p. 37, 5^e édition. Conférence au comité de défense et de prévoyance sociale, le 6 mars 1896.

(2) Rayneri. *Manuel des banques populaires*.

Ceux qui parlent ainsi ne se sont certainement pas donné la peine d'étudier la situation des travailleurs urbains et agricoles par rapport au crédit, sans cela ils auraient compris que cette organisation répond à un véritable besoin de notre époque ; ils n'ont pas remarqué non plus que l'expérience vérifie tous les jours le dicton commun que l'on « ne prête qu'aux riches » alors que les pauvres ont bien plus que ceux-ci besoin de crédit, et qu'il était de toute nécessité de trouver un crédit qui fût personnel, à bon marché et qui répondit aux besoins légitimes des classes laborieuses. Le crédit populaire réalise, croyons-nous cette heureuse formule.

L'ouvrier qui n'a pas pu économiser à cause de l'exiguité de son salaire et à cause de ses charges de famille, l'ouvrier honnête et travailleur qui n'a pas de gage disponible, possède néanmoins quelque chose, il a son énergie, ses habitudes de travail et d'ordre, son habileté technique, tout un ensemble de qualités qui peuvent lui servir de garantie, et qui représentent un capital. Mais prises ainsi isolément, cette promesse de travailler, cette richesse en puissance, cette « capitalisation de l'honnêteté », suivant le mot de Luzzati, offrent de grands risques en face de responsabilités bien frêles ; si au contraire vingt ou trente individus groupés s'engagent dans un admirable esprit de solidarité, chacun pour tous et tous pour chacun, et avec des solvabilités individuelles trop faibles, forment une solvabilité collective solide,

alors l'engagement commun prend une valeur nouvelle et peut constituer la base d'une richesse véritable. Ainsi, grâce à la Coopération, les travailleurs en quête de crédit ont réussi à obtenir ce crédit spécial, bien personnel, d'un caractère hautement démocratique, que d'un mot très juste on a appelé crédit populaire.

Ce premier résultat atteint, procurer du crédit au travail, pour qu'il soit complet, l'Association coopérative de crédit, se plaçant à un point de vue tout différent des Sociétés financières, devra s'efforcer d'offrir à ses membres ce même crédit à un taux peu élevé. Se contentant pour elle-même de profits minimes, elle poursuivra toujours son but désintéressé, sans se soucier du bénéfice matériel que le crédit ainsi distribué procurera à l'Association, mais préoccupée de venir en aide à ses membres, heureuse de leur procurer plus d'indépendance, de bien-être, en leur restituant à la fin de l'année une part des bénéfices obtenus au prorata des opérations faites (1).

En agissant ainsi, l'association coopérative fera bien accueillir une institution qui cherche à obtenir l'abaissement du taux du crédit, dans la région où elle s'implante et l'extirpation de l'usure dont les effets sont si funestes particulièrement dans les campagnes.

Le crédit populaire, enfin, avons-nous dit doit répondre à des besoins légitimes, c'est-à-dire ne

(1) Charles Rayneri. *Almanach de la Coopération française*, 1893.

seconder, en principe que la production, car le crédit à la consommation, est généralement fatal et mérite peu d'être encouragé par les vrais coopérateurs. Aussi quoique toute dévouée aux classes populaires, l'Association de crédit se refuse à leur faire la charité, elle ouvre des crédits aux artisans pour leurs affaires, pour faciliter leur établissement, pour leur permettre de se procurer l'instrument dont ils ont besoin, mais elle s'enquiert de la réalité de ces affaires et de la nature de ces besoins (1). Bien plus, en ce qui concerne les agriculteurs elle leur procure le fonds de roulement nécessaire pour les dépenses d'exploitation et pour permettre d'améliorer les méthodes de culture, en un mot elle facilite la production agricole ; mais elle se refuse à avancer, pour l'achat de parcelles de terre ou d'autres propriétés foncières, des capitaux qui seraient immobilisés pendant de longues années.

En outre des avantages matériels que nous venons de passer en revue et auxquels il convient d'ajouter la suppression des intermédiaires, souvent onéreux entre le capital et le travail, le crédit coopératif a des avantages sociaux et moraux incontestables. Il apprend aux travailleurs les vertus de l'épargne et leur fait goûter les joies compensatrices des privations que celle-ci impose. Comme le dit M. Eugène

(1) Léon Say. — Rapport général du jury de l'exposition d'économie sociale à l'exposition universelle de 1889.

Rostand, l'épargne est le point central de la question du crédit populaire, c'est donc un esprit d'économie bien entendu qui doit diriger nos Associations et pousser leurs membres à utiliser sur place leurs modestes épargnes, à les fertiliser en les mettant au service des activités productrices locales qui en reçoivent une force nouvelle. En France particulièrement, ce ne serait pas un des moindres résultats du crédit coopératif que d'obtenir le renoncement : à l'emploi exclusif des petites économies dans les fonds d'Etat, à l'absorption dans la dette de l'Etat de ressources extrêmement puissantes qui demeurent ainsi stérilisées, et de rendre par là l'épargne à sa fonction normale qui est tout l'opposé d'une centralisation aussi excessive.

La coopération de crédit répand tout autour d'elle les germes de la prévoyance, du soutien mutuel et de la solidarité ; elle tente aussi l'éducation économique du peuple dans la conduite des Associations et réussit à élever le niveau moral des classes ouvrières ; le désir de se rendre digne de faire partie d'une de ces Sociétés stimulera et corrigera souvent bien des hommes, leur rendant l'estime d'eux-mêmes et l'amour du travail. Et ainsi seront justifiées les paroles d'un curé rhénan que rapporte M. Hubert Valleroux, dans son important ouvrage sur les Associations ouvrières et patronales (1). « Je puis assurer, disait

(1) Paris, Gauthier-Villars, 1899.

ce prêtre modeste, que la caisse rurale a plus fait pour la moralité de ma paroisse que tous mes sermons. »

§ II. — DIVERSES FORMES DES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Leur développement à l'Etranger et en France.

En présence de besoins extrêmement divers nés dans des milieux totalement différents, le crédit populaire s'est de lui-même divisé en deux grandes branches : le crédit populaire urbain, destiné aux artisans des villes, qui doit permettre aux petits industriels ou aux Associations coopératives de production de résister à la grande industrie et le crédit populaire rural plus souvent nommé crédit agricole qui est fait pour les petits propriétaires des campagnes et doit leur permettre de mieux cultiver leurs champs. Ces deux crédits aux domaines si nettement tranchés doivent donc avoir des organes différents : ce sont la Banque populaire et la Caisse rurale qui conservent néanmoins un principe commun : la coopération.

1° DES BANQUES POPULAIRES

Très nombreuses en Allemagne et en Italie, les banques populaires demeurent rares en France et sont presque complètement inconnues en Angleterre. Voyons rapidement leurs traits essentiels.

Un homme en Allemagne a incarné pour ainsi dire la Banque populaire et l'a faite sienne : c'est Hermann Schulze, juge à Delitzsch (Saxe) dont on sait l'histoire souvent redite. La banque qu'il a créée. — « La Vorsschussvereine » — que l'on trouve dans chaque localité un peu importante de l'empire, ne diffère pas sensiblement au premier aspect des établissements de crédit non coopératifs. Installée dans de vastes immeubles, avec de nombreux employés, et un extérieur luxueux elle est assez semblable à une banque ordinaire : en outre, d'un fort droit d'entrée, les associés souscrivent des actions d'une valeur relativement élevée ; il y a un capital social versé qui exige des dividendes. De plus, pour compléter ses ressources, l'Association demande aux capitaux les fonds nécessaires, procédé commun à toute banque. — Mais ces analogies sont plus apparentes que réelles ; persuadé à juste titre que tout crédit doit être mérité Schulze-Delitzsch a ajouté des correctifs nombreux aux règles ordinaires en pareille matière. Les travailleurs industriels ou commerçants d'humble condition ont accès à son association, parce qu'ils pourront se libérer de leurs actions par des versements échelonnés et successifs fixés au chiffre le plus bas possible ; les dividendes dus au capital devront être limités à un taux très modéré et la plus grande partie des profits devra être versée dans le fonds de réserve si utile ici comme garantie ; quant aux fonds nécessaires à son fonction-

nement, la Société coopérative les demandera le plus possible aux dépôts d'épargne, elle attirera les économies locales leur assurant toute sécurité, elle ouvrira largement sa caisse à l'épargne la plus humble, qu'elle vienne des associés ou des tiers étrangers à l'Association. Par quel miracle ces banques, au capital relativement faible, attirent-elles ainsi la confiance de l'épargne, ordinairement plus défiante? C'est la solidarité librement acceptée par tous les intéressés qui est la cause des succès éclatants obtenus par ces Associations. Schulze-Delitzsch a pris comme fondement de ses Sociétés la règle de la responsabilité illimitée, — chaque sociétaire consentant à être responsable sur tout son avoir des obligations de la Société — et si, au début, cette responsabilité si étendue fut difficile à faire accepter, le principe est maintenant tellement entré dans les esprits allemands, que malgré une loi nouvelle de 1889 qui permet la fondation de Sociétés anonymes, à responsabilité limitée, les neuf dixièmes des caisses Schulze, admettent encore cette responsabilité illimitée, cause fondamentale de leur grand développement dans tous les pays. Mais nécessairement alors, ces banques opérant dans un rayon assez circonscrit, véritables organisations locales, sont des Associations de personnes plutôt que de capitaux. L'emprunteur ici doit être agréé par ses pairs responsables; les membres de l'Association se connaissent entre eux et savent assez exactement ce que chacun possède; un contrôle spontané

s'exerce réciproquement et ainsi, ce que l'on a appelé le capital moral de la banque est maintenu intact.

Il est désirable aussi que les professions les plus diverses soient représentées dans la Société, cela permet de pratiquer plus souvent et avant tout le prêt direct aux associés en évitant que le besoin d'argent se fasse sentir chez tous au même moment. Pour la même raison la banque populaire prêterait en principe à court terme (trois mois d'ordinaire) et c'est là l'origine du reproche adressé aux caisses Schulze : de ne rien faire pour l'agriculture vu le délai trop limité imparti aux débiteurs ; reproche d'ailleurs injustifié, le tiers de la clientèle de ces caisses étant recruté parmi les agriculteurs, ce qui suffit à prouver que ces derniers y trouvent un crédit suffisant.

Un dernier trait caractéristique de l'œuvre d'Hermann Schulze, c'est que sa banque n'est pas une institution philanthropique, mais bien une œuvre des intéressés eux-mêmes. « Elle doit, dit-il, avoir soin d'éviter toutes les apparences d'une œuvre de bienfaisance si elle veut s'assurer un avenir durable. » La Banque doit faire des affaires, être dirigée en conséquence par des gens rémunérés pour cela, tout en restant secourable cependant à l'homme pauvre, économe et laborieux.

Aussi certaines de ces banques, perdant de vue l'objectif moral si élevé de la coopération et poussées par un désir de lucre auquel Schulze lui-

même n'a pas été étranger n'ont pas su éviter un écueil fatal et ont versé nécessairement dans la spéculation ne gardant plus de coopératif qu'une étiquette désormais vide de sens.

Enfin à ces deux idées directrices : fournir le crédit personnel à bon marché et encourager l'épargne décentralisée — les banques populaires en ajoutent une troisième — améliorer par des œuvres annexes la situation morale et matérielle du peuple ; aussi il n'est pas rare de voir les associations de crédit allemandes, prélever tous les ans sur les bénéfices nets des sommes destinées soit à la création de Sociétés coopératives de consommation, soit à des œuvres d'utilité publique : hospices, églises et surtout écoles de toutes sortes.

Les résultats obtenus par l'application des principes que nous venons d'indiquer ont certainement dépassé les prévisions les plus optimistes de Schulze lui-même. Les associations de Schulze-Delitzsch, dont la première fut fondée il y aura bientôt cinquante ans, comptent, d'après une statistique récente, 1571 caisses et 497.000 membres. Le bilan de 862 de ces caisses fait ressortir un capital souscrit de 150 millions, un fonds de réserve de 50 millions et un fonds de roulement de 650 millions. Quant au crédit accordé aux membres de l'association il s'est élevé à deux milliards 500 millions.

On est véritablement émerveillé en présence d'un semblable succès et devant la grandeur de

l'œuvre, durable et féconde qu'Hermann Schulze a réussi à accomplir sans le concours de l'Etat au moyen de l'initiative privée et en s'appuyant sur deux forces qu'il associait dans un irrésistible effort : la mutualité et l'épargne.

Disons encore que pour couronner son institution Schulze-Delitzsch imagina de grouper en une « Fédération générale des associations de crédit et d'économie populaire allemandes », toutes ses Sociétés qui formaient déjà entre elles des sections ou associations provinciales, et ainsi il avait réussi à doter son pays d'un vaste réseau de Sociétés animées d'un esprit semblable, recevant une impulsion uniforme, et ayant à leur tête un syndic général qui les relie entre elles. Ce fut à quoi jusqu'à la fin de sa vie se dévoua Schulze-Delitzsch et l'impératrice-douairière présidente du Comité constitué pour élever à Berlin à cet homme de bien un monument, inauguré récemment en grande solennité, a pu dire avec juste raison : « Pour apprécier l'importance de l'alliance des associations il n'y a qu'à juger ce que serait aujourd'hui le pays si ces associations n'existaient pas. »

Un pays auquel ces paroles s'appliquent d'une façon encore plus saisissante, c'est l'Italie où la coopération sous toutes ses formes a permis à ce peuple de se reprendre et de résister victorieusement aux dangers économiques et sociaux qui l'entouraient. C'est à M. Luzzati, aujourd'hui que Schulze est mort, l'apôtre le plus ardent de

ce genre d'institution, que l'Italie doit l'introduction chez elle des banques populaires. Par la parole, par la plume, cet homme pratique et actif persuada ses compatriotes et dès 1864 il fondait à Lodi, à Milan, à Crémone les banques dont il voulait doter son pays ; depuis, il va prêchant partout la mutualité de crédit, prodiguant ses conseils à ceux que son éloquente parole entraîne.

Si les banques italiennes ont pris comme modèle le système allemand, elles ne l'ont pas copié servilement, mais se sont ingénérées à l'approprier aux mœurs et aux besoins des populations italiennes. Sur l'avis de Luzzati et malgré les efforts de M. Vigano, un autre illustre promoteur du Crédit mutuel, les banques d'Italie n'ont pas admis la solidarité illimitée pour leurs membres et se bornent à demander aux adhérents un engagement représentant plusieurs fois leur mise ; l'événement leur a donné raison vu le magnifique essor qu'elles ont pris. Mais la privation d'une aussi forte garantie a dû être compensée : d'abord par un capital social sérieux, d'où la possibilité (pour chaque associé) de détenir plusieurs parts sociales ; puis par un dévouement sans bornes à l'œuvre de la part des promoteurs et de tous les membres qui comprennent les ressources immenses qu'ils doivent y trouver. Un caractère particulier à ces banques est l'admission récente des tiers aux opérations sociales, pratique qui est justement critiquée, car

elle tend à détourner la banque de son but essentiellement démocratique et à la faire servir aux grands propriétaires et aux riches.

Malgré ce reproche, le Crédit mutuel, en pratiquant largement l'escompte, en permettant les avances sur titres et surtout sur marchandises, a rendu les services les plus appréciables à l'Italie; on l'a vu encore en ces derniers temps, quand succombant sous le poids de la crise industrielle et commerciale par suite de la rupture des relations avec la France, l'ouvrier et le paysan italiens étaient dans la plus extrême misère. S'ils se sont relevés, c'est bien grâce à la reconstitution du Crédit urbain et agricole par les banques populaires qui actuellement possèdent un actif de 70 millions, ont escompté pour 160 millions de francs, prêté 120 millions et trouvent le moyen de distribuer à l'argent engagé chez elles par l'épargne, un boni de 9 1/2 0/0, (ce qui est peut-être excessif). Ainsi, comme le dit M. Rostand, la Coopération de Crédit italienne a restitué au peuple l'épargne du peuple.

Dans les autres pays où il s'est produit, le mouvement a été plus modeste, mais cependant encore fort appréciable.

En Belgique un émule de Schulze, Monsieur Léon d'Andrimont, a eu la satisfaction de voir les banques populaires par lui créées, (actuellement au nombre d'une vingtaine), rendre les plus grands services à ses compatriotes tout en restant étran-

gères à l'esprit de parti et en se tenant à l'écart de toute agitation politique ou religieuse.

En France, la situation est bien peu importante, surtout comparée à celle des pays que nous venons d'énumérer; mais il faut ajouter que le véritable mouvement date seulement d'une quinzaine d'années et que l'on a l'espérance d'arriver ici aussi à de très beaux résultats lorsque sera faite davantage l'éducation de la masse et qu'une législation moins centraliste aura été obtenue.

Retournant en arrière, il nous faut mentionner les tentatives très intéressantes faites dès 1863, pour établir ce qu'on appelait déjà, mais dans un sens tout autre, les Banques populaires. Trois Caisses — Caisse du Crédit au travail (qui fut la plus célèbre), Caisse d'Escompte des Associations populaires, Caisse des Sociétés coopératives, — avaient été fondées par des hommes libéraux dans le but tout particulier de venir en aide aux nombreuses sociétés de production qui à cette époque s'érigeaient par tout le pays; elles ne cherchaient donc nullement à secourir leurs membres pris individuellement et ne rappelaient en rien le Crédit mutuel, créées qu'elles étaient pour propager le mouvement coopératif, comme actuellement la « Banque coopérative des Associations ouvrières de production de France », qui fondée en 1893, semble par ses excellents résultats devoir être plus heureuse que ses devancières (1).

(1) La Banque coopérative des Associations ouvrières de production de France qui, à son début, comptait 33 associations actionnaires et 10,000 fr.

Quant au mouvement actuel il est jusqu'ici assez peu dessiné, constatons simplement que des vingt-cinq banques populaires que nous possédons actuellement d'après la statistique dressée par l'Almanach de la coopération française pour 1899, la plupart sont fixées dans le Midi.

Au premier rang : la Banque populaire de Menton dont le directeur dévoué M. Rayneri, s'est donné pour mission de diffuser en France le crédit populaire ; ses discours, ses livres, ses actes nous sont garants de sa réussite. Outre ses succursales de Monte-Carle et de Beaulieu, la Banque de Menton a vu se créer à côté d'elle et grâce à son action bienfaisante, d'abord les banques populaires de Nice et d'Antibes, puis une quantité de banques agricoles et d'œuvres qu'elle soutient et encourage. Mais elle a voulu plus encore, elle a désiré être un centre d'étude et de propagande et elle est devenue le siège du « Centre fédératif du Crédit populaire en France » groupant les noms des hommes les plus compétents en la matière : nous avons nommé le président M. Rostand, infatigable vulgarisateur du Crédit mutuel et coopératif, M. Rayneri, l'âme des banques populaires, M. Mabillean, le dévoué directeur du Musée social.

de capital souscrit, possédait en 1898 : 48,300 fr. de capital et 86 actionnaires, dont 67 associations presque toutes parisiennes et 19 fondateurs Elle avait fait dans cette même période de temps pour 6 millions d'affaires et réalisé 16,500 fr. de bénéfices nets dont 7,000 fr. étaient passés à la réserve. *Bulletin de l'office du travail*, novembre 1898.

En dehors de ce noyau important, d'autres banques sont disséminées de par la France, dues les unes à l'initiative des groupements syndicaux, — ainsi à Brest, à Lorient, à Toulouse, à Paris (XVIII^e arrondissement) — les autres à l'initiative individuelle d'hommes dévoués tels que le père Ludovic de Besse et ses banques d'Angers, de Caen, de la rue des Lombards, à Paris ; enfin quelques grandes villes, Bordeaux, Marseille, Lyon, possèdent elles aussi des banques où la population ouvrière trouve un crédit à elle approprié.

En général toutes ces banques sont dénuées d'idée de lucre, on y cherche surtout à s'entraider ; le modèle adopté est celui des banques italiennes, sans la responsabilité absolue et complète qu'il était difficile d'imposer aux associés dans nos grandes citées populeuses. Quant aux formes sous lesquelles nos banques pratiquent la distribution du crédit, ce sont les opérations d'escompte, les avances sur factures, les établissements de compte-courant, etc. ; le prêt direct est évité, vu les trop grands risques.

En présence des services déjà rendus par les banques populaires, on ne peut que regretter que dans un pays comme la France, où les classes laborieuses sentent tous les jours la nécessité d'un crédit qui leur soit plus accessible, il ne se soit pas rencontré plus d'hommes de bonne volonté pour combattre et pour vaincre les obstacles que créent la législation et les mœurs à toute tenta-

tive de décentralisation, car le crédit mutuel, essentiellement local est nécessairement décentralisateur.

2° DES CAISSES RURALES

La caisse rurale tout en étant souvent le corollaire en quelque sorte de la Banque populaire, correspond nous le savons à des besoins tout différents et à des caractères bien particuliers ; pour beaucoup, ce mode d'association coopérative est celui de tous qui réalise de la façon la plus parfaite le principe essentiel de toute coopération : la solidarité — et par la même raison c'est celui de tous qui a la plus haute portée morale et la plus grande vertu éducatrice.

C'est encore en Allemagne qu'il nous faut chercher le modèle que partout on s'efforcera d'imiter. Si Schulze a été l'apôtre des centres urbains, Raiffeisen a été celui des campagnes, mais, malgré leur but commun, la différence des caisses Raiffeisen avec les Banques populaires du Nord de l'Allemagne est profonde.

Aux yeux de Raiffeisen qui procède d'un autre ordre d'idées que Schulze — l'assistance mutuelle l'amour dicté par l'évangile, le patronage — les banques populaires ne sont pas des associations ordinaires ; ce sont des œuvres sociales (1) et de

(1) M. Eugène Rostand. Congrès de Marseille 1889

plus des œuvres fondées sur le sentiment chrétien. Se plaçant à ce point de vue, il ne s'agira plus ici de faire des affaires ; la Société de crédit rural se basera uniquement sur le crédit personnel, aussi nul apport sérieux de la part des souscripteurs, seulement une cotisation minime pour satisfaire à la loi, mais l'actionnaire s'engage à payer solidairement les dettes de la Société d'une façon illimitée, car le dévouement doit être absolu. Le seul lien de l'association c'est la confiance réciproque ; ses seuls fondements : deux vertus primordiales, l'honnêteté et l'épargne.

Le véritable domaine de l'Union de crédit est à la campagne, au village, et même il vaut mieux que le village soit petit et pauvre. La simplicité régnera en maîtresse, pas de gros établissements mais de petites caisses modestes sans apparat et sans édifice somptueux, ayant leur siège dans la maison même du caissier, paysan lui aussi comme ses associés. On ne vise pas à distribuer des bénéfices et toutes les fonctions sont gratuites dans ces associations. Les capitaux de l'épargne viennent d'eux-mêmes, bien suffisamment attirés par la garantie d'une centaine de braves gens ; l'argent que l'association se procure ainsi dans de bonnes conditions, elle le prête à ceux de ses membres qui en ont besoin, mais toutefois pas sans s'être enquis de l'emploi que l'associé veut en faire ni sans lui donner quelques conseils pratiques.

Un premier reproche fait à Raiffeisen par les partisans de Schulze-Delitzch, car un antagonisme violent exista entre les deux créateurs, c'est de constituer des confréries, des fraternités véritables, imbues d'un esprit confessionnel des plus étroits; c'est (dans son appel aux hommes de bonne volonté), de s'être adressé d'abord au clergé, d'avoir pris pour point d'appui la religion, d'avoir fait de ses livres plutôt des sermons que des traités de banque. Certes il est exact de dire que le sentiment religieux, qui inspire les dévouements sublimes, a semblé nécessaire à Raiffeisen, comme levier pour bien faire, mais non comme objectif à réaliser; et attribuer aux institutions de Raiffeisen des tendances confessionnelles qui auraient pour résultat d'ouvrir l'association à telle confession et de la fermer à telles autres, c'est les réduire à des proportions étroites et mesquines qu'elles n'ont jamais eues (1).

Le deuxième grief formulé par les adversaires de Raiffeisen, nous semble plus fondé. On dit : Ces associations reposent sur une base fausse qui consiste à faire du crédit à long terme (en moyenne cinq ou dix ans) avec des dépôts d'épargne remboursables à vue ou du moins à court terme. En réalité il est souverainement illogique d'être créancier d'une somme à longue échéance et débiteur à vue de la même somme,

(1) Maurice Dufourmantelle. Conférence au Musée social (10 mars 1898), sur les associations coopératives en Allemagne.

aussi force a été de recourir, pour corriger ce défaut, à un organisme centralisateur et distributeur des excédents disponibles.

Le développement des Caisses rurales allemandes, des « Darlehenkassen » qui atteignaient en 1898, le nombre de 2.500 avec un chiffre approximatif de 300.000 membres et 160 millions de marks de crédit prêtés annuellement à l'agriculture, a permis la création d'une caisse centrale de Fédération à laquelle les caisses particulières affiliées peuvent emprunter les fonds dont elles ont besoin et ainsi se réalise selon le mot de Raiffeisen « l'égalisation de l'argent ». Comme celles de Schulze, les associations rurales de Raiffeisen sont groupées en une Union générale et contribuent à constituer la Fédération de Neuwied qui, organisation unitaire, s'étend sur toute l'Allemagne (1).

En Italie M. Léon Vollemborg, sans imiter Raiffeisen, a fondé des caisses rurales qui res-

(1) Dans le même ordre d'idées il faut mentionner en Allemagne « La Fédération générale des Sociétés agricoles » fondée et dirigée à Offenbach (Grand Duché de Hesse) par le Dr Haas. Un très vif esprit de décentralisation l'anime ; elle borne son rôle à une fonction de direction générale et laisse à ses 24 unions régionales le soin de réaliser et de servir les intérêts des associations affiliées (3.500 environ). Essentiellement agricoles ces associations combinent fort heureusement les principes émis par les deux initiateurs du Crédit populaire ; elles admettent les prêts remboursables à long terme, mais s'écartant de Raiffeisen elles paient largement leurs administrateurs et servent aux dépôts qu'elles reçoivent des intérêts importants. Toutes ont un capital constitué par les parts d'intérêts assez élevés des associés, malgré la solidarité illimitée presque toujours stipulée. Les associations chargées du Crédit ont atteint en 1898 un mouvement d'affaires de 405 millions de marks dépassent de beaucoup toutes les autres fédérations. Ces chiffres attestent le succès de l'Union Haas.

semblent par certains côtés aux Unions allemandes. Ce sont des œuvres de moralisation, des banques si l'on veut, mais des banques sans capital, car ici, à l'opposé même des Darlehenskassen où il peut y avoir des mises sociales, il n'y a rien à verser, c'est par la solidarité absolue, pécuniaire et morale des associés, que le crédit sera fondé. Une autre différence avec les caisses rurales germaniques consiste en ce qu'il n'y a rien de confessionnel, ni de politique dans les institutions de M. Vollemborg, mais le curé y joue un grand rôle, il en est l'âme avec les quelques personnes importantes de la petite bourgade qui se joignent à lui ; les caisses italiennes, actuellement au nombre d'une centaine, continuent à se développer lentement mais solidement, repoussant avec énergie tout subside public soit de l'Etat, soit de la commune.

A côté de l'œuvre de Vollemborg, se dresse une institution concurrente, si l'on peut ainsi dire. L'abbé Cérutti a fondé en 1890, des caisses catholiques inspirées par la même idée religieuse, qui avait toujours guidé Raiffeisen, et il a fort bien réussi dans son entreprise menée avec enthousiasme par le clergé qui a vu là un excellent moyen d'être utile au peuple, tout en aidant à la religion.

Le chiffre total des caisses catholiques dépasse 700 actuellement.

En Belgique un autre prêtre M. Mellaerts a introduit le type Raiffeisen, l'inféodant malheureu-

sement à un parti ; malgré cela les résultats sont remarquables et les minuscules caisses villageoises distribuent vaillamment le crédit dans ce pays.

Nous venons d'exposer rapidement ce qui a été fait dans quelques pays pour régénérer l'agriculture par le crédit ; mais en France où en sommes nous ? En France, pays agricole par excellence où la majeure partie de la population vit du sol, il y a aussi beaucoup à faire afin d'arriver à fournir au cultivateur le capital dont il a besoin pour améliorer ses moyens de production et c'est encore au crédit que l'on a demandé de remédier aux grandes causes de la crise que notre agriculture nationale traverse. « Il faut couvrir le territoire français d'associations locales de crédit rural, sous leurs formes très variées, les y acclimater, les fortifier. Tel est, dit M. Eugène Rostand, le seul moyen exact d'organiser au profit de l'agriculture de notre pays et de lui distribuer largement, à bon marché, le véritable et sain crédit, celui de production et d'exploitation, celui d'affranchissement. »

Un homme dévoué que ses travaux avaient spécialement préparé pour cette tâche, M. Louis Durand, avocat à Lyon, a osé lancer en France, en 1894, l'idée de la Caisse rurale sans capital à responsabilité illimitée, c'est-à-dire de la Caisse Raiffeisen et il a réussi, grâce à ses efforts incessants et malgré des obstacles nombreux, à propager en quelques années ce type de Caisse

auquel il a attaché son nom et dont les progrès sont des plus rapides. Actuellement, d'après leur *Bulletin mensuel*, ces Caisses sont au nombre de 700 réparties dans tout le pays et toutes rattachées à l'« Union centrale des Caisses rurales et ouvrières », présidée et dirigée par M. Durand. Comme on le voit, c'est complètement le type allemand que le promoteur français a adopté, ne craignant ni de prendre pour auxiliaire en maints endroits le clergé des villages, ni d'imposer le principe de la solidarité des membres que nos paysans français ont accepté avec une facilité surprenante. En 1898, trois cents de ces Caisses sont venues en aide à 4,132 cultivateurs, leur avançant plus de 1,500,000 francs.

Un autre type de Caisse, avec parts et responsabilité plus ou moins étendue, inauguré par la loi du 5 novembre 1894 existe aussi en France. Le Centre fédératif du Crédit populaire dont il a été fait mention antérieurement à propos des Banques populaires, a fait une large place à ces dernières Caisses qui depuis quelque temps ont pris faveur dans le monde agricole en suivant le développement extraordinaire des Syndicats agricoles sur lesquels elles s'appuient avant tout.

Quoiqu'une statistique bien complète des Caisses de Crédit agricole soit à faire, on peut admettre que la moitié au moins des Syndicats ont créé à côté d'eux un organe de Crédit populaire destiné à avancer les fonds nécessaires à l'achat des engrais et des semences. Enfin une loi

récente du 31 mars 1899, organisant des Caisses régionales et mettant à leur disposition une somme de 40 millions, viendra donner, du moins on l'espère, une activité nouvelle à cette branche de la Coopération agricole. Car, chaque Caisse régionale créée en conformité de cette loi recevra sur ces 40 millions une avance de fonds presque égale à son propre capital et cela sans avoir à payer d'intérêts, ce qui lui permettra d'aider à son tour les petites Caisses de sa région, sans distinction de parti ni d'opinion, il faut le souhaiter.

Il nous faut mentionner encore la Société pour la propagation du Crédit populaire qui a son siège à Paris et qui groupe une trentaine de Caisses tant urbaines que rurales. On estime de 150 à 200 le nombre de ses fondations. N'oublions pas enfin la plus ancienne Caisse rurale française, œuvre de M. Louis Milcent : « Le Crédit mutuel de Poligny », qui a débuté avec un capital modeste et a pu répandre, pendant l'année dernière, 419,646 francs parmi les paysans du Jura.

Il nous sera donc permis de dire, en présence de tous ces efforts que si en Allemagne et en Italie l'expérience du Crédit agricole est concluante, en France elle donne les plus sérieuses espérances.

Il ne reste qu'à souhaiter qu'il se trouve en notre pays assez d'hommes compétents et dévoués pour mener à bien de pareilles entreprises qui demandent un grand désintéressement de

la part des chefs. Ce sont donc les hommes des classes aisées de la nation qui sont appelés ici à faire œuvre utile, non pas tant en apportant leur argent qu'en prêchant d'exemple, en donnant l'impulsion, en prenant l'initiative des fondations nécessaires et ainsi que le dit M. Hubert Valleroux, c'est justement que sera appelée cette classe : « La classe dirigeante ».

SECTION III

Les Sociétés Coopératives de production.

Lorsque l'on passe des Sociétés de consommation et de Crédit aux Sociétés de production on trouve une si profonde différence que le nom seul, pourrait-on dire, est commun, ni l'historique ni le but, ni les procédés suivis ne sont semblables.

Forme la plus antique de la coopération, puisqu'elle a précédé non seulement le salariat, mais l'esclavage, l'association de production est encore de nos jours celle à laquelle on attache les plus hautes espérances d'émancipation sociale ; elle est fortement désirée par les classes ouvrières parce qu'elle constitue un essai d'organisation meilleure et de rémunération plus juste du travail.

On entend par association de production une réunion d'ouvriers travaillant ensemble, afin de se passer de tout patron et de produire par leurs

propres moyens et pour leur propre compte. Il est clair que sous cette forme, où les travailleurs mettent en commun leur intelligence, le travail de leurs bras, leurs économies, qui constituent souvent le seul capital dont ils disposent, les efforts de chacun sont rémunérés avec justice ; les profits de la production vont aux véritables producteurs. Si elle devait un jour se réaliser dans toute l'industrie, on n'aboutirait à rien moins qu'à l'abolition du patronat et du salariat ; mais pour le moment, vu les vertus qu'elle exige de ses membres, les obstacles nombreux qu'elle rencontre sur sa route, la Coopération de production est encore loin d'un pareil résultat.

Les Associations coopératives de production peuvent être industrielles ou agricoles. Industrielles, elles ont pour but l'exercice en commun d'une profession et la vente des objets fabriqués ou produits par cette exploitation. Agricoles, leur but est l'acquisition et l'emploi à l'usage exclusif des associés, de machines ou instruments quelconques. Toutes cherchent avec juste raison à s'appuyer sur les associations syndicales, comptant trouver dans le groupement existant les quelques hommes résolus et déjà préparés, destinés à former le noyau de la Société.

Mais si l'on s'efforce de passer de la théorie à la pratique, on se heurte à de nombreuses difficultés qui s'opposent au développement de cette forme d'Association coopérative.

La première est la difficulté de se passer du patron. On a beau dire et répéter que celui-ci ne joue qu'un rôle de parasite et d'exploiteur, cela n'empêche pas que lorsqu'il faut se passer de lui, on se trouve fort embarrassé. Le point délicat n'est pas de trouver parmi les ouvriers pour le mettre à la place du chef, un homme intelligent mais un homme qui possède sans éducation préalable, les connaissances qu'exige actuellement le métier de chef d'industrie. Laissera-t-on au gérant la latitude et la grande indépendance nécessaires à la direction, pour les achats de matières premières et la vente des produits ? Obtiendra-t-il l'autorité suffisante pour se faire obéir ? Il lui sera peu facile, choisi par ses camarades et sorti de leurs rangs, de les commander ; il sera assailli de reproches et de récriminations et l'on verra la fraternité attendue et rêvée, transformée en rivalités et en compétitions de toutes sortes.

Il faudra donc, dit M. Gide, que l'association coopérative soit une sorte de République ou tout le monde aura sa part de gouvernement. Nous ne le pensons pas et nous croyons plutôt qu'une République autoritaire serait en somme la seule qui soit possible ici ; les difficultés seront d'autant plus aisément surmontées que la discipline sera mieux observée et le pouvoir exécutif plus puissant. La condition primordiale, essentielle, de toute association qui veut vivre est dans l'obéis-

sance absolue de tous ses membres à la direction qu'ils ont librement choisie (1).

Et ainsi, pour ne pas rester salariés d'un patron les associés doivent consentir, surtout au début, à des sacrifices qu'ils ne connaissaient pas comme salariés ; ils doivent s'imposer souvent une discipline volontaire plus forte que celle qu'aucun règlement patronal n'édicterait ; ils doivent enfin travailler avec acharnement, autant et peut-être plus que chez le patron, s'ils veulent que l'association vive et surtout les fasse vivre.

Ici en effet, c'est la personne toute entière de l'ouvrier qui est engagée, outre son argent on lui demande son travail et son temps en échange d'une rémunération plus large c'est possible, mais qui n'en reste pas moins aléatoire. C'est pourquoi, il faut de la prudence et ne pas s'engager à la légère dans des entreprises qui peuvent avoir d'aussi graves conséquences. Ce que malheureusement n'ont pas su faire nombre de Sociétés, qui, par leur impatience des résultats, l'exagération des salaires, se sont effondrées lamentablement rendant cependant aux classes ouvrières « le service de les désabuser de croire à des profits exagérés et à des monopoles exclusifs de la part du capital » (2).

A propos du capital d'autres difficultés nais-

(1) Publication de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France.

(2) Cauwes. Tome III, page 315.

sent pour ces associations. « Les Sociétés coopératives de production dit encore M. Cauwés, ne sont viables qu'à la condition de tout puiser en elles-mêmes, d'appliquer à un capital qu'elles ont pris la peine de former les règles de la plus stricte économie. » L'exemple de ce qui s'est passé en 1848, pour les trois millions votés par l'Assemblée constituante aux Sociétés de production — en 1865 avec la Banque du Crédit au travail et plus récemment en 1883 avec le legs Rampal montre bien que ce capital que l'on octroie si libéralement aux ouvriers, se dépense aussi libéralement. N'ayant déployé aucun effort pour l'acquérir, ne s'étant imposé aucune privation pour l'accumuler, les ouvriers ne peuvent pas en comprendre la valeur et ne s'en montrent pas suffisamment économes.

Donc, et nous insistons parce que c'est là un point tout particulier à ces sortes d'associations, la privation volontaire pour constituer soi-même son capital, au moyen de sacrifices personnels, sera la seule base solide d'une pareille entreprise. Elle permettra de dégager le groupe de travailleurs d'élite, capables de mener l'œuvre à bonne fin.

Pour éviter ces difficultés commerciales et industrielles qui s'opposent au développement des associations ouvrières de production, MM. Yves Guyot et de Molinari, ont proposé tout récemment ce qu'ils nomment « la commercialisation du travail. » Il s'agit de constituer des sociétés

coopératives de travail, véritables associations de production, mais qui, nanties d'un très faible capital, n'auront qu'un seul objet : placer le travail de leurs membres dans les conditions les plus avantageuses. « Elles se chargeront, dit M. Yves Guyot, du travail à faire dans tel atelier, dans telle partie d'une usine, dans telle entreprise, moyennant un prix fixé à forfait pour une période déterminée ou une certaine quantité de produits. » De cette façon la Société n'aura pas de matières premières à acheter, c'est l'industriel qui les fournira ainsi que l'outillage ; elle n'aura pas non plus de produits à vendre, c'est encore l'industriel qui s'en charge. C'est en somme le système du marchandage perfectionné : le traitant est remplacé ici par la collectivité, par l'association entière, soucieuse avant tout de l'intérêt de ses membres, soucieuse aussi de son bon renom et offrant à l'employeur une responsabilité qu'individuellement aucun de ses employés ne peut lui fournir.

Ce système ingénieux est d'une application peu facile dans la pratique.

On peut avec M. Leroy-Beaulieu distinguer d'après l'historique différentes sortes d'associations ouvrières de production. Et d'abord celles qui sont destinées à disparaître pour les raisons que nous venons de voir. C'est le sort du grand nombre et l'exemple en est particulièrement frappant en France, le pays qui a donné

naissance à ce mouvement généreux de 1848, mouvement plein de foi mais aussi d'illusions, où l'on poursuivait surtout le triomphe d'une idée et qui aboutit à l'éclosion de quelques centaines d'associations, brillante floraison presque aussitôt fanée.

Les rares spécimens qui sont parvenus jusqu'à nous, notamment l'œuvre du précurseur mystique Buchez, les Bijoutiers en doré de 1834, et la célèbre Société des lunettiers de 1848, appartiennent à ce que nous appellerons la deuxième catégorie : celle des Sociétés de production qui deviennent bourgeoises. C'est en effet la destinée ordinaire et presque fatale des Sociétés qui réussissent de dépouiller au bout de quelques années tout caractère coopératif et cherchant uniquement le succès d'une affaire, de devenir de simples Sociétés anonymes, obligées de recourir à des aides, des auxiliaires, à qui elles donnent un salaire tout comme les patrons qu'elles voulaient remplacer.

Mais il y a enfin quelques Sociétés qui restent fidèles au programme de leurs fondateurs, qui poursuivent leur but sans y faillir.

Une grave question des plus controversées, se pose alors au sujet des ouvriers auxiliaires et de leur participation aux bénéfices de fin d'année ; les uns soutiennent qu'il est souverainement illogique de la part d'ouvriers de ne pas appliquer chez eux un traitement qu'ils réclament énergiquement des patrons au nom de la justice et de l'équité ;

les autres déconseillent pleinement ce système comme empiétant sur les droits des ouvriers associés qui se seraient privés et auraient peiné pour obtenir des avantages qu'ils se verraient forcés d'accorder au premier aide qu'ils emploieraient. De plus, ajoute-t-on, cette théorie est peu favorable à la prospérité des associations de production qui ne trouvent plus de membres, les ouvriers auxiliaires ayant tout avantage à rester dans cette situation où ils recueillent les bénéfices sans courir les risques.

La solution nous paraît devoir être intermédiaire et consister à admettre en principe la participation aux bénéfices, mais à ne pas traiter sur un pied d'égalité les membres anciens, fondateurs, qui ont souffert et travaillé pour édifier l'œuvre, et les derniers arrivés qui ont trouvé tout installé.

L'Allemagne et l'Italie ont chacune une centaine d'associations ouvrières, mais elles comptent un nombre restreint de membres, sont peu riches et peu actives, sauf pourtant celles qui s'occupent d'achat de matières premières.

En Angleterre, au contraire, l'importance de la production coopérative est très grande et se présente sous des formes diverses. On trouve d'abord 195 associations de production proprement dites occupant un personnel de près de 7,000 ouvriers et produisant d'après l'Almanach de la coopération pour 61 millions de marchandises. De plus les Sociétés de consommation s'y livrent

souvent à la production ; on en compte d'après la même statistique, 210 dont la productivité s'étend à toutes les branches possibles.

Enfin les deux Wholesale Anglais et Ecossais fabriquent eux-mêmes une partie des articles qu'ils vendent aux Sociétés de détail. Ce qui donne au total pour une seule année la somme de 125 millions de marchandises produites en se passant de tout patron.

C'est une idée traditionnelle que la France est la métropole des associations coopératives de production, mais cela fut plus exact qu'aujourd'hui, lors de la grande poussée de 1848, ère de sacrifices et d'enthousiasme.

Actuellement le nombre des Sociétés coopératives de production françaises s'élève d'après le dernier Almanach coopératif à 214, dont 96 pour Paris et 118 pour les départements ; chiffres en décroissance sur ceux des années précédentes, malgré les louables efforts de la « Chambre consultative des associations ouvrières » qui en dirige, encourage et conseille une bonne partie (1). Ajoutons que, d'après le relevé de l'Office du travail, les Sociétés de productions étaient beaucoup plus nombreuses dans notre pays ; mais sans doute n'ont-elles eu pour la plupart qu'une existence éphémère.

(1) Le but de la Chambre consultative est de grouper en une action commune toutes les associations ouvrières de production, afin de leur faciliter l'obtention des travaux et de favoriser le développement du principe de la coopération en faisant bénéficier les jeunes Associations de l'expérience acquise par les anciennes. (Art. 1^{er} des Statuts.)

Le chiffre des associations de production affiliées à la Chambre est de 72 pour Paris et de 50 pour les départements.

Ces chiffres sont peu importants, mais si, ne s'attachant pas exclusivement au nombre des Sociétés on regarde leur état de prospérité on peut constater qu'actuellement cinq ou six d'entre elles occupent sans conteste le premier rang dans leurs branches d'industrie, non seulement à Paris, mais dans la France entière ; ainsi la grande « Association des charpentiers de la Villette » nombreuse et riche, l'Association d'ouvriers peintres « le Travail » ; « l'Ebénisterie parisienne », « l'Imprimerie nouvelle » ; plus de vingt autres encore occupent une place des plus honorables au deuxième et troisième rang. Quant au reste des associations il vit et ne demande qu'à prospérer, attendant de l'Etat qui prodigue ses faveurs à ces associations sans craindre de les transformer en quémandeuses et en organismes artificiels (1) (témoin le décret de juin 1888 sur les adjudications) — une législation plus appropriée.

Avant d'aborder dans une deuxième partie l'étude du mouvement coopératif dans notre département, il nous reste à voir quelques autres

(1) On lit dans les journaux à la date du 21 janvier 1900 :

« Le ministre de la guerre a été informé que des Sociétés coopératives « étaient en voie de formation pour l'entreprise de certains lots de fournitures n'ayant pas trouvé preneurs aux adjudications des 15 et 18 janvier « dernier.

« Afin de seconder cette initiative des services ouvriers intéressés, et « pour donner aux Sociétés en question le temps de remplir les formalités « nécessaires à leur constitution légale, le ministre reporte au 12 février la « date extrême primitivement fixée au 31 janvier pour la réception des « offres en vue de traiter de gré à gré, en ce qui concerne les lots non « adjugés. »

formes de la coopération : les Sociétés coopératives agricoles, dont l'importance grandit de jour en jour et les Sociétés coopératives de construction de maisons à bon marché.

SECTION IV

Autres Associations coopératives

1° DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

Il est impossible de parler des Sociétés coopératives agricoles sans mentionner l'institution dont elles émanent, sans exposer brièvement la situation des Syndicats agricoles, qui d'ailleurs se rattachent eux-mêmes par essence, à la Coopération de production et sont fondés à revendiquer leur place dans le grand mouvement coopératif tout en conservant leur autonomie et le caractère plus large, plus élevé, qui appartient à l'association professionnelle.

Le Syndicat agricole est né d'un amendement apporté par hasard et à la dernière heure au texte de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels, et l'honorable M. Oudet, sénateur, était certes loin de prévoir toute la portée de son adjectif « Agricole, » qu'il glissa à la fin de l'article 3 du projet de loi pour bien marquer qu'on entendait laisser aux agriculteurs la faculté de former des Syndicats, de s'unir et de se grouper

pour la défense de leurs intérêts. Du jour au lendemain, la terre française a vu surgir un grand nombre de Syndicats agricoles, comptant leurs membres par milliers, fondant des œuvres durables et profitables, en même temps que leur action et leur influence bienfaisantes amélioreraient matériellement dans de grandes proportions la situation des petits cultivateurs.

M. de Rocquigny qui s'est adonné complètement à ces questions et dont la compétence en cette matière est indiscutable, évalue, se gardant de toute exagération, à 2,500 le nombre de ces Syndicats, avec un total de 800,000 membres, résultat bien surprenant et qui fait ressortir, mieux que toute démonstration, l'utilité de cette institution.

Mais pourquoi cette puissance et cette rapidité d'expansion des Syndicats agricoles à côté de la stérilité du syndicat ouvrier? C'est qu'il s'est passé ici ce que nous avons déjà remarqué à propos des Sociétés de consommation, le Syndicat ouvrier est resté exclusivement ouvert aux salariés, il est devenu une association de classe plus disposée à faire la guerre aux patrons qu'à s'allier à eux dans l'intérêt général, tandis que, compris de toute autre sorte, le Syndicat agricole s'est constitué de suite en groupement mixte formé des éléments les plus divers du monde rural, embrasant tous ceux qui, grands ou petits, riches ou pauvres, ont des intérêts agricoles et le résultat a été de faire des collaborateurs, là où il n'aurait pu

y avoir, en raison des préjugés et des malentendus, que des adversaires.

Outre ce résultat social, rapprochement et union des membres, des résultats économiques importants ont été obtenus par ces Syndicats qui pourvus dès le début d'un état-major « bourgeois » (1), ont trouvé là des hommes possédant le savoir et le loisir, qui ont pu, après avoir acquis rapidement l'instruction professionnelle nécessaire, se dévouer tout entiers à l'œuvre, et faire tout ce qu'il était possible pour sa prospérité.

C'est même un reproche que l'on adresse aux Syndicats agricoles, d'avoir réduit jusqu'à présent leur rôle uniquement au propriétaire et à l'exploitant du sol. Il serait temps, dit-on, de se préoccuper de l'ouvrier agricole et de son sort, de chercher à l'attirer dans les associations où il a sa place légitimement marquée, par des avantages spécialement créés à son intention, et de compléter ainsi l'entente cordiale de toutes les catégories du monde rural.

Toutes les branches de la Coopération peuvent être abordées par les Syndicats agricoles selon les moyens d'action dont ils disposent et selon les besoins locaux. Voyons rapidement les diverses associations qu'ont créées les Syndicats agricoles.

1° Parmi les Sociétés de consommation, on ren-

(1) Kergall: *Du rôle social des Syndicats agricoles*. Rapport au 3^e Congrès national des Syndicats agricoles, 1897.

contre tout d'abord l'association pour l'achat des engrais qui fut le but primitif de presque tous ces Syndicats. Les cultivateurs, d'abord récalcitrants, comme ils le sont à toute nouveauté, ont compris peu à peu la nécessité qui s'imposait à eux de s'unir pour l'achat des engrais artificiels dont l'emploi est reconnu comme très avantageux; grâce à cette union, des conditions plus favorables ont été obtenues, les commandes souvent très importantes et portant sur des chiffres élevés, se font au prix du gros et quelquefois avec des réductions appréciables. La qualité aussi des marchandises livrées, qui était de la part de courtiers malhonnêtes l'objet de fraudes nombreuses, y a gagné et la sophistication de ces produits devient presque impossible par la vérification minutieuse des échantillons envoyés, à laquelle se livre le cabinet d'analyse adjoint à tout groupement sérieux. Ce sont là certes des avantages obtenus immédiatement, qui sont très appréciables et qui ont contribué pour beaucoup au succès des Syndicats agricoles — avantages qui restent les mêmes, que l'association se propose l'achat de semences, de matières premières, d'instruments agricoles, ou d'autres objets d'une consommation courante.

2° L'emploi de machines agricoles d'un prix élevé peut être aussi l'un des buts d'une de ces associations. Le simple particulier ne peut acheter ces machines à grand travail dont il ne se sert que rarement, il est donc obligé de les louer, sou-

vent assez cher, à des entrepreneurs qui abusent de la situation. C'est ici qu'intervient utilement le Syndicat : il prend la place de l'entrepreneur, et loue à ses membres, à des prix modérés, des machines fonctionnant bien et douées de tous les perfectionnements modernes, et rend ainsi service à la production nationale et aux syndiqués en mettant ces derniers à même d'améliorer leurs modes de culture, sans risquer de gros sacrifices.

3° Il faut se contenter d'énumérer encore : les associations pour la reconstitution des vignobles, les associations pour préserver les récoltes, soit des gelées, soit des maraudeurs, soit des parasites ; d'autres, se proposent l'élevage des bestiaux, ou pratiquent l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail ; cette dernière forme qui tend à se répandre beaucoup est appelée à améliorer le sort des cultivateurs pauvres, que de semblables pertes ruinent souvent complètement.

Dans cet ordre d'idées la diversité est énorme, ce genre d'association se prêtant aux combinaisons les plus variées.

4° Mais les agriculteurs sont vendeurs bien plus qu'acheteurs et s'il est vrai que l'association leur rend service en les mettant à même d'avoir à meilleur prix tout ce qui est nécessaire à la culture, elle les sert mieux en leur procurant les moyens de vendre leurs produits à de bonnes conditions et à des prix rémunérateurs, en écartant les intermédiaires dont l'emploi est toujours

onéreux et souvent dangereux. Les petits propriétaires ne peuvent vendre isolément sur les marchés des grandes villes, les frais d'emballage, de transport, de commission, absorbent tout le bénéfice ; ils sont donc obligés de passer par les intermédiaires. Mais en réunissant leurs expéditions et en les adressant à un même entrepositaire dans la grande ville, ils réussissent par la vente directe du producteur au consommateur, (tout en assurant l'authenticité des produits), à libérer le public et à se libérer eux-mêmes des taxes énormes que prélèvent les revendeurs.

En France, l'idée d'une entente directe entre producteurs et consommateurs est dans l'air ; on s'en occupe de part et d'autre avec zèle et ténacité, mais les difficultés sont grandes et les mœurs difficiles à changer. Une clientèle toute trouvée pour les associations de vente est celle des Sociétés de consommation ; les deux parties y auront leurs avantages et donneront l'exemple de la solidarité et de l'union. Une Commission mixte, qui a son siège à Paris, composée en nombre égal de représentants des producteurs (Coopératives agricoles) et des consommateurs (Coopératives de consommation) a été établie il y a quelques années pour servir de centre aux relations des diverses Sociétés ; elle peut être d'une grande utilité, ne ferait-elle qu'examiner les droits au titre de coopérateur invoqué par les Sociétés de production et trop souvent par des commerçants dépourvus de scrupules qui fournissent de mauvais produits et

éloignent ainsi les consommateurs. La Commission devra aussi, dressant une liste des Sociétés de production recommandées aux consommateurs, procéder à l'organisation « commerciale » des Coopératives agricoles, car si la moitié au moins des Syndicats pratiquent la vente des produits de leurs adhérents, bien peu possèdent une organisation régulière. C'est là le grand pas qui leur reste à faire actuellement en France, surtout s'ils désirent être considérés comme des vendeurs et des livreurs sérieux par les pays étrangers avec lesquels « l'Alliance coopérative internationale » leur facilitera les relations. Malheureusement jusqu'au jour où une organisation spéciale aux Sociétés coopératives agricoles aura été créée, la difficulté pour celles-ci de recruter des adhérents persistera, et il faudra renoncer à la création de puissantes associations outillées pour la vente directe des produits du sol.

5° Viennent ensuite les associations que M. Hubert Valleroux nomme « Associations pour la transformation des produits agricoles » dont les plus connues sont les laiteries coopératives et les fromageries appelées généralement en France « fruitières. »

Il n'est pas facile pour le paysan qui n'a que quelques vaches, de tirer parti de leur lait; il ne peut aisément, vivant loin des villes, le porter chaque jour sur le marché — il ne peut non plus le transformer en beurre ou en fromage, disposant de trop petites quantités, car il faut au moins

opérer sur 1,000 à 1,200 litres par jour pour obtenir de bons produits dans de bonnes conditions. Dès lors la nécessité force ces agriculteurs à se grouper, à s'associer, pour avoir un seul local où ils apportent chaque matin le produit de leur traite et où plusieurs hommes sont chargés de la fabrication pour le compte de tous, au moyen d'appareils perfectionnés. L'économie réalisée par cette substitution de l'industrie coopérative à l'industrie individuelle et la supériorité des produits, compensent largement les sacrifices faits pour l'achat assez coûteux des instruments nécessaires.

Quant aux bénéfices provenant de la vente, ils sont répartis entre tous les associés, proportionnellement à la quantité et à la qualité du lait qu'ils ont apporté.

C'est en Danemark, qu'on a commencé à faire ces « beurreries » perfectionnées et ce petit pays est en passe de devenir dit M. Gide, le fournisseur de beurre de l'Europe entière; l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie ont suivi. La France s'y met petit à petit, mais dans certaines régions seulement : dans le Nord et les Charentes, où on compte une centaine de laiteries; dans le Jura et en Savoie où les fromageries coopératives atteignent un total de 2000 environ. On ne peut qu'exprimer le regret que les fermiers Bretons et Normands ne fassent pas de coopération sérieuse au lieu de se cantonner dans un individualisme routinier.

On conçoit encore des agriculteurs apportant leur blé ou leurs olives à un même moulin, ou leur raisin à un même cellier qui serait leur propriété et où la farine, l'huile ou le vin seraient produits et vendus en commun pour le compte de l'association. La répartition des bénéfices serait seule un peu compliquée à cause de la diversité des qualités.

Signalons enfin quelques distilleries coopératives d'alcool de betteraves établies dans les Charentes, et des Sociétés de battage de grains disséminées un peu partout.

On le voit, les liens établis entre les Syndicats agricoles et les Sociétés coopératives de production ou de consommation tendent à se resserrer chaque jour davantage. Dans bien des cas l'une devient le complément de l'autre et il est évident que les coopératives ne peuvent que gagner à l'extension du mouvement syndical agricole. Celui-ci est favorisé par l'avantage précieux que donne aux associations professionnelles la loi de mars 1884, quand elle leur accorde la faculté de se fédérer pour défendre leurs intérêts. Les associations agricoles n'ont pas manqué de profiter de ce droit et des Unions de Syndicats nombreuses sont établies par toute la France. En tête l'Union Centrale ou Union des Syndicats agricoles de France, qui embrasse tout le territoire et possède environ 700 Syndicats affiliés; elle est actuellement la représentation spontanée la plus parfaite et la plus puissante des intérêts agricoles, celle

qui agit auprès des pouvoirs publics ; puis viennent les Unions régionales ou provinciales, comprenant un certain nombre de départements, qui répondent à un autre besoin et exercent une action plus directe, plus profonde sur les Syndicats qu'elles groupent. Elles sont actuellement au nombre de dix, toutes œuvres intéressantes de sage décentralisation, particulièrement au point de vue coopératif, car l'Union devient aisément le siège d'une institution régionale de coopération appelée à défendre les intérêts des syndiqués et à faire connaître les produits spéciaux à sa province. Enfin, au dernier échelon, les Unions départementales ou même de circonscriptions moins étendues (groupes de cantons ou de communes) achèvent de réaliser cette concentration, cette direction de l'œuvre syndicale, qui est nécessaire pour sa prospérité. Malheureusement bien des Syndicats, spirituellement appelés « Syndicats sauvages », échappent encore à tout groupement et restent étrangers au grand mouvement auquel ils appartiennent, ne semblant pas en apprécier la haute portée.

2° DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSTRUCTION DE MAISONS A BON MARCHÉ

Le rapport de M. Doumer à la Chambre sur les Sociétés coopératives, faisant forcément des Sociétés immobilières des Associations de pro-

duction, nous allons ici en esquisser rapidement la physionomie.

La coopération ne s'applique pas seulement à la consommation, au crédit et à la production elle est appelée encore à rendre les meilleurs services pour la construction des habitations à bon marché, ainsi que le prouve l'exemple des « Building Societies » qui ont couvert l'Angleterre et les Etats-Unis de milliers de maisons ayant coûté plus de quatre milliards.

Ce système s'introduit en France sous l'influence bienfaisante de la « Société Française des habitations à bon marché » que préside avec zèle M. Georges Picot, membre de l'Institut. La loi du 30 novembre 1894, copiée sur le modèle de la loi belge, lui facilite la tâche et l'encourage dans son apostolat, pour cette grave question des logements ouvriers qui préoccupe à juste titre nombre d'esprits; car le logement est pour un ménage ouvrier un des articles les plus lourds du budget. Le bon marché ainsi que les conditions hygiéniques de l'habitation importent beaucoup au bien-être de la population.

Les combinaisons diverses imaginées sont nombreuses et compliquées, essayons toutefois d'en donner au moins une idée.

D'abord la Société peut faire construire des maisons et se contenter de les louer à ses adhérents, demeurant elle-même propriétaire. Les économies qu'elle aura réalisées sur les frais de construction en achetant un grand terrain et en

faisant bâtir plusieurs maisons à la fois, la Société en fera bénéficier ses membres soit en leur louant à un prix équivalant juste à ses frais, soit en leur faisant payer le prix ordinaire et en leur répartissant à la fin de l'année les bonis réalisés, au prorata des loyers payés — suivant en somme, le mécanisme employé par les Sociétés de consommation. Ce système peu usité serait cependant d'une application heureuse en France, où l'ouvrier, à la différence de l'ouvrier anglais ou américain qui veut avoir son « home », tient avant tout à ne pas aliéner sa liberté afin de pouvoir se transporter aisément là où il trouvera les meilleures conditions de travail. Un lien tel qu'une propriété, qui le fixerait ainsi dans un endroit déterminé ne le séduit donc que médiocrement. C'est pourquoi ce système de location de logements sains, aérés et bon marché devrait être appelé à un grand succès; malheureusement il est très difficile à appliquer, parce qu'il demande trop de capitaux et qu'il exigerait des cotisations beaucoup trop élevées de ses membres, pour la plupart employés ou ouvriers. Elle ne pourrait être, cette Société, que l'œuvre de philanthropes avisés et perdrait ainsi tout caractère coopératif.

Suivant une autre combinaison, la Société de construction fournit à ses membres la maison en pleine propriété et cela à des conditions plus avantageuses que des individus isolés n'en trouveraient; parce que la Société a des plans tout faits, des marchés conclus avec ses entrepreneurs,

parce qu'elle se contente d'un bénéfice modeste pour les capitaux engagés, parce qu'enfin, et surtout, elle permet de se libérer par petites annuités échelonnées sur un temps plus ou moins long. Ainsi l'ouvrier est mieux logé, paie moins cher et devient propriétaire (avec pleine jouissance de sa maison) dans un laps de temps relativement court. Dans ce genre de Sociétés, si les cotisations ne sont pas suffisantes pour construire plusieurs habitations à la fois, on ne le fera qu'au fur et à mesure des ressources, attribuant l'immeuble soit au premier inscrit, soit à celui qui fera l'offre la plus forte, soit par voie de tirage au sort. Ce type de Société de construction est adopté généralement en France.

Le modèle préféré des Anglais est autre, c'est celui des « Building Societies » qui ne construisent pas elles-mêmes et se bornent, le plus souvent à mettre à la disposition de leurs membres les fonds nécessaires pour construire, ce qui permet à ceux-ci de bâtir à leur gré. Ces Sociétés constituent donc plutôt des Sociétés de crédit, de prêts sur immeubles, mais en même temps elles servent de Caisses d'épargne, car beaucoup de membres trouvent là un excellent placement de leurs économies présentant toutes garanties. Ainsi les épargnes des uns servent à faire bâtir des maisons pour les autres, ce qui est un bel exemple de solidarité.

En France, le mouvement peu développé jusqu'à ces derniers temps (on comptait en 1892

neuf sociétés immobilières dont pas une coopérative) a pris, depuis le vote de la loi de 1894, une extension qui augmente chaque année. Ainsi le nombre des Sociétés de construction qui était en 1897 de 33 s'est porté l'année suivante à 41, sur lesquelles 14 avaient véritablement le caractère coopératif, alors qu'auparavant il n'y avait que huit Sociétés de ce genre. On voit que ces dernières tendent à s'accroître dans une plus forte proportion que les autres Sociétés anonymes et philanthropiques — ce qui est désirable, car il faut souhaiter que l'initiative de ces constructions soit prise par ceux-là mêmes qui doivent en profiter.

On ne peut donc que louer, en présence de résultats aussi concluants, l'aide discrète que le législateur est venu apporter ici à l'initiative privée, qui doit rester maîtresse en pareille matière l'Etat n'intervenant que pour faciliter la tâche rendue ici encore difficile par l'excessive centralisation des capitaux français, et les restrictions apportées au concours des Caisses d'Epargne.

DEUXIÈME PARTIE

Les Sociétés coopératives en Meurthe-et-Moselle

Nous avons cru qu'il pourrait être intéressant, après avoir examiné dans ses grandes lignes le mouvement coopératif, de nous arrêter plus longuement à l'étude de ce mouvement dans notre département, afin de déterminer la part que celui-ci y a prise — de voir quels efforts ont été faits dans ce sens et à quels résultats ceux-ci ont abouti.

Nous suivrons pour cette étude l'ordre adopté dans la première partie.

CHAPITRE PREMIER

Des Sociétés de Consommation

Les Sociétés de consommation sont, dans notre département, de beaucoup les plus nombreuses, celles dont la mise en pratique a tenté le plus de gens ; mais avant d'examiner les Sociétés actuellement existantes en Meurthe-et-Moselle, nous croyons devoir dire quelques mots de celles qui les ont précédées dans notre région quoique toutes aient aujourd'hui disparu.

§ I. — SOCIÉTÉS ANCIENNES

Les premières Sociétés de consommation bien constituées ont été établies en Angleterre, mais en d'autres pays, en France et particulièrement dans la région de la Lorraine des fondations du même genre avaient été tentées par des hommes qui ignoraient vraisemblablement le mouvement anglais.

M. Hubert Valleroux, dans son travail sur les associations coopératives en France et à l'étran-

ger nous apprend que dès 1832, il existait à Mulhouse une « Caisse du Pain » association fondée entre les ouvriers de l'importante usine Bourcart, sous la direction bienveillante du généreux chef de cette usine. Les résultats de cette association furent merveilleux ; au bout de sept ans elle était arrivée à livrer à ses sociétaires en une seule année 452.181 miches de pain de 5 livres à un prix de 0.12 1/2 inférieur au cours ordinaire. Dans le même espace de temps elle était parvenue à réaliser un fonds de caisse de 13.000 francs qu'elle employait en prêts gratuits à ses 1500 membres. A partir de 1845 la Société fût dirigée exclusivement par les ouvriers.

La deuxième tentative du même genre nous touche plus directement puisqu'elle eut lieu à Dieuze, qui à cette époque faisait partie du département de la Meurthe. M. de Grimaldi, manufacturier, pour parer à la disette de 1847 avait établi dans ses usines une boulangerie, où il s'efforçait de livrer à ses ouvriers, le pain au prix moyen des années précédentes. La crise passée, il remit l'œuvre en pleine prospérité aux mains des ouvriers associés et là aussi, les bénéfices furent employés à constituer une caisse de prêts qui avança dans certaines années jusqu'à 30.000 et 40.000 francs aux membres de la Société.

Ces deux exemples montrent les grands services que l'on pouvait attendre dès cette époque de ces associations où l'ingérence patronale ne

s'était fait sentir que pour doter les ouvriers d'un instrument précieux.

Après 1848 le mouvement s'accrut et de nombreuses Sociétés alimentaires s'établirent par toute la France, fondées le plus souvent par les mêmes hommes et dans le même esprit que les associations de production de cette époque. D'après M. Jules Duval, ces sociétés alimentaires étaient nombreuses en 1851, car la liste qu'il en donne dans l'*Economiste Français*, compte 38 Sociétés, qui presque toutes ont leur siège dans les villes un peu importantes. Nancy, possédait une de ces associations aux branches diverses (boucherie-boulangerie-épicerie) où le trafic était loyal et le paiement comptant obligatoire, mais qui devaient moins servir à enrichir leurs membres qu'à relever la condition matérielle et morale de la classe laborieuse toute entière. Au 2 Décembre ces associations pour la vie à bon marché tombèrent comme les associations de travail.

Une longue accalmie suivit cette période ; ce n'est qu'à la fin de l'Empire vers 1866 que se produisit un réveil de l'esprit public qui devait faire surgir à nouveau la question de coopération. La législation de cette époque ne permettait pas aux Sociétés coopératives de se créer avec facilité ; on tenta de leur donner une législation appropriée à leurs besoins et dans la loi du 24 juillet 1867, fût inséré un titre III visant les « Sociétés à capital variable » qui devait donner satisfaction aux coopérateurs ; mais on s'ingénia à entourer

de tant de précautions l'exercice de la faculté nouvelle accordée aux ouvriers, on généralisa à tel point les dispositions insérées dans la loi, que le nom même de Sociétés coopératives ou d'associations ouvrières disparût du texte.

A la suite du vote de cette loi par le Parlement, quelques hommes dévoués au bien public à la tête desquels nous sommes heureux de trouver M. Liégeois, professeur à notre Faculté de droit, fondèrent à Nancy, en 1868, une Société coopérative de consommation, non pas dans une vue d'intérêt personnel, mais pour doter la région de l'Est d'une de ces « Caisses d'épargne perfectionnées qui rendent les économies à la fois si faciles et si fructueuses » et pour assurer à leurs concitoyens les avantages d'une institution du genre de celle des pionniers de Rochdale.

La Société coopérative de consommation de Nancy, Société anonyme à capital et à personnel variables, avait fixé son capital social minimum à 15.000 francs divisé en 300 actions de 50 francs sur chacune desquelles un premier versement de 5 francs devait être opéré au moment de la constitution de la Société. L'appel adressé au public fut entendu et 250 souscripteurs appartenant à toutes les classes de la société (professeurs, étudiants, négociants, employés de chemins de fer, ouvriers) se partagèrent 380 actions nominatives sur lesquelles au premier versement on obtint 7.788 francs. Un magasin d'épicerie fut installé au n° 8 de la rue Saint-Dizier où l'on s'attacha à

donner toujours aux acheteurs (public et associés) des marchandises d'excellente qualité et de poids sincère, au cours du jour; puis, des traités furent passés avec des boulangers, des bouchers, des marchands d'étoffes de la ville, qui s'engagèrent à faire une remise variant ordinairement de cinq à dix pour cent aux acheteurs qui les payeraient en jetons de la Société. Le prix de ces jetons inscrit sur le livret du consommateur, augmentait d'autant sa part dans les bénéfices de fin d'année.

Sur les bénéfices nets, déduction faite de toutes les charges sociales y compris l'intérêt à 5 0/0 du capital versé et l'amortissement des frais de premier établissement, il était alloué :

5 centièmes au fonds de réserve.		
10	»	aux employés.
35	»	aux actionnaires proportionnellement au capital versé.
50	»	aux consommateurs (inscrits ou non) au prorata de leurs achats pendant le semestre.

D'après le rapport du Conseil d'administration (composé de 5 membres nommés pour un an et rééligibles indéfiniment) à l'assemblée générale du 14 février 1869, la Société avait fait au 31 décembre 1868 pour 77.562 fr. 60 d'affaires et le bénéfice, déduction faite des sommes attribuées à la réserve et aux employés, s'élevait à 1.053 francs pour les actionnaires et à 1.511 fr. 65 pour les

acheteurs. Le capital engagé obtenait ainsi 22 0/0 par an indépendamment d'une remise de 2 0/0 aux acheteurs. C'était peut-être excessif, et comme les personnes qui avaient pris un certain nombre d'actions avaient voulu non pas faire une bonne affaire mais fonder une œuvre philanthropique, on résolut de limiter au maximum de 10 0/0 intérêts compris, les bénéfices futurs du capital, pour augmenter la part revenant à la consommation. L'effet attendu se produisit dès la répartition suivante où la Société put distribuer aux acheteurs un dividende de 3 1/2 0/0.

Malgré ces excellents résultats, déjà apparaît la raison qui sera cause de la déchéance de la Société ; le Conseil d'administration à l'assemblée générale du 22 août 1869 se plaint que près du tiers des actionnaires ne soient pas au nombre des consommateurs de la Société et que près d'un autre tiers n'y fassent que des achats sans importance, alors que fidèles consommateurs ils auraient pu doubler les opérations de la Société.

En dépit de l'opposition d'un certain nombre de membres fondateurs, on décida l'adjonction à l'épicerie d'une boulangerie mécanique pouvant produire jusqu'à 3.000 kilogr. de pain par jour.

La boulangerie installée dans l'un des faubourgs de Nancy fonctionna au commencement du mois de mars 1870 et voici d'après une circulaire du Conseil en date du 9 octobre 1871, les premiers résultats qu'elle produisit. « Dans les quatre mois qui ont suivi la mise en marche de notre boulan-

gerie, la dépense faite pour l'achat du pain par tous les consommateurs de la ville est restée de 47.000 francs au-dessous de ce qu'elle eût été sous le régime de la taxe ; dans les quatre mois précédents au contraire, la même dépense s'était élevée de 56.000 francs au dessus du chiffre qu'elle n'eût pas dépassé avec la taxe. Le seul fait de l'existence de la boulangerie coopérative a donc procuré en quatre mois, à la population de Nancy une économie de 103.000 francs sur le prix du pain. » C'était un résultat fort beau pour la généralité, mais la Société elle même n'était plus bien prospère. Un grand nombre d'actionnaires se contentant d'un concours purement financier, n'avaient pas donné leur clientèle à la boulangerie, malgré toutes les facilités qui leur étaient offertes (service de voitures conduisant le pain à domicile ; onze dépôts de pain répartis dans Nancy et la banlieue). Si l'on ajoute à cela, outre l'opposition grandissante des boulangers de la ville, les difficultés créées à toutes les entreprises par l'invasion allemande, on ne s'étonnera pas qu'il n'y ait plus eu de bénéfices à distribuer depuis que la boulangerie était venue s'ajouter à l'épicerie.

Malgré tous les efforts faits et les réformes accomplies pour diminuer les causes de pertes, il ne se trouva pas un nombre suffisant de consommateurs comprenant enfin combien l'existence de la Société importait à leur bien être et au progrès en général et l'on abandonna avec indifférence l'œuvre fondée et développée par des hommes

intelligents et dévoués, qu'il eût été si facile de soutenir et que tant d'autres villes eussent été heureuses de posséder.

L'exemple de cette Société fondée dans un but philanthropique montre la vérité de ce principe que les Sociétés coopératives ont plus besoin de coopérateurs que de capitaux et qu'elles doivent pour réussir s'adresser, non pas comme celle-ci aux habitants disséminés de toute une ville, mais à des groupes, à des catégories de personnes bien définis.

§ II. — SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION EXISTANT EN MEURTHE-ET-MOSELLE.

Les Sociétés coopératives de consommation, exclusivement œuvre d'initiative individuelle, sont intéressantes à étudier, car elles diffèrent profondément suivant les milieux où elles prennent naissance. Aussi pour examiner utilement les Sociétés de consommation du département, nous avons cru devoir les diviser en plusieurs groupes, suivant une classification empruntée au journal *l'Economiste Français* (1).

Deux idées différentes peuvent dominer les Sociétés créées. Le groupement peut être ou corporatif, c'est-à-dire formé entre personnes exerçant une même profession, ou local, c'est à-dire formé

(1) *Economiste Français*, numéro du 3 mars 1900, p. 307.

des habitants d'une même ville, d'un même quartier ; suivant que les Sociétés procéderont de l'une ou de l'autre de ces idées, les résultats seront autres.

Dans le premier cas — groupement professionnel — tous les consommateurs ont des besoins analogues, des habitudes semblables, ils se connaissent entre eux et peuvent avoir toute confiance dans les administrateurs librement choisis par eux ; la seule difficulté vient ici de la dispersion des adhérents, qui entraîne une augmentation sensible des frais généraux, par le peu de facilité de la distribution et de la livraison des commandes. Les Sociétés-types de ce genre sont les Sociétés créées entre employés d'une compagnie de chemins de fer.

Pour les Sociétés du deuxième groupe — sociétés locales — c'est dans l'impossibilité où elles sont, de s'approvisionner de façon à répondre aux besoins divers de toutes les classes de la société que réside la principale difficulté. Aussi finissent-elles par n'avoir qu'une clientèle spéciale, ouvrière la plupart du temps. Dans ce dernier cas, lorsque la Société est une Société ouvrière fondée par des travailleurs à l'aide de leurs seules ressources, on se heurte à ce grave inconvénient, que les ouvriers n'ayant point de liens entre eux, ne se connaissant pas, la Société n'a pas immédiatement de clientèle assurée ; d'où, pour ces Sociétés, des débuts souvent pénibles.

On a essayé, pour remédier à cela, d'appuyer ces Sociétés sur les Syndicats ouvriers, mais nous verrons les inconvénients plus graves qui en sont résultés.

Ajoutons que dans les Sociétés du deuxième groupe, contrairement à ce qui se passe dans celles du premier, les associés, pour la plupart habitant près du magasin social, y font leurs achats directement et les emportent eux-mêmes, d'où une diminution des frais généraux.

D'après l'article de l'Economiste auquel nous empruntons cette distinction, l'idéal serait un troisième groupe, composé des Sociétés de consommation fondées par le personnel d'industries importantes. Celles-ci réunissent en effet les avantages des Sociétés des deux groupes précédents, elles sont tout à la fois corporatives et locales ; aussi, bien administrées, donnent-elles d'excellents résultats. La plupart du temps, elles sont encouragées et conseillées par les patrons ; souvent même ceux-ci les aident de leurs deniers, mais alors elles perdent une grande partie de leur valeur d'expérimentation au point de vue coopératif.

PREMIER GROUPE

Sociétés de consommation professionnelles

La caractéristique de ces Sociétés coopératives est dans leur grand libéralisme ; tout le monde y

entre librement à charge de remplir les conditions requises, mais elles ne sont entachées ni des défauts des Sociétés à tendances populaires, (règlementation étroite, pénalités rigoureuses), ni de la demi-dépendance des Sociétés patronales. Aucune préoccupation étrangère à l'idée maîtresse n'y intervient, il ne s'agit que d'achat d'objets au meilleur marché possible ; aussi les bonis distribués y atteignent-ils des chiffres souvent fort élevés. Peut-être pourrait-on cependant leur reprocher cette exagération même et souhaiter qu'à l'instar des sociétés anglaises ou allemandes, elles consacrent une partie de leurs bénéfices à des œuvres d'éducation sociale ou de bienfaisance destinées aux membres du groupement.

Association amicale des officiers de terre et de mer

L'Association amicale des officiers de terre et de mer dont le principe est excellent, avait établi en 1890 à Nancy, centre important de garnison, une succursale des mieux aménagées, accessible aux officiers de l'armée active ainsi qu'aux officiers retraités et aux veuves d'officiers ; ceux-ci devaient s'y procurer tout ce dont ils pouvaient avoir besoin aux meilleures conditions possibles. Pendant les deux premières années, le magasin fonctionna assez régulièrement, puis, peu à peu, l'œuvre périclita, d'abord pour des raisons géné-

rales : le nombre trop élevé d'actions réunies aux mêmes mains (la Société ayant surtout besoin d'acheteurs), et la quantité excessive de succursales disséminées dans toute la France ; puis, pour des raisons spéciales : le trop large crédit fait aux membres de l'Association joint au manque d'énergie dans l'exigence du paiement ; la distance souvent grande entre leurs habitations et le magasin social, et enfin le peu d'empressement des domestiques à acheter pour leurs maîtres dans des magasins où on ne leur fait aucune remise personnelle.

Au cours de l'année 1899 la succursale a disparu et nous n'avons pu obtenir aucun renseignement statistique sur ses opérations.

Sociétés de Consommation des Employés du chemin de fer de l'Est.

Sur tout le réseau de la Compagnie de l'Est, encouragés par les administrateurs de cette Société, les employés ont fondé dans les centres importants, des Sociétés de consommation qui leur rendent les plus grands services. Déjà en 1870, il y avait une de ces sociétés à Montigny-Metz ; aujourd'hui les villes de Mohon, Romilly-sur-Seine, Troyes, Is-sur-Tille, Châlons-sur-Marne, Chaumont, Epernay, Longuyon, Longwy, Nancy, Verdun, Vesoul, Paris, Epinal, Bar-le-Duc, possèdent toutes des magasins coopé-

ratifs, où les employés du chemin de fer de l'Est, à quelque titre que ce soit, en activité ou en retraite, et leurs veuves, pensionnées ou non remariées, sont seuls admis. Toutes ces associations, — sociétés civiles à capital variable — sont absolument indépendantes les unes des autres, et administrées exclusivement par leurs comités où les différents services de la Compagnie sont représentés proportionnellement au nombre de sociétaires appartenant à chacun d'eux.

Il serait désirable, cependant, que comme l'ont fait les sociétés de la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, les sociétés de la Compagnie de l'Est se réunissent en une fédération, qui chercherait à centraliser les commandes, pour obtenir de meilleures conditions de qualités et de prix, qui s'efforcerait de mettre les sociétés en relations d'affaires avec des sociétés et des syndicats de production et qui développerait parmi les agents de la Compagnie les idées généreuses de solidarité et de fraternité, en resserrant davantage les liens d'amitié et de camaraderie qui déjà les unissent. Un grand nombre de sociétés de l'Est, s'approvisionnent avantageusement chez les fournisseurs officiels de la fédération du P. L. M.

A. — SOCIÉTÉ DE NANCY

La Société de consommation de l'Est est ancienne à Nancy, elle fonctionne depuis le 1^{er} jan-

vier 1870, date de sa fondation par 471 agents de la Compagnie.

Reconstituée à plusieurs reprises, en 1880 et 1890, elle exige actuellement des employés qui veulent en faire partie l'engagement :

1° De payer un droit d'entrée de 3 francs qui reste définitivement acquis à la Société et ne sera remboursé en aucun cas ;

2° De participer à la constitution du fonds social en versant une part de 75 francs en une ou plusieurs fois. Cette part, nominative, remboursable en cas de sortie, produit intérêt à 3 0/0 dès qu'elle est libérée d'au moins 50 francs.

Le fonds de réserve est ici constitué d'une façon spéciale : il est formé en retenant chaque année aux sociétaires le quart du dividende leur revenant sur l'exercice précédent ; cette retenue porte également intérêt à 3 0/0.

Le côté original de ces sociétés d'employés de l'Est est dans le système de jetons qu'elles ont adopté unanimement ; nous allons essayer d'expliquer comment ce système fonctionne à la Société de Nancy.

Au commencement du mois le sociétaire passe à la Caisse et y prend les jetons qu'il croit nécessaires à sa dépense mensuelle, sans cependant que celle-ci aux termes de l'article 6 des statuts de la Société et sauf autorisation du Comité dans certains cas, puisse excéder une somme égale aux deux tiers de son traitement mensuel. Cette disposition qui semble d'abord peu libérale est

prise toute dans l'intérêt de l'employé ; la Société faisant à celui-ci une avance de fonds pour un mois, il est naturel qu'elle fixe une limite à ce crédit et empêche en même temps l'associé de se laisser entraîner. Du reste le sociétaire s'engage à rembourser chaque mois à la caisse sociale, lorsqu'il touche son traitement, les jetons qui lui ont été délivrés le mois précédent et cela sous menace de pénalités. A tout sociétaire qui n'aura pas remboursé mensuellement ses jetons il n'est plus accordé aucun crédit — de plus s'il ne s'est pas acquitté de sa dette dans un délai de deux mois à partir du jour où le Comité l'aura mis en demeure de se libérer, il pourra être pratiqué une saisie-arrêt sur son traitement, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire ; en outre le sociétaire pourra être exclu. Exceptionnellement sur avis du Comité, le crédit peut être continué à un débiteur dont la situation est digne d'intérêt, ce qui se produit en fait pour un certain nombre d'associés qui ne peuvent rembourser totalement leurs jetons chaque mois. Ces mesures rigoureuses de garantie sont rendues nécessaires par le grand nombre d'associés à qui la Société a consenti des découverts ; ces découverts se sont élevés au total, dans certains moments, jusqu'à 100,000 francs.

Aussi pour pouvoir se rendre compte de la situation d'un sociétaire, se sert-on d'un livre appelé : « Livre du Mouvement des Jetons » qui permet de voir instantanément où il en est.

Prenons un trimestre :

N° 1444.

AVRIL				MAI				JUIN			
Reste dû au 1 ^{er} .	Jetons délivrés dans le mois.	Total.	Jetons remboursés.	Reste dû au 1 ^{er} .	Jetons délivrés dans le mois.	Total.	Jetons remboursés.	Reste dû au 1 ^{er} .	Jetons délivrés dans le mois.	Total.	Jetons remboursés.
20	100	120	90	30	70	100	100	»	75	75	75

Muni de ses jetons dont la forme varie suivant qu'ils valent un sou, un franc ou cinq francs, le sociétaire peut à son choix : ou venir acheter au magasin social, ou acheter dans les magasins de la ville et des environs qui ont obtenu de la Société l'autorisation de prendre ses jetons en paiement. Mais la Société a tenu depuis quelques années à distinguer pour chaque membre, au prorata des sommes dépensées par lui, la part de bénéfices lui revenant sur les remises des fournisseurs accrédités, de celle à lui échue sur le produit des ventes du magasin social. Car il faut remarquer que l'escompte perçu sur les jetons rapportés par les fournisseurs et remis intégralement aux sociétaires n'est que de 7 0/0 alors que le bénéfice net pour les ventes au magasin a atteint en 1898, 13.73 0/0 et en 1899, 14.35 0/0. Comme tous les paiements se font en jetons, il est facile — connaissant le nombre de jetons délivrés

dans l'année à un sociétaire, de déduire le total de ses achats au magasin pour trouver la somme dépensée chez les fournisseurs de la ville.

Cette distinction a été faite afin d'encourager les adhérents à venir acheter au siège social ; il y a tout intérêt à voir augmenter l'importance de cette vente, dont les avantages vont directement aux sociétaires, au double point de vue de la qualité des denrées et des plus-values distribuées à la fin de chaque exercice. Malheureusement, d'après le mouvement des opérations des deux dernières années, les sociétaires ne semblent pas s'être rendu compte de ces avantages et nous trouvons en :

	1898	1899
Marchandises distribuées	—	—
au magasin	266,433 05	262,436 40
Jetons dépensés en ville.	538,621 50	552,554 85
TOTAUX. . .	<u>805,054 55</u>	<u>814,991 25</u>

Ce qui fait ressortir pour l'année 1899 une diminution de 4,000 francs sur les jetons dépensés au magasin en regard d'une augmentation de 14,000 francs des dépenses faites chez les commerçants — situation regrettable en présence du but de l'association.

Quant au contrôle, il est fort difficile, pour ne pas dire impossible, à organiser chez les fournisseurs du dehors, et cependant, c'est là qu'il serait le plus nécessaire ; « Si l'on s'en rapporte à

certains bruits, dit dans son dernier compte-rendu le président de la Société, ceux des commerçants qui ont trouvé le plus grand avantage à l'état de choses existant, sont ceux non autorisés à accepter nos jetons. » Il'y a là un abus qu'il n'appartient qu'aux seuls sociétaires de faire cesser.

Le contrôle au magasin social est fait au contraire avec grand soin : il se pratique, — et c'est le système employé dans presque toutes les grandes Sociétés coopératives — au moyen d'un carnet à souches dont est pourvu chaque employé, chargé d'inscrire sur la fiche la nature et la quantité de toutes les marchandises qu'il délivre au sociétaire ; il a toujours soin, de plus, de noter à côté du numéro d'ordre, le numéro matricule du sociétaire, qu'on peut ainsi retrouver en cas de nécessité. Le caissier relève sur la feuille de journée de caisse, le total des marchandises inscrit sur la fiche qu'il garde, et à la fin de la journée les fiches sont classées par ordre afin de s'assurer que toutes sont rentrées. Chaque sociétaire enfin a sur un registre sa page spéciale, où le montant de ses achats est détaillé jour par jour et totalisé chaque mois, ce qui facilite les calculs pour la répartition des bénéfices.

Enfin le chef magasinier est chargé du contrôle d'entrée et de sortie des marchandises ; il doit de plus s'assurer, lors de leur réception, que la qualité et la quantité sont bien celles choisies et commandées par la Commission spéciale des achats, qui (après quelques tâtonnements inévitables pour des

gens dont ce n'est nullement le métier) fonctionne actuellement dans d'excellentes conditions.

A ces deux sources de bénéfices :

1° Escompte prélevé sur les jetons rapportés par les fournisseurs ;

2° Bénéfices sur le produit de la vente au magasin.

Il faut ajouter : les allocations de la Compagnie à titre d'encouragement, les produits des ventes d'emballages, liquidations diverses, etc... qui ont atteint en 1899 la somme de 5,832 fr. 25.

La Société est installée dans un vaste immeuble appartenant à la Compagnie, qui en outre consent à la Coopérative des réductions importantes sur le prix de transport des marchandises et accorde aux sociétaires éloignés de Nancy le parcours gratuit pour venir s'approvisionner à la Société, ce qui évite des frais d'envoi.

Dans ces deux dernières années les économies totales réalisées par la Société se sont élevées à 74,311 fr. 25 et 76,638 fr. 70.

Le tableau ci-contre donnera une idée des progrès constants de la Société.

La cession de marchandises à des personnes étrangères à la Société est formellement interdite, et peut entraîner l'exclusion du sociétaire qui s'y livrerait.

Disons en terminant que les sociétaires s'administrent eux-mêmes par délégation directe et temporaire au moyen de :

1° Un Comité d'administration composé de dix membres, chargé de la gestion.

2° Une Commission de quatre membres, chargée du contrôle financier et comptable.

Ces fonctionnaires sont nommés au scrutin de liste par l'Assemblée générale pour deux années ; ils sont rééligibles.

Les commis et employés ainsi que l'agent général doivent faire partie de la Société.

ANNÉES	NOMBRE de MEMBRES.	COMPTE CAPITAL PARTS VERSÉES.
1883	600	13.459 85
1884	640	29.407 »
1885	660	31.450 »
1886	703	32.850 »
1887	710	33.620 05
1888	694	33.405 25
1889	739	33.688 »
1890	713	31.024 15
1891	850	37.502 »
1892	925	41.665 55
1893	1020	45.755 »
1894	1120	50.915 »
1895	1183	49.180 »
1896	1233	57.350 »
1897	1298	75.140 »
1898	1311	86.471 25
1899	1317	89.822 30

B. — SOCIÉTÉ DE LONGWY

La Société de Consommation de l'Est à Longwy qui date de 1884, fonctionne sur le modèle de celle de Nancy, sauf quelques différences de détail.

Le nombre de ses membres au 31 décembre 1899 était de 257.

Les bénéfices réalisés par la Société l'année dernière se sont élevés à 34.938 95.

En retranchant de cette somme celle de 4.213 15 payée pour frais généraux, le dividende à distribuer s'élève à 30.725 80 qui, répartis entre les 191.651 50 payés par les Sociétaires donne un boni unique de 16 0/0.

La Société de Longwy ne fait pas comme la Société de Nancy d'attribution spéciale pour les marchandises achetées chez les fournisseurs accrédités.

C. — SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE DE LONGUYON

La Société alimentaire de Longuyon est la dernière créée dans le département (20 août 1891). Elle a adopté la même organisation que ses devancières ; mais elle possède de plus une boulangerie dont elle est fort satisfaite.

Le montant des marchandises distribuées aux Sociétaires (411 présents au 31 décembre 1899) a été en :

	1898	1899
Magasin.	218.831 45	229.374 45
Fournisseurs accrédités.	63.012 05	67.818 60
TOTAUX.	281.843 20	297.193 05

Le bénéfice net réalisé en 1899 a atteint la

somme de 46.961.29 soit un dividende de 16 0/0.

Nous avons terminé l'examen des Sociétés appartenant au groupe professionnel, et en présence des résultats obtenus, grâce à la direction des Sociétés par des hommes intelligents qui ont à cœur de réussir, grâce aussi à la bienveillance que leur témoigne la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, on doit souhaiter la création, sur ce modèle si bien compris, de nombreuses associations coopératives.

DEUXIÈME GROUPE

Sociétés de consommation locales

Les Sociétés de consommation locales, groupant les habitants d'une même ville, ou d'un même quartier, sont en général des Sociétés composées uniquement d'éléments ouvriers. Ces Sociétés coopératives ouvrières sont de deux sortes : les unes, que l'on peut appeler Sociétés coopératives libres, sont formées en dehors de toute coterie et sans idée de revendications ; les autres au contraire, Sociétés coopératives syndicales, sont pour la plupart aux mains des socialistes.

Pendant longtemps, nombre d'ouvriers appartenant au parti militant, aujourd'hui coopérateurs convaincus, ne voulaient entendre parler à aucun prix de la coopération « expédient économique » répétaient-ils après Kropotkine. L'exem-

ple des socialistes Belges, ouvrit les yeux des ouvriers Français qui comprirent qu'au lieu d'être un but, les Sociétés coopératives pouvaient être un moyen puissant d'arriver à un autre but ; ils se mirent résolument à l'œuvre et aujourd'hui de nombreuses Sociétés coopératives sont dirigées par les socialistes. Pour eux ces Sociétés sont à la fois un puissant moyen de propagande et un moyen de défense, voici comment :

« Le parti ouvrier à Nancy, peut-on lire dans
« *l'Ouvrier de l'Est*, — organe de la Fédération des
« Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle (1), —
« a mis près de dix ans à sentir qu'il est néces-
« saire que nos Sociétés ouvrières de consumma-
« tion soient *absolument* syndicales, c'est-à-dire,
« que, pour être membre coopérateur il faut être
« préalablement syndiqué. Ces Sociétés devant
« servir de recrutement pour les Syndicats, il est
« indispensable qu'elles restent accessibles aux
« syndiqués seuls. » Donc le système consiste
en une alliance étroite des Syndicats ouvriers
et des Sociétés coopératives. En exigeant pour
l'admission de l'ouvrier parmi ses membres la
production de son livret de syndiqué, la Société
de consommation vise au développement des
Chambres syndicales ; car, attirés par les avan-
tages que la Coopérative offre à ses adhérents, les
ouvriers viendront plus nombreux se ranger sous
la bannière de leurs Syndicats respectifs ; de

(1) N° du 13 janvier 1899.

nouveaux Syndicats pourront même prendre naissance. De plus en cas de grève, la Société coopérative est d'un grand secours pour le Syndicat par le crédit qu'elle accorde à ses membres et quelquefois même par les fonds que leur procure une caisse spéciale dite de grève, alimentée par les bénéfices de la Société ; enfin la propagande syndicale — par la presse, l'opuscule ou la conférence — peut être facilitée par les subventions que la Société lui consacre.

Voyons comment sont répartis dans le département ces différentes Sociétés ; nous examinerons d'abord les Sociétés coopératives syndicales qui l'emportent de beaucoup en importance.

A. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES SYNDICALES

1^o Société « L'Avenir de la Métallurgie »

Vers la fin de l'année 1887, les membres de la Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Nancy, au nombre de 50, créèrent une Société coopérative de consommation appelée « L'Avenir de la Métallurgie » accessible aux seuls ouvriers métallurgistes syndiqués. La communauté du Syndicat et de la Société de consommation était complète — le capital de cette dernière étant formé des cotisations mensuelles des membres du Syndicat, des bénéfices réalisés et des fonds du Syndicat.

Nous trouvons dans les statuts de cette Société les quelques règles particulières suivantes :

Création d'une *Caisse de réserve* avec compte spécial à chaque sociétaire, formé en prélevant 10 0/0 sur les bénéfices nets annuels de celui-ci, jusqu'à ce que la somme ait atteint un maximum de trente francs, que le sociétaire était du reste libre de compléter lui-même immédiatement. Cette Caisse était destinée à servir de cautionnement au titulaire de chaque compte et, dans la mesure de l'importance de celui-ci, pour la vente à crédit en cas de maladie ou de chômage.

En regard des droits des sociétaires, la Société énumère les devoirs de ceux-ci et déclare que si, pendant le délai d'un mois, un membre de la Société n'a effectué aucun achat sans prévenir et sans s'excuser valablement, il est déchu de tous ses droits au remboursement et aux bénéfices. Cette disposition quoique rigoureuse dut contribuer pour beaucoup au succès de l'entreprise, et il serait désirable de la voir adopter par certaines Sociétés qui périssent par suite de la négligence et de l'indifférence de leurs membres.

La répartition des bénéfices, organisée d'après l'idée dominante de la Société se faisait de la façon suivante :

20 0/0 des bénéfices étaient affectés à la Caisse de secours.

20 0/0 également à la Caisse de retraites.

(L'établissement de Caisses de retraites a été

abandonné dans les nouvelles Sociétés coopératives parce que l'on a reconnu qu'il était préférable d'en faire l'objet d'une association spéciale, au lieu de disséminer ainsi les bénéfices pour arriver au bout d'un temps souvent considérable, à ne pouvoir accorder aux sociétaires que des pensions dérisoires.)

20 0/0 étaient aussi distribués à la Chambre syndicale pour augmenter son capital et arriver à la formation d'une Société de production.

Et enfin 40 0/0 (proportion relativement faible) aux consommateurs, au prorata de leurs achats.

Cette Société modèle était en bonne voie et fonctionnait à la satisfaction générale lorsque se produisit la transformation suivante :

2° Société 1° « Union des Syndicats »

En présence des résultats obtenus, la Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes décida de reconstituer la Société sur une base plus large « afin d'en permettre l'accès à tous les ouvriers soucieux de défendre leurs intérêts, et de faciliter aux syndiqués le placement avantageux de leurs capitaux. »

Un premier projet d'une Société au capital de 100,000 francs, divisé en 2,000 actions de 50 francs, fut abandonné et l'on décida de former entre les Syndicats ouvriers et leurs adhérents, une Société coopérative civile de consommation au capital

initial de 25,000 fr. La Société appelée « Union des Syndicats » fut établie à Nancy, rue Clodion, n° 6.

Ce qui favorisa l'existence de cette Société, ce fut l'existence à côté d'elle de la Fédération des Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle, réalisant l'union de ceux-ci sur le terrain ouvrier. Cette association a pour but principal « de faire l'accord entre les différentes organisations syndicales, sur toutes les questions qui peuvent améliorer le sort des travailleurs, — de donner à ces questions une impulsion continue et de faire le plus possible de propagande (1). » Quant à la Société de consommation, elle réalise l'union des Syndicats sur le terrain de la Coopération, ayant été créée, il faut le remarquer, pour avantager les syndiqués seuls, l'article 2 des statuts dit du reste en propres termes. « Tout sociétaire qui cessera de faire partie d'un Syndicat sera rayé immédiatement de la Société de consommation. »

Le préambule de ces mêmes statuts nous indique bien le caractère collectiviste de cette institution ; l'on peut y lire : « Le but de la Société est de donner aux ouvriers syndiqués les moyens de vivre à meilleur compte, de leur permettre de se grouper et d'arriver à une entente générale sur les moyens à employer pour obtenir leur émancipation matérielle et morale. Dans ce but, on devra

(1) La Fédération des Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle comprend actuellement 17 Chambres syndicales formant un total de plus de 2,000 membres.

employer autant que possible les fonds disponibles, à organiser des Sociétés de production qui pourront alimenter les magasins de la Société. Les Sociétés de production seront organisées surtout pour remédier au chômage qui menace les ouvriers en général et pour leur permettre de *conquérir le capital et les instruments du travail.* »

Passons à l'examen de l'organisation et du fonctionnement de cette Société.

Comment tout d'abord devra s'y prendre un ouvrier syndiqué qui désire faire partie de la Société l' « Union des Syndicats ? »

Muni de son livret de syndiqué il se présente à la caisse en demandant à être inscrit comme membre de ladite Société. On lui remet alors deux livrets sur lesquels seront portés tous les achats qu'il fera au magasin social : sur l'un qui constitue le titre de propriété de l'ouvrier, on marquera le total de l'achat et sa date — sur l'autre on inscrira le détail de toutes les marchandises débitées. Il reste à l'ouvrier à verser un franc, première mise qui sera la base de l'action de 50 francs qu'il souscrit.

On le voit, les obligations imposées par la Société pour l'affiliation de ses membres ne sont ni compliquées ni onéreuses et permettent cependant à beaucoup de profiter tout de suite des nombreux avantages dont bénéficient les associés. Une ingénieuse combinaison — en usage dans la plupart des Sociétés coopératives — permet aux membres

de l' « Union des Syndicats », de s'acquitter insensiblement de leur dette.

L'action souscrite se complète d'elle-même par l'accumulation des dividendes qui reviennent à l'ouvrier à la fin de chaque exercice ; ces dividendes sont portés à son avoir jusqu'à concurrence de la somme de 50 francs, le surplus est versé entre les mains du travailleur, à moins qu'il ne désire posséder deux actions auxquelles tout sociétaire a droit. Toutes facilités sont laissées naturellement pour compléter ladite action soit, par petits acomptes mensuels, soit par le versement total de la somme en une seule fois, mais la combinaison ci-dessus était rendue nécessaire par la nature de la clientèle qui compose ordinairement les coopératives ouvrières.

Dès que le versement atteint le dixième de l'action (5 fr.) l'ouvrier devient actionnaire, de simple adhérent qu'il était auparavant.

Aux avantages ordinaires des Sociétés de ce genre (bonne qualité des denrées, bonis distribués en fin d'année) l'Union des Syndicats en ajoute d'autres.

Lorsque l'ouvrier chôme, alors qu'il n'a pas les moyens d'acheter au comptant comme l'exige le règlement de la Société, il doit adresser au Conseil d'administration une demande de crédit. Celui-ci peut alors lui allouer un crédit égal aux trois quarts de son avoir, c'est-à-dire, pour le possesseur d'une action libérée, un crédit de trente-sept francs 50 centimes qui lui seront retenus à la fin

de l'exercice sur les dividendes qu'il aurait à toucher, jusqu'à ce que l'action soit de nouveau complète. Au cas de maladie le crédit peut égarer la totalité des versements.

Enfin, et c'est là, semble-t-il, une grave erreur, chaque Syndicat peut *en tout temps* faire participer ses membres aux mêmes avantages en offrant sa garantie. Cette disposition va ainsi à l'encontre du but des coopératives où l'on doit s'efforcer d'exiger de tous, l'ordre, la prévoyance et l'économie.

Une caisse de secours alimentée par les produits de fêtes que donne chaque année la Société et qui par conséquent ne grève en rien le budget social, fonctionne au profit de tous les membres. Tout coopérateur malade a droit à un secours de 10 francs à prendre exclusivement en marchandises au bout de dix jours. Si la maladie se prolonge, après trois semaines ou un mois, un deuxième secours équivalent lui est alloué. Enfin en cas de décès d'un associé, sa veuve a le droit, indépendamment des secours de maladie obtenus antérieurement, de prendre gratuitement pour quinze francs de marchandises.

La formation d'une caisse de grève, au moyen du fonds de réserve, proposée lors de la discussion des nouveaux statuts n'a pas abouti.

Il nous faut maintenant examiner le rôle que jouent les Syndicats dans la Société que nous étudions.

Le nombre d'actions que chaque Chambre syn-

dicale peut posséder est fixé à un maximum de quarante, de plus il est laissé à ces Chambres la faculté d'alimenter la caisse selon les besoins de la Société ; l'intérêt servi étant toujours de 4 0/0. Mais, alors que les Sociétaires ne peuvent exiger le remboursement du montant de leurs parts qu'un an après leur départ de la Société, les Chambres syndicales, seront remboursées trois mois après leur demande, en cas de formation d'une Société de production.

La Société coopérative « l'Union des Syndicats » a, à sa tête un Conseil d'administration et un Conseil de surveillance; le premier représente la Société dans le sens le plus large et a la direction de toutes les affaires sociales, avec les pouvoirs les plus étendus.

Le Conseil d'administration est composé de tous les délégués des Syndicats nommés à raison de deux membres par Chambre syndicale, ces délégués tous rééligibles, sont élus pour 18 mois par l'assemblée générale ; tous les six mois il est procédé au renouvellement par tiers.

Quant au Conseil de surveillance il est composé de même façon à raison d'un membre par Syndicat adhérent.

Il y a là, croyons nous, un grave défaut d'organisation. En effet, selon les principes admis en matière syndicale, un délégué désigné par son Syndicat doit soutenir avant tout, dans tout, et pour tout, les intérêts de son Syndicat, dont il n'est que le mandataire. Celui qui ne se conforme

pas à cette règle doit être immédiatement remplacé (1). Appliquées à une Société coopérative ces idées ne peuvent être que d'un effet désastreux ; les délégués, alors que l'intérêt général de la Société devrait seul les guider, ne s'inspirent plus que des intérêts particuliers de leurs Syndicats dont ils ont reçu un mandat impératif. Dans ces conditions, la liberté d'initiative et l'autorité, que peut avoir par exemple le Président du Conseil d'administration, sont purement illusoires, puisqu'il suffit qu'un de ses actes déplaie à son Syndicat pour qu'il soit immédiatement révoqué et remplacé.

L'assemblée générale souveraine, représentant l'universalité des sociétaires, ne peut-elle même élire comme membres des Conseils que les délégués des Syndicats. C'est on le voit la main-mise complète des Chambres syndicales sur cette Société.

Il nous faut encore signaler un autre inconvénient né de la crainte qui domine presque toujours les membres des Sociétés ouvrières de voir un des leurs y prendre une place prépondérante, quand même ce serait pour le plus grand bien de tous. La durée des fonctions attribuées aux membres rééligibles du bureau n'est à l'Union des Syndicats que de six mois, de plus ceux-ci sont toujours révocables par le Conseil. De sorte que le Président et ses collègues ont à peine le temps de

(1) *Ouvrier de l'Est*, n° du 25 juin 1899.

se mettre au courant de leurs multiples fonctions ; car ici ils doivent gérer et administrer eux-mêmes la Société. Leur service n'est pas, comme dans certaines associations qui possèdent un agent général chargé de toute la partie commerciale, un simple service de contrôle et de surveillance. Répartis en diverses commissions, ils s'occupent seuls de tout ce qui concerne le fonctionnement de la Société. Dans ces conditions il eût été de beaucoup préférable de prolonger la durée des fonctions des administrateurs et de leur permettre ainsi d'acquérir une expérience suffisante pour diriger la Société au mieux de ses intérêts.

Malgré ces défauts la Société, qui ne vend qu'à ses membres sur présentation de leurs livrets et au meilleur marché possible, afin dit-elle de bien démontrer les avantages de l'association, donne des résultats satisfaisants comme le tableau suivant en fait foi :

ANNÉES	NOMBRE de MEMBRES	CAPITAL	BÉNÉFICES NETS	0/0	VENTES journalières.
1891	266	2.452 90	»	»	»
1892	278	4.541 90	»	»	»
1893	392	9.882 15	»	»	»
1894	471	11.623 85	»	»	»
1895	565	11.341 20	»	»	»
1896	600	12.648 95	6.805 10	5.65	279 21
1897	491	15.018 35	8.850 30	6.42	300 27
1898	635	18.024 60	8.391 05	6.08	278 75
1899	657	19.221 35	5.638 80	5.68	251 83

Sur les économies nettes divisées en 100 parts, il est distribué 75 parts à la consommation. Une

retenue de 12 parts est effectuée pour fournir le fonds de réserve indivisible et non remboursable; ce prélèvement doit se faire pendant toute la durée de la Société et constituer un *capital de provision*.

Les autres parts sont par groupes de 2, 3 et 4, attribuées aux employés et aux membres des Conseils, ou affectés à l'amortissement du matériel.

La Société coopérative nancéienne offre à ses Sociétaires les articles les plus divers (épicerie, mercerie, chaussures, vêtements), qu'elle achète depuis peu, directement aux producteurs. Elle a voulu compléter son œuvre il y a quelques mois.

La question de l'opportunité de la fondation d'une boulangerie coopérative ayant été soumise au vote des ouvriers syndiqués, les adhésions vinrent très nombreuses, et lorsque la Société eut trouvé à emprunter à un taux raisonnable les fonds nécessaires, la création de la boulangerie fût décidée.

Actuellement, après des débuts un peu difficiles en raison de l'inexpérience de ses fondateurs, la boulangerie fonctionne à la satisfaction générale. Le service de livraison à domicile est très bien organisé, et la vente journalière atteint 600 kilogrammes. Le pain de qualité extra est cédé à un prix inférieur de cinq centimes au tarif des boulangers de la ville.

Ce mode de vente au juste prix de revient a été vivement combattu par plusieurs coopérateurs, membres de la Société. Ceux-ci déclarent qu'en

entrant ainsi en lutte directe avec le commerce local, la boulangerie coopérative nuit à tous les travailleurs, qui lorsque la maladie ou le chômage arriveront, ne pourront plus trouver, chez les fournisseurs de la ville le crédit dont ils ont besoin pour vivre. De plus, dit-on, en présence des bénéfices minimes que cette façon d'opérer doit laisser à la Société, il semble que celle-ci va à l'encontre d'un des buts supérieurs des institutions de ce genre, qui est de favoriser la constitution automatique de l'épargne.

A ces objections, l'Union des Syndicats a répondu en décidant la formation d'une caisse de secours donnant le pain gratuitement aux coopérateurs malades, mais elle s'est refusée absolument à entrer dans la voie du crédit qu'elle doit s'efforcer de combattre partout.

Quant à l'autre reproche, la Société croit poursuivre son but véritable en vendant le meilleur marché possible et en n'attribuant à la répartition de dividendes qu'une importance secondaire. Il serait même désirable, dit-elle, de voir les bonis versés à des œuvres humanitaires créées au profit des coopérateurs, l'appât du gain faisant trop souvent dégénérer les Sociétés coopératives en maisons de commerce.

La question de la durée de la journée de travail pour les employés de la Société coopérative, qui ici comme dans presque toutes les Sociétés, participent spécialement aux bénéfices et doivent être sociétaires, a fait l'objet d'une discussion lors

d'une récente assemblée des coopérateurs de l'Union des Syndicats. Il a été décidé, que les employés ne travailleraient plus que onze heures par jour, mais cette décision est restée jusqu'ici lettre morte.

3° Société coopérative du Syndicat des Mineurs de Meurthe-et-Moselle

A l'exemple des Syndicats de Nancy, l'important Syndicat des mineurs de Meurthe-et-Moselle a créé à la fin de l'année 1898, une Société coopérative de consommation destinée à ses nombreux membres (300 environ) (1).

Ce Syndicat qui possédait une caisse, dite de résistance, se montant à 4,185 francs a prêté une partie de cette somme (2,000 fr.) à la Société de consommation pour lui permettre de se constituer.

La Société coopérative des mineurs de Meurthe-et-Moselle, au capital de 10,000 francs est établie sur le modèle de la Société « l'Union des Syndicats. » Elle n'a pas encore donné de résultats appréciables, ses adhérents étant trop disséminés; aussi outre son siège social à Neuves-Maisons, elle a organisé récemment une succursale à Bouxières-aux-Dames, et elle s'efforce d'en établir une autre à Marbach.

(1) Le Syndicat des mineurs de Meurthe-et-Moselle est divisé en 4 sections : Section de Chavigny ; section de Ludres ; section de Neuves-Maisons et section de Bouxières-Marbach-Frouard, il embrasse ainsi tous les districts miniers du département.

D'autres Coopératives syndicales sont en formation dans le département.

Disons en terminant, au sujet des Sociétés coopératives syndicales qu'il est regrettable qu'elles aient négligé complètement le côté moral de leur œuvre, et n'aient pas, en organisant des cours instructifs, des conférences simples, pratiqué la coopération des idées en faveur de laquelle un mouvement nouveau semble prendre naissance.

B. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES LIBRES

Mentionnons d'abord parmi celles-ci deux Sociétés qui n'eurent qu'une durée éphémère.

1^{re} Société « La Fraternelle »

Deux ouvriers lithographes ont tenté en 1887, l'organisation à Nancy d'une Société coopérative de consommation qui avait pour but « l'amélioration du bien-être des ouvriers qui en font partie. »

L'organisation était assez semblable à celle des Sociétés que nous venons d'étudier. Notons cependant : la fréquence des assemblées générales (quatre par an), et l'obligation pour les membres d'y assister sous peine d'encourir une amende ; la nécessité de ne pas laisser passer deux mois sans acheter au magasin social, si l'on ne veut pas être radié — enfin l'obligation pour les sociétaires de venir à tour de rôle faire le service au magasin.

La Société ne vécut pas faute d'adhérents.

2° Société « L'Union des travailleurs »

Cette Société coopérative de consommation fut créée à Malzéville en 1892, elle comptait 45 membres et avait un modeste capital de 150 francs.

Tout chef de famille était admis à en faire partie moyennant un versement de 50 centimes; la Société n'avait pas de magasin, elle s'était simplement entendue avec un certain nombre de fournisseurs (boulangers, bouchers, épiciers), qui devaient consentir un rabais déterminé, à tout membre de la Société, qui se présentait personnellement au magasin avec son livret de sociétaire et payait comptant.

Cette Société ne fonctionna que peu de temps.

3° Boulangerie coopérative de Maxéville

Une Société coopérative civile, à capital et à personnel variable a été fondée à Maxéville en 1898.

Elle a pour but « l'achat des blés et farines et la fabrication du pain dans les meilleures conditions possibles d'économie ; elle se propose également la vente exclusive de ce pain et de cette farine à ses sociétaires. »

Le capital social est fixé à un maximum de 5,000 francs et en souscrivant leur part de 50 fr., les sociétaires doivent faire la déclaration préalable et sincère de leur consommation moyenne de pain pendant un mois.

Quoique l'accès de cette Société soit absolument libre, on y trouve comme dans les autres Sociétés ouvrières des règles étroites et des pénalités sévères. Tout sociétaire absent des assemblées générales (celles-ci ont lieu tous les trois mois), encourt une amende. Quant à celui qui s'y présente en état d'ivresse ou qui prononce des paroles injurieuses envers un ou plusieurs sociétaires, il est puni d'une amende de 2 fr. portée en cas de récidive à 5 fr., après il peut être rayé de la Société; de plus le nom du sociétaire et le motif de la punition sont affichés dans la salle de réunion pendant un mois; enfin tout sociétaire qui quittera l'assemblée générale sans en avoir demandé et obtenu l'autorisation du Président, paiera aussi une amende. A cette réglementation absolument puérile, ajoutons l'obligation pour tout sociétaire d'assister aux funérailles des membres décédés de la Société, et enfin la nécessité absolue, sous peine de révocation, de se fournir exclusivement au magasin social des denrées qu'il délivre.

La Société, qui compte 85 membres et dont la vente journalière s'élève actuellement à 200 kil. de pain, a amené pour le profit général tous les boulangers de la commune à baisser de cinq centimes le prix du kilogramme.

Malheureusement, en raison du peu de ressources de ses clients, il est presque impossible à la Société de vendre au comptant, et un crédit de 45 francs est accordé à tout possesseur d'une

action libérée ; mais tous les règlements doivent être effectués à la Société le lendemain matin du jour de la paye dans les mines, forges, brasseries ou autres usines de la région. A tout sociétaire qui n'aura pas payé ses achats aux jours fixés, le pain ou les autres marchandises seront refusés, sauf le cas de maladie ou de blessure grave. Dans ces cas, une demande de crédit signée de trois sociétaires, sur laquelle le Conseil d'administration statue, doit être adressée au Président.

La Société, dont les frais d'installation et d'achat de matériel ont été assez élevés, n'a pu encore distribuer de dividende à ses adhérents ; cependant elle est en bonne voie et les bénéfices réalisés dans le dernier trimestre se montent à 511 fr. 80.

En cas de répartition, les bénéfices de chaque trimestre seraient après déduction des frais, divisés ainsi qu'il suit :

50 0/0 mis au fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint le quart du capital.

50 0/0 à distribuer entre les sociétaires pour la réduction du prix du pain.

4^o Société « La Ruche Nancéienne »

Cette Société civile coopérative de consommation a été fondée à Nancy, il y a quelques mois, par plusieurs coopérateurs, anciens membres de l'Union des Syndicats, las de ce qu'ils ont appelé

la « tyrannie syndicale et fédérale », non pas croyons-nous dans un esprit de concurrence, mais pour essayer de faire profiter tous les ouvriers des avantages coopératifs réservés jusqu'ici en notre ville, aux seuls syndiqués. L'intention de cette Société de consommation *ouverte à toutes les bonnes volontés* est « de fournir à ses membres, le plus économiquement possible, les marchandises de première nécessité » (1).

Pour l'élaboration des statuts, les fondateurs de cette Société se sont inspirés de ceux de l'Union des Syndicats qu'ils ont modifiés en ce qu'ils avaient de peu libéral.

Le capital social est fixé à 5.000 fr. divisé en 100 parts de 50 fr. produisant intérêt à 4 0/0. Suivant une clause qu'on retrouve dans les statuts de toutes les Sociétés coopératives du département, la responsabilité de chaque membre est limitée au montant de la souscription de son action.

La Société est administrée par un conseil de onze membres, élus pour trois ans. On ne peut qu'approuver cette association de ne pas avoir suivi les errements de la plupart des Sociétés ouvrières, qui remplacent chaque année leurs administrateurs, alors qu'ils commencent seulement à connaître le fonctionnement de la Société. De plus ce renouvellement triennal a l'avantage de couper court aux intrigues et compétitions de

(1) Le siège social de la Société est rue de la Hache, n° 29.

toutes sortes, funestes à la prospérité d'une Société.

Le Conseil de surveillance composé de 5 membres est élu dans les mêmes conditions que le Conseil d'administration.

Sur les économies nettes de fin d'année il est alloué : 4 parts au Conseil d'administration et 2 parts au Conseil de surveillance — faible rémunération qu'il n'est que juste d'accorder à ces ouvriers qui prennent sur leur repos, pour se consacrer au bien être de tous.

80 parts des bénéfices doivent être réparties aux consommateurs au prorata de leurs achats.

10 parts au fonds de réserve.

Et 2 parts aux employés, suivant le temps passé au service de la Société. — Jusqu'ici ce personnel se compose modestement d'une caissière et d'un apprenti.

Le rapport sur la situation de la Société à son premier trimestre de vente constate la marche progressive de la Société, le bon fonctionnement et la bonne tenue du magasin social. La moyenne de la vente journalière pour les 93 membres de la Société est de 50 fr.

Tels sont les points principaux de l'organisation de cette Société qui cherche avant tout à rendre service à la classe ouvrière, sans arrière pensée d'aucune sorte et sur le modèle de laquelle il est à espérer que l'on verra se fonder d'autres Sociétés dans les divers quartiers de la ville.

Nous avons ainsi parcouru toutes les Sociétés

du deuxième groupe et, des renseignements recueillis, il ressort qu'il existe dans le département de Meurthe-et-Moselle, un mouvement coopératif ouvrier d'une certaine importance. Il serait désirable que ces Sociétés, à l'exemple de ce qui existe dans les départements du Nord, arrivassent à créer une « *Fédération régionale des coopératives de l'Est* » groupant toutes les Sociétés indistinctement ; car les coopératives quelles qu'elles soient, ont un intérêt puissant à leur rapprochement mutuel, tant pour les achats à faire en commun que pour l'appui moral et financier qu'elles peuvent se donner.

(Nous formulons ce vœu à cette place parce qu'il a été émis récemment par la Société « l'Union des Syndicats » qui n'envisage malheureusement la Fédération que restreinte aux coopératives syndicales et ouvrières.)

Pour conclure, sur les Sociétés coopératives ouvrières, nous pensons avec le socialiste allemand Bebel que : « les classes ouvrières ont avantage à la coopération en ce qu'elle habitue les ouvriers à l'administration de leurs affaires et améliore leur situation, mais qu'il ne faut pas lui attribuer une importance extraordinaire, pour arriver à affranchir ces mêmes classes des liens du salaire (1) ».

(1) Discours de M. Bebel, Congrès du Hanovre 1899. Revue politique et parlementaire. Février 1900.

TROISIÈME GROUPE

Sociétés de consommation mixtes

Si l'on compare les différentes Sociétés que nous venons de passer en revue, aux Sociétés appartenant à ce troisième groupe, qui réunissent tous les avantages des précédentes, des différences notables se manifesteront.

Alors que nous avons vu précédemment toutes les Sociétés coopératives s'établir modestement, dans des magasins sans aucune apparence, et — cherchant le plus possible à diminuer leurs frais — arriver par des efforts répétés à rendre à leurs membres d'appréciables services les Sociétés que nous avons à examiner maintenant, s'installent dès le début, dans de vastes et luxueux magasins, où dans un étalage savant, les marchandises sont offertes au public. En effet, ces sortes de Sociétés, ne se contentant pas de servir leurs membres, vendent à tout venant, et les consommateurs attirés par la bonne qualité, le bon marché des denrées et quelquefois par la perspective d'un boni à toucher à la fin de l'année, viennent en grand nombre acheter à la Société coopérative. Aussi, les petits commerçants des localités où une Société de ce genre est établie, font à celle-ci une guerre acharnée, et réclament énergiquement des pouvoirs publics, l'imposition, à ces Sociétés qui

se livrent à de vastes opérations commerciales, de patentes élevées.

Toutes les Sociétés coopératives fonctionnant de cette façon, ont été établies en Meurthe-et-Moselle auprès des grandes usines, à l'incitation de patrons intelligents qui cherchent à améliorer la situation matérielle de leurs ouvriers, mais tiennent à laisser à ceux-ci la direction complète de l'institution.

Les premiers dans la région, les administrateurs des grandes cristalleries de Baccarat, érigèrent, il y a une vingtaine d'années une de ces Sociétés de consommation, destinée à leurs ouvriers. Au bout de quelque temps ils durent y renoncer, à cause des difficultés qui en résultaient dans leurs rapports avec les ouvriers ; les détaillants du lieu ayant réussi à rendre ceux-ci ennemis d'une institution fondée dans leur seul intérêt et à la gestion de laquelle ils avaient part.

Actuellement, sept Sociétés, fonctionnant toutes dans d'excellentes conditions, sont réparties dans le département.

Ce sont, par ordre de création, les Sociétés anonymes coopératives de consommation, suivantes :

En 1886, « L'Epargne » de Longwy-Bas, destinée spécialement aux employés et ouvriers des Sociétés de MM. Huart frères, de MM. de Saintignon et Cie et de la Société métallurgique de Senelle-Maubeuge.

En 1888 « La Société de Jarville » destinée au personnel de la Société des forges et aciéries du Nord et de l'Est, et à celui des deux manufactures Hoffmann et Cie, et Kuhn et Fleichel.

En 1890 « La Lorraine » Société des ouvriers et employés de la Société Solvay et Cie, à Dombasle-sur-Meurthe.

En 1891, la Société des ouvriers et employés de la Société Guerner et Bailly, à Croismare.

En 1893, la Société du personnel de la faïencerie Keller et Guérin, à Lunéville.

En 1893 « La Fraternelle », destinée aux ouvriers et employés des usines Fenal, à Pexonne.

En 1899 « La Serpenoise », pour les ouvriers des usines Gouvy et Cie, à Dieulouard.

Toutes ces Sociétés sont à capital et à personnel variables, et constituées par conséquent suivant les règles spéciales au titre III de la loi de 1867.

Leurs actions d'une valeur minimum de 50 fr., nominatives et indivisibles même après leur entière libération, doivent être extraites d'un livre à souches et numérotées ; la négociation de celles-ci, après la constitution définitive de la Société, ne peut avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la Société ; mais le Conseil d'administration aura, en tout temps et en tout état de cause, le droit absolu de s'opposer au transfert si bon lui semble, sans être obligé de motiver son opposition ; il devra, dans ce cas, à défaut d'un autre preneur, acheter au nom de la Société les actions

offertes. L'achat et la vente de ces actions se font d'après la valeur attribuée à ces titres, valeur qui est fixée à la fin de chaque semestre en tenant compte de l'état des magasins et de l'importance des réserves.

Ces Sociétés sont administrées par des Conseils nommés en assemblée générale. Mais, le nombre des membres et la durée des fonctions de ceux ci varient sensiblement d'une Société à l'autre, ainsi :

La Société « L'Epargne » a un Conseil composé de six membres au moins, 12 au plus, nommés pour une période de 6 années ; il est renouvelé annuellement par sixième et par voie de tirage au sort jusqu'à épuisement.

La « Société de Jarville » a un Conseil de 6 membres nommés pour 3 ans, renouvelable en entier.

A la « Lorraine », le Conseil comprend 10 membres élus pour 4 ans, il est renouvelable chaque année par quart.

A la « Société de Croismare », le Conseil est de 8 membres élus pour un an, le renouvellement se fait par quart tous les trimestres.

Enfin, à Lunéville, le Conseil composé de 16 membres au moins et de 25 au plus est nommé pour deux ans et renouvelé chaque semestre par quart.

Tous ces administrateurs sont rééligibles, et conformément à la loi, doivent posséder pendant toute la durée de leurs fonctions au moins une action libérée de tous les versements appelés ;

celle-ci frappée d'un timbre indiquant son inaliénabilité est déposée dans la caisse sociale.

On le voit, ces Sociétés cherchent à conserver le plus longtemps possible leurs administrateurs, et à profiter ainsi de l'expérience qu'ils ont acquise.

A côté du Conseil d'administration, investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de la Société et sa représentation en justice comme vis-à-vis des tiers, on trouve, dans ces sortes de coopératives, un agent général ou employé principal, pris en dehors du Conseil, mais qui assiste aux séances de celui-ci avec voix consultative. Indépendamment d'un traitement fixe, il lui est alloué ordinairement 3 ou 4 0/0 sur les bénéfices nets réalisés. Les fonctions de l'agent général, sont plus ou moins étendues, suivant les Sociétés, mais d'une manière générale, il est chargé de l'exécution des délibérations du Conseil et de la gestion des affaires sociales, — spécialement en ce qui concerne l'achat et la vente des marchandises. Tous les actes journaliers et la correspondance courante sont exécutés et signés par l'agent général qui s'occupe également du recouvrement des sommes dues à la Société et signe les quittances.

La possession d'un intelligent et honnête agent général, connaissant bien son métier, est une des conditions essentielles du succès de ces Sociétés coopératives.

Ici, comme dans toute Coopérative, la vente au comptant est de règle, malheureusement en fait,

on n'y vend guère qu'à crédit, négligeant ainsi un des plus grands buts du système coopératif.

D'abord tous les membres associés peuvent obtenir du crédit jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de leurs actions; dans certains cas particuliers ce crédit peut être porté au montant total des actions, qui, alors, doivent être déposées dans la caisse de la Société. Quant aux membres simplement coopérateurs il leur est fait crédit jusqu'à la limite des sommes, dont les directeurs des usines qui les emploient veulent bien garantir la retenue sur leurs feuilles de salaire.

Ce crédit qui, dans quelques Sociétés se réduit au salaire d'une semaine, ou d'une quinzaine, dans d'autres, va quelquefois jusqu'à celui d'un mois entier. De sorte que, lorsque l'ouvrier se présente à la caisse, il ne touche qu'une somme dérisoire, tout le reste étant dû à la Société de consommation où la ménagère tentée et ne pouvant se rendre facilement compte, a fait des achats excessifs.

Ce système de la retenue à l'usine se retrouve dans toutes les Sociétés coopératives patronales de notre région. Celles-ci estiment que l'ouvrier, membre d'une Société coopérative a bien le droit de faire délégation de son plein gré sur son salaire, à la Société qui est son œuvre, et elles ajoutent que si, comme un projet de loi récent le propose, cette faculté était enlevée à l'ouvrier, ce serait ce

dernier qui en pâtirait et sa situation deviendrait plus malheureuse.

Quoique ce crédit ne soit pas aussi funeste que celui consenti par les commerçants, nous estimons qu'il est peu à sa place dans une Société véritablement coopérative où l'on doit s'efforcer d'habituer l'ouvrier à équilibrer son budget et non pas faciliter le gaspillage et l'incurie.

On peut encore adresser à ces Sociétés le grave reproche de rechercher exclusivement la distribution de dividendes et de ne point profiter des groupements auxquels elles donnent naissance pour tâcher d'élever peu à peu le niveau moral et intellectuel de leurs membres.

Après ces explications générales à toutes les Sociétés du département, il nous reste à montrer rapidement l'organisation et le fonctionnement de chaque Société et à signaler les dispositions qui peuvent leur être particulières.

1^o Société « L'Epargne » de Longwy-Bas

La Société coopérative de Longwy-Bas, la plus ancienne de la région, est aussi une des plus importantes.

Le capital social fixé primitivement à 25,000 fr. est actuellement et depuis plusieurs années de 45,000 fr.; il ne peut être réduit au-dessous de 10,000 fr. et nul ne peut être propriétaire de plus de cinq actions.

La Société possède un vaste immeuble où elle a

installé dans des conditions parfaites un magasin d'épicerie, une boucherie-charcuterie et une boulangerie et où elle débile des marchandises à tout acheteur.

Les actionnaires seuls participent aux bénéfices.

Outre l'intérêt des actions à 50/0 du taux d'émission, les actionnaires ont droit à 10 0/0 des bénéfices à titre de dividendes sans que l'intérêt total puisse excéder 8 0/0 du capital versé et si leurs achats annuels au magasin s'élèvent au moins au montant de leurs actions. Enfin 80 0/0 sont attribués à ceux des actionnaires dont les achats ont atteint 10 fr. par mois en moyenne, et proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Le tableau ci-dessous donnera une idée de la marche de la Société.

ANNÉES au 31 Mai	NOMBRE des Sociétaires	ACTIF TOTAL	MONTANT des Ventes annuelles.	BÉNÉFICES BRUTS	DIVIDENDES de COOPÉRATION	0/0
1887	383	129.146 84	399.754 85	55.687 80	19.048 95	8
1888	452	136.679 94	425.901 72	75.783 41	25.828 25	10
1889	511	147.794 55	490.818 80	72.975 77	32.768 40	10
1890	528	198.877 40	537.946 42	70.847 95	36.116 70	10
1891	574	192.385 41	570.934 18	91.044 02	40.762 55	10
1892	604	215.916 01	599.429 95	94.361 71	43.957 05	10
1893	630	221.183 80	639.104 93	99.443 39	47.090 70	10
1894	645	238.938 05	653.026 55	99.702 15	48.570 15	10
1895	662	221.607 50	706.549 »	102.235 55	52.779 05	10
1896	694	36.448 »	734.901 70	109.737 14	54.789 30	10
1897	715	238.835 35	779.128 75	103.434 37	56.909 55	10
1898	719	407.447 55	823.174 55	107.791 71	58.600 80	10
1899	725	387.186 30	856.299 70	120.329 97	62.559 60	10
Totaux. . .			6.216.971 10	»	579.781 05	»

2° Société de Jarville

Le fonds social de la Société de consommation de Jarville est composé de 200 actions de 50 fr. réparties exclusivement entre les ouvriers des différentes usines affiliées à la Société et autant que possible proportionnellement à l'importance des achats faits par chaque personnel dans les magasins de la Société coopérative. On ne peut posséder plus de deux actions de la Société ; celles-ci sont cotées actuellement 150 fr.

A côté des actionnaires, la Société de Jarville considère comme coopérateurs (du jour où ils se servent au magasin social), de façon à les faire participer aux bénéfices, tous les employés et ouvriers des Forges et Aciéries et des deux manufactures de Jarville.

Cette participation ne peut s'étendre en aucun cas, au public admis à s'approvisionner au magasin social.

La Société qui compte actuellement 1106 coopérateurs, a distribué en 1899, tant dans son magasin d'épicerie de Jarville qu'à la succursale établie par elle à Ludres depuis 2 ans, pour 700,000 fr. de marchandises. Ce chiffre élevé, eu égard au faible capital dont dispose la Société, n'a pu être obtenu que grâce à la caisse de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, avec laquelle la Société coopérative est en compte courant. Tous

les paiements sont effectués par les soins du caissier de la Forge.

En dehors des prélèvements légaux et de ceux ordinaires à ces Sociétés (conseil d'administration, employés) le surplus des bénéfices nets est réparti comme il suit :

15 0/0 pour constituer une réserve extraordinaire destinée spécialement à l'achat ou à la construction d'un ou plusieurs immeubles à Jarville (où la Société possède déjà un immeuble).

8 0/0 à tous les associés actionnaires.

(Le dividende du dernier semestre a été de 18 fr. par action.)

65 0/0 à tous les associés consommateurs dont les achats auront atteint le chiffre minimum de 50 fr. par semestre, proportionnellement à l'importance de leurs achats (30,000 fr. ont été distribués ainsi en 1899).

2 0/0 enfin sont prélevés pour constituer un fonds de secours destiné à venir en aide aux actionnaires et aux coopérateurs malades ou infirmes et à leurs familles, conformément aux décisions du conseil d'administration. Les secours sont toujours donnés en marchandises.

Comme règle spéciale il faut signaler l'établissement d'un maximum de liquide accordé par jour à chaque ouvrier, ainsi que la limitation de la vente de l'alcool.

1^o Société « La Lorraine » de Dombasle

Nous entrerons à` propos de la Société de consommation des Usines Solvay et Cie, dans un peu plus de détails que pour les autres Sociétés, d'abord en raison de son importance, puis parce qu'elle nous a semblé avoir cherché à remédier dans la mesure du possible à quelques-uns des défauts de ces sortes de Sociétés.

Par son origine, la Société « La Lorraine » diffère des autres Sociétés. Ce sont des ouvriers, qui, ayant habité précédemment des centres où ils avaient vu fonctionner des Coopératives et connaissant les bienfaits de la solidarité, eurent le désir, en présence de la cherté des vivres et des difficultés de la vie à Dombasle où les petits commerçants n'avaient à redouter aucune concurrence, de créer une Société coopérative. Leurs camarades consultés partagèrent leurs idées, et la Société fût fondée au capital de 20.000 fr. divisé en 400 actions de 50 fr.

L'installation du commerce d'épicerie se fit dans un modeste magasin de la localité.

Au début les actions n'étaient pas au taux invariable de 50 fr., mais leur valeur variait suivant l'état des réserves. La crainte de voir ces actions arriver à un prix auquel la classe ouvrière ne pourrait plus en acquérir facilement, préoccupait à juste titre le Conseil d'administration de la Société. Celui-ci estimait en effet que dans une

Société où tous les membres doivent avoir les mêmes droits, il est à désirer que chacun puisse arriver quelles que soient ses ressources à avoir le droit d'assister aux Assemblées générales et à s'enquérir de la marche de la Société dont il fait partie. C'est là une préoccupation qui est restée étrangère aux autres Sociétés du département, dont les actions peu nombreuses sont arrivées à un taux trop élevé pour que le coopérateur chargé de famille puisse espérer jamais devenir actionnaire.

Pour modifier cette situation le Conseil d'administration de la Société « La Lorraine » proposa en 1893 de répartir les réserves de la Société se montant à 20.000 fr. entre tous les actionnaires, en remettant à ceux-ci une action nouvelle pour une ancienne. La proposition fut adoptée par l'Assemblée générale qui, l'année suivante, le 12 août 1894, trouvant, malgré le dédoublement des actions, le fonds de roulement par trop restreint, décida de porter à 100.000 fr., le capital de la Société par la création de 1200 actions nouvelles.

Il fut décidé en outre qu'aucun actionnaire ne pourrait devenir propriétaire de plus de 10 actions et que tous les coopérateurs non titulaires de deux actions subiraient une retenue de 30 0/0 sur leurs bonis de consommation jusqu'à ce que cette retenue ait atteint la valeur de deux actions.

Pendant cette même période le magasin primitif était devenu trop étroit et l'on avait dû se préoccuper de trouver une autre installation.

Grâce à la libéralité de MM. Solvay et Cie, qui accordèrent à la Société une avance de 100.000 fr. avec intérêt au taux des avances de la Banque de France, on put édifier les constructions projetées, et en 1894, le magasin central coopératif fut inauguré.

Ce magasin, vaste et confortable, et où l'on a cherché surtout à diminuer le plus possible la main-d'œuvre, contient (outre les rayons d'alimentation), une douzaine d'autres rayons, comprenant les objets de toute nature qui peuvent être nécessaires dans un ménage. Comme l'Employé principal ne saurait connaître à fond tous les articles et qu'il ne pourrait suivre lui-même toutes les questions qui s'y rattachent, le Conseil d'administration s'est divisé en diverses commissions ayant chacune ses attributions.

Le Président du Conseil est membre de droit de toutes ces commissions et impose ainsi à la Société une direction unique.

Plus de 20 personnes sont employées au magasin central.

A ce magasin central, la Société « La Lorraine » a ajouté deux annexes :

Tout d'abord une boulangerie qui pendant les trois premières années ne donna pas les résultats espérés, la clientèle habituée au pain fourni par les boulangers de la localité, avait de la prévention contre le pain pétri mécaniquement et contre le système de cuisson adopté par la Société. Le Conseil d'administration décida de changer de sys-

tème et à partir de cette transformation, la clientèle se montra satisfaite du pain. Si la vente actuellement ne progresse plus, c'est qu'elle semble avoir atteint la limite extrême que le chiffre de la population ne lui permet pas de dépasser.

Voici le tableau des ventes de la boulangerie :

SEMESTRES	KILOS DE PAIN délivrés par jour.	SOMMES PRODUITES
1 ^{er} semestre 1893. .	1300	79.260 90
2 ^e — » . .	1450	81.939 25
1 ^{er} — 1894. .	1350	78.555 25
2 ^e — » . .	1250	67.137 30
1 ^{er} — 1895. .	1250	67.912 70
2 ^e — » . .	1300	70.920 95
1 ^{er} — 1896. .	1475	75.802 45
2 ^e — » . .	1488	77.250 70
1 ^{er} — 1897. .	1610	82.961 30
2 ^e — » . .	1700	107.193 65
1 ^{er} — 1898. .	1760	121.707 90
2 ^e — » . .	1700	104.331 75
1 ^{er} — 1899. .	1700	90.422 30
2 ^e — » . .	1780	92.075 40

L'installation actuelle permet à la boulangerie coopérative de fabriquer 3,000 kilogr. de pain par jour. Le service journalier est assuré par un chef boulanger, trois garçons, et cinq porteuses de pain, plus la vente au magasin coopératif.

Ajoutons que la Société qui vend son pain à un prix constamment inférieur de 0,05 c. par 2 kilogrammes à celui des boulangeries ordinaires, a pour principe de peser le pain, afin que de cette

façon les coopérateurs aient exactement le poids acheté.

L'autre annexe du magasin central est la boucherie coopérative. Cette branche du commerce est l'une des plus difficiles à exploiter en coopération et il n'est pas étonnant que beaucoup de Sociétés n'aient pas réussi à le faire.

La Société « La Lorraine » afin de favoriser la réussite de sa boucherie s'est efforcée de bien définir et de bien distinguer les questions de responsabilité et de finance.

Pour obtenir de bons résultats la boucherie proprement dite doit être conduite par un homme connaissant à fond son métier, et la responsabilité de cette partie doit être laissée au chef de service, mais le Conseil d'administration ne peut s'en désintéresser complètement ; aussi tout en ayant complète liberté d'action, le chef boucher est tenu de rendre compte chaque jour de ses actes en remettant régulièrement un rapport à un membre de la Commission de la boucherie de service pendant un mois.

Pour la partie financière, le paiement des bestiaux aux fournisseurs est effectué par la Caisse centrale de la Société qui n'a aucune relation de service avec la Boucherie. Le contrôle du poids des bestiaux est fait au moyen de tickets remis au chef boucher par l'employé juré de service à l'abattoir.

Le tableau suivant permet de se rendre compte des ventes effectuées jusqu'à ce jour :

2 ^e semestre 1894.	47.553 90	1 ^{er} semestre 1897.	87.733 40
1 ^{er} — 1895	87 206 55	2 ^e — »	92.369 75
2 ^e — »	98.4 6 65	1 ^{er} — 1898.	95.247 35
1 ^{er} — 1896.	98.968 85	2 ^e — »	99.240 95
2 ^e — »	100.109 90	1 ^{er} — 1899.	88.823 90
		2 ^e — »	101.677 80

Le 15 décembre 1899, la Société a remboursé au pair (50 fr.) 20 des 600 obligations (avec intérêts à 4 1/2 0/0) émises en 1894, pour permettre de construire les locaux de la boucherie.

Quant à la question des prix de vente des marchandises à la Société coopérative de Dombasle, ils sont établis avec une majoration raisonnable, permettant un taux de répartition équitable à la fin du semestre. Les négociants de la localité cherchent à se rapprocher autant que possible des prix fixés par la Société ; ainsi le public en général profite des bienfaits de la Coopérative.

Pour les achats, le principe de la Société est d'acheter toutes les marchandises de premier choix en s'adressant directement à la production toutes les fois que cela est possible, en cherchant par conséquent à supprimer les intermédiaires onéreux.

D'après l'article 14 des statuts de la Société, la répartition des bénéfices nets de chaque semestre est faite de la manière suivante :

10 0/0 sont distribués aux associés actionnaires. La somme attribuée au capital-action ne peut être inférieure à 2 fr. 50 par semestre et par action de

50 fr. Ces 10 0/0 sont répartis comme suit : 4 0/0 d'intérêt sur le capital, le complément ou 6 0/0 à titre de dividende, mais n'ont droit à ce dividende que les actionnaires dont les achats auront été supérieurs à 100 fr. par trimestre ;

70 0/0 sont attribués à tous les associés consommateurs, actionnaires ou non, proportionnellement à l'importance de leurs achats et sous la même condition que ci-dessus ;

15 0/0 vont à la réserve extraordinaire, qui doit être collective et inaliénable pendant toute la durée de la Société, et est affectée au paiement des immeubles et des constructions.

Le conseil d'administration de « La Lorraine » a une rétribution de 2 0/0 sur les bénéfices nets. Cette somme est à répartir également entre tous ses membres. Primitivement, cette allocation destinée au conseil d'administration était de 4 0/0, et à plusieurs reprises ce dernier en a demandé la suppression, mais les assemblées générales se sont constamment refusées à cette suppression ; en 1893 une réduction seulement fut accordée. L'idée qui a guidé les actionnaires dans leur refus, c'est qu'ils désiraient que tous les membres puissent aspirer aux fonctions d'administrateur, quelle que soit leur situation.

Les quelques dépenses que la situation de membre du conseil rend inévitables, sont facilitées par cette légère rétribution équivalant à des jetons de présence. Toutes les autres Sociétés du départ-

tement accordent également 2 ou 3 parts sur les bénéfices à leurs conseils d'administration.

Le tableau suivant indique le montant des bonis répartis à la consommation :

SEMESTRES	NOMBRE de coopérateurs	VENTES TOTALES	BONIS A RÉPARTIR	0/0 à la consommation.
1 ^{er} semestre 1891 . .	830	206.288 25	8.771 90	6.93
2 ^e — — . .	898	343.045 10	13.828 60	6 »
1 ^{er} — — 1892 . .	932	347.064 30	15.235 10	6.20
2 ^e — — » . .	1060	377.676 55	17.579 40	6.30
1 ^{er} — — 1893 . .	1095	393.777 25	22.786 75	6.40
2 ^e — — » . .	1101	419.647 10	22.997 60	6.30
1 ^{er} — — 1894 . .	1221	416.934 25	23.612 65	6.40
2 ^e — — » . .	1114	432.334 55	25.950 95	6.65
1 ^{er} — — 1895 . .	1142	481.277 50	28.342 40	6.60
2 ^e — — » . .	1182	527.489 50	32.379 50	6.90
1 ^{er} — — 1896 . .	1191	517.362 50	33.220 54	7.10
2 ^e — — » . .	1196	532.495 50	37.290 20	7.50
1 ^{er} — — 1897 . .	1209	519.227 45	34.361 95	7.50
2 ^e — — » . .	1217	569.386 60	35.241 95	7 »
1 ^{er} — — 1898 . .	1225	564.992 05	34.314 50	7 »
2 ^e — — » . .	1230	553.593 95	36.545 45	7.30
1 ^{er} — — 1899 . .	1232	526.862 25	36.001 50	7.30
2 ^e — — » . .	1262	573.995 25	40.391 23	7.75
Totaux		8.305.650 90	498.852 17	

Le personnel de la Société participe aussi par parts déterminées (3 0/0) dans les bénéfices de la Société, — comme cela est de règle, du reste, dans toutes les autres Sociétés coopératives du département ; — la Société « La Lorraine » a été d'avis que le personnel devait participer aux bénéfices éventuels résultant de son travail. De plus, il est logique qu'une Société coopérative commence par

donner elle-même l'exemple de ce qu'elle désire voir se réaliser pour chacun de ses membres.

Cette participation s'est élevée, en ces dernières années, aux sommes suivantes :

1 ^{er} semestre 1898.....	1,348 05
2 ^e — 1898.....	1,566 20
1 ^{er} — 1899.....	1,542 90
2 ^e — 1899.....	1,731 05

Pour encourager les employés à l'économie et créer un nouveau lien entre elle et ceux-ci, la Société a créé une Caisse d'épargne en faveur de son personnel. Les dépôts limités à 2,000 fr. rapportent 5 0/0 d'intérêt.

La Société assure aussi son personnel, sans aucune retenue de salaire, contre les accidents qui pourraient lui survenir dans le service.

Enfin, depuis le mois de février dernier, il a été décidé que les employés de la Société seraient, en cas de maladie, soignés aux frais de cette dernière.

Comme la plupart des Sociétés coopératives, la Société a institué un fonds de secours, destiné à subventionner des familles nécessiteuses. — Ce fonds, fixé primitivement par les statuts à 15 0/0, est alimenté actuellement par un prélèvement maximum de 500 fr. par semestre pris sur les bénéfices.

En résumé, par l'organisation grandiose de ses vastes magasins, par la régularité irréprochable de ses divers services, par son chiffre de ventes,

« La Lorraine » a pris une place très importante dans le monde coopératif de l'Est. De nombreux coopérateurs viennent s'enquérir auprès d'elle de toutes les améliorations qu'elle réalise constamment. La plupart des sociétés formées depuis sa création l'ont été à son image.

Ces résultats et cette prospérité sont dûs, il faut le proclamer bien haut, au travail et à l'intelligence des membres du conseil d'administration, qui ont prouvé une fois de plus que loin d'être purement honorifique et de forme, le rôle d'administrateur devait être rempli au prix d'un travail opiniâtre, en ne cherchant comme récompense que la satisfaction du devoir accompli.

4^e Société de consommation de Croismare

La Société de consommation de Croismare est un véritable magasin, dont les propriétaires sont les cent actionnaires de la Société formée au capital de 7,000 fr.

Ceux-ci ont droit à 18 0/0 de la répartition des bénéfices nets.

35 0/0 seulement sont attribués aux consommateurs actionnaires ou non, s'ils ont acheté pour plus de 100 fr. par trimestre.

Nous n'avons pu nous procurer les différents bilans de la Société.

**5° Société de consommation de la Faïencerie Keller
et Guérin, de Lunéville**

La Société de consommation de Lunéville, dont le capital social est actuellement de 60,000 fr., est due à l'initiative de MM. Keller et Guérin, qui l'ont fondée pour rendre service à leurs ouvriers. — L'immeuble luxueux, bâti sur les plans de celui de Dombasle, dans lequel la Société est installée depuis peu, n'a pu être édifié que grâce à des fonds avancés par MM. Keller et Guérin, moyennant un fort modique intérêt. De plus, la Société est en compte courant avec la Faïencerie. La Société possède une boulangerie et une boucherie qui donnent d'excellents résultats.

Le montant des ventes s'est élevé :

	En 1898.	En 1899.
Lunéville.....	370,481 05	395,690 05
A la succursale de Saint-Clément.....	58,093 85	56,651 55
Totaux.....	428,574 00	452,341 60

Sur les bénéfices nets, en dehors de 40 0/0 attribués aux réserves légale et extraordinaire, il est distribué :

17 0/0 à tous les associés actionnaires ;

Et 30 0/0 à tous les consommateurs au prorata de leurs achats, et sous la condition que ces achats atteignent au moins le chiffre de 300 fr. par an.

Les bénéfices nets de 1899 étaient de 23,172 fr. 60, ce qui a donné un dividende par action de 2.50 et un dividende de coopération de 40/0, les frais généraux étant actuellement assez élevés.

La Société de consommation de Lunéville ne vend pas au public, mais en dehors du personnel de la Faïencerie, elle admet toute personne à s'approvisionner aux magasins, à titre de membre coopérateur, moyennant une cotisation annuelle de 3 fr. Pour faire bénéficier plus amplement des bienfaits coopératifs les ouvriers des différents établissements, une seule cotisation peut être payée pour tous par chaque établissement.

6° Société « La Fraternelle », de Pexonne

Nous n'avons pu obtenir sur la Société de consommation de Pexonne aucun renseignement concernant son organisation et son fonctionnement. — Il y a tout lieu de croire que le modèle adopté par les usines de M. Féral a été celui de toutes les Coopératives de la région.

7° Société « La Serpenoise » de Dieulouard

La Société de consommation des usines Gouvy et Cie, ne fonctionne que depuis le 1^{er} janvier de cette année. Installée dans un immeuble lui appartenant, elle semble devoir donner d'excellents résultats.

A noter, l'installation dans l'immeuble de la Société d'un café où les membres coopérateurs trouvent des consommations saines et à bon marché.

Nous avons terminé l'examen des Sociétés du troisième groupe et il faut faire remarquer que si ces Sociétés n'observent pas strictement les purs principes coopératifs, elles n'en rendent pas moins aux ouvriers pour qui elles sont créées de signalés services en abaissant sensiblement pour eux le coût de la vie matérielle. Aussi méritent-elles d'être encouragées et admirées en souhaitant seulement qu'elles n'exagèrent pas les avantages faits au capital.

Boucherie militaire de Toul

Il nous faut mentionner à part et en dehors de tout groupement la boucherie inaugurée à Toul en 1891 par l'administration militaire et qui fonctionna jusqu'en 1896, date de sa suppression.

Afin de déjouer les manœuvres d'adjudicataires peu scrupuleux et de nourrir convenablement les hommes de troupe avec l'allocation à ce destinée, il était nécessaire d'écarter l'intermédiaire et de recourir à l'approvisionnement direct auprès des producteurs de bétail.

C'est ce que l'autorité militaire avait compris et elle autorisa la création d'une boucherie de garnison à Toul, l'une des villes de France où le chif-

fre de la population militaire est le plus élevé par rapport à la population totale.

L'organisation de la boucherie fut exclusivement militaire et l'on n'y retrouve aucun des caractères coopératifs spéciaux aux Sociétés que nous venons d'étudier.

Les achats sont faits par une Commission recrutée dans le personnel du service des subsistances et des vétérinaires de l'armée. Celle-ci, procédant comme les commissions de remonte, achète le bétail sur pied, de préférence chez les éleveurs ou sur les marchés, et au besoin chez les marchands, mais dans un rayon d'approvisionnement assez étendu pour que les coalitions provoquées par le commerce local puissent être déjouées plus aisément. A plusieurs reprises cependant la boucherie militaire fit appel à la production régionale et se déclara disposée à traiter avec les Syndicats agricoles du département.

Quant à la vente des viandes abattues, elle se fit avec la plus grande régularité dans la clientèle militaire dont les besoins étaient faciles à prévoir. La clientèle très nombreuse des familles d'officiers, nécessaire à l'équilibre financier des opérations de la boucherie, contribua au succès de celle-ci, en consommant les morceaux de choix qu'il eût été trop onéreux de distribuer à la troupe.

L'expérience réussit donc pleinement et une seconde boucherie analogue à celle de Toul, fut créée à Verdun.

Toutes deux disparurent au bout de quelques

années, peut-être devant les réclamations du commerce de la boucherie.

Le service des subsistances militaires a estimé à 70,000 fr. pour l'exercice 1891-1892, l'économie réalisée dans l'alimentation de la garnison. Ce chiffre éloquent se maintint à peu près semblable pendant toute la durée de l'existence de la boucherie.

Quant au chiffre moyen des animaux abattus chaque année par la boucherie, il se décomposait ainsi : 3,600 bœufs et vaches, 1,000 veaux, 2,300 moutons et 250 porcs.

Le succès obtenu par ces boucheries montre encore les grands services que la coopération intelligemment entendue est à même de rendre dans les combinaisons les plus diverses.

CHAPITRE II

Les Sociétés de Crédit

Comme on l'a vu dans la première partie, au point de vue de la Coopération de crédit, la France vient fort loin derrière les autres pays ; lorsque nous aurons examiné les rares institutions de crédit du département de Meurthe-et-Moselle, il sera facile de constater que ce ne sont pas celles-ci qui contribueront à placer notre pays en un meilleur rang.

§ I. — BANQUES POPULAIRES

On ne trouve pas dans le département de Banque populaire : société mutuelle et coopérative d'épargne et de crédit. Actuellement les classes peu aisées de la population, n'y ont à leur disposition que les Caisses d'épargne et les Monts-de-Piété. Dans les premières (celle de Nancy fonctionné d'une façon particulièrement satisfaisante), les épargnes vont grossir le Trésor public au lieu

de fertiliser le travail autour d'elles (1), si les capitaux augmentent, on les convertit en rentes ; ainsi, les fonds accumulés par le travail ne profitent en rien au travail et celui qui les a déposés ne participe en rien à leur gestion. Combien plus fécond nous apparaît le rôle des banques populaires, où le déposant devient associé, puis emprunteur, où il s'habitue à s'occuper de ses affaires et où il est stimulé par l'espoir moralisateur de s'établir un jour à son tour grâce au crédit qu'il obtiendra.

Quant aux Monts-de-Piété, ce ne sont pas des instruments de crédit, ils permettent seulement de parer à des situations difficiles et temporaires.

Ce sont ces considérations qui avaient décidé, en l'année 1884, quelques hommes de finance à essayer de doter Nancy d'un établissement de crédit populaire, fondé sur le modèle des Banques Italiennes, de la Banque de Cannes et des Caisses populaires des arrondissements de Paris qui avaient donné d'excellents résultats.

La Société projetée était une Société anonyme coopérative de crédit à capital et à personnel variables, constitué conformément à la loi du 24 juillet 1867, au capital minimum de 20.000 fr. divisé en 400 actions nominatives de 50 fr. produisant intérêt à 5 0/0 par an ; ajoutons qu'aux

(1) La loi du 20 juillet 1895 en son article 10, permet aux Caisses d'épargne dans une mesure bien restreinte de faire des avances aux Sociétés de Crédit. Nous ne croyons pas que les Caisses d'épargne de notre région aient usé jusqu'ici de cette faculté.

termes de l'article 26 des statuts « les actionnaires n'étaient engagés que jusqu'à concurrence du montant de chaque action ; au delà, tout appel de fonds était interdit ».

Voyons rapidement à quelles opérations la Banque populaire de Nancy se proposait de se livrer :

Escompter les effets de commerce des associés ;

Escompter leurs factures représentant des marchandises ou fournitures livrées ;

Escompter leurs mémoires de travaux effectués pour des tiers, pourvu que ces factures ou mémoires soient visés et certifiés exacts par le débiteur. Ce genre d'opérations était appelé à rendre les plus grands services aux petits commerçants ne disposant que de peu de capitaux.

Recevoir en dépôt de l'argent même par fraction de un franc, recevoir en dépôt des valeurs, encaisser des revenus et ouvrir des comptes courants.

Faire directement des prêts d'argent aux associés et diverses autres opérations financières et de banque.

Pour le crédit à accorder à chaque associé, question fort importante dans une Société de ce genre, c'est le Conseil d'administration composé de 9 à 15 membres élus pour trois ans et rééligibles, qui décide jusqu'à concurrence du montant des versements opérés sur ses actions. Lorsque l'avance demandée ne dépasse pas de plus de 50 fr. les versements, le Conseil peut autoriser le prêt, après avoir examiné si la situation du demandeur

permet d'espérer le remboursement. Pour obtenir un prêt supérieur l'associé devra fournir, en outre, la caution d'un ou plusieurs associés ou celle de personnes étrangères à la Société ou toute autre garantie ; dans ce cas le Conseil d'administration, assisté du Comité d'escompte, admet ou refuse ces cautions ou garanties.

Le délai de remboursement des prêts ne devait pas dépasser trois mois, sauf renouvellement.

Signalons encore deux dispositions fort sages pour la prospérité de la Société :

1° L'intérêt et la commission des prêts et escomptes, fixés par le Conseil d'administration doivent être payés d'avance au moment de l'opération.

2° La Société ayant pour mission de propager le crédit au moyen de l'épargne et de la coopération s'interdit formellement toute opération aléatoire de Bourse.

Tel était dans ses grandes lignes le projet de Banque populaire que malheureusement on n'a pu réussir à introduire dans notre ville, malgré les services que cette dernière était appelée à rendre à une foule de petits commerçants et le peu de risques qu'elle présentait.

§ 2. — CAISSES RURALES (de Crédit Mutuel)

Le Crédit agricole s'est manifesté dans le département, tout récemment, d'une façon si diverse

qu'il est difficile de porter un jugement ou de formuler une appréciation sur les résultats que l'on est en droit d'attendre de ces créations.

Les Caisses rurales Durand qui, depuis 1893, se sont répandues par toute la France grâce surtout à la propagande du clergé des villages, ne sont représentées en Meurthe-et-Moselle, à notre connaissance, que par deux spécimens : *La caisse rurale de la commune d'Ugny*, fondée en 1896, qui se propose de faciliter le prêt d'argent aux cultivateurs, et *la Caisse rurale de la commune d'Avillers* qui date également de 1896 et a pour but de procurer à ses membres le crédit qui leur est nécessaire pour leur exploitation. En réalité, ces caisses, dirigées par les curés des paroisses, se bornent à prêter aux petits syndicats organisés par elles, les capitaux nécessaires à l'achat des instruments agricoles que ceux-ci louent à leurs adhérents — et font fort peu d'opérations. La coexistence des deux organismes (syndicat et caisse rurale) semble du reste nécessaire à la prospérité de chacun d'eux par l'échange des services qu'ils se rendent.

Rappelons que ces caisses Durand sont absolument calquées sur le modèle des caisses Raiffeisen, c'est-à-dire : les associés ne font aucun versement et ne reçoivent aucun dividende, ils sont tous solidaires et responsables d'une façon illimitée, le capital social se compose exclusivement de la réserve qui est constituée par l'accumulation

de tous les bénéfices réalisés par la caisse sur ses opérations ; les prêts faits aux seuls sociétaires, avec l'argent emprunté, ne le sont que pour un usage déterminé et contrôlé, enfin toutes les fonctions sont gratuites.

Certains syndicats ont cherché à procurer à leurs adhérents le bienfait du crédit sans organiser d'association spéciale. C'est ce que l'important et riche syndicat agricole de l'arrondissement de Lunéville dont nous aurons l'occasion de reparler plus loin, a tenté de faire il y a quelques années.

Les intelligents administrateurs du Comice et du Syndicat agricole de Lunéville ont pris l'initiative de fonder une caisse de crédit et quelques membres ont souscrit un capital de garantie de 25.000 fr. qui n'a pas été et ne sera vraisemblablement jamais versé. *La caisse de crédit du Syndicat agricole de Lunéville* fournit aux membres du Syndicat qui le demandent et qui présentent une caution solvable, des matières premières : semences, engrais chimiques, instruments aratoires, etc..., mais ne prête pas d'argent, les prêts sont toujours faits en marchandises. Un billet à trois mois, renouvelable, est souscrit par l'emprunteur, endossé par l'administrateur de la caisse et escompté par une maison de Banque de Lunéville, cette Banque prélève un intérêt de 3 0/0; la caisse de crédit agricole fait payer 4 0/0 à son

débiteur et la différence est portée à un compte de réserve (1).

Malgré les grands avantages que présente cette organisation simple et ingénieuse, les cultivateurs usent peu de la caisse de crédit.

La caisse fondée en 1891 n'a pas fait d'affaires avant 1895, encore n'a-t-elle avancé cette année là que pour 16.000 fr. de marchandises.

En 1896, le chiffre est stationnaire et les prêts se répartissent entre 15 membres.

En 1897, les avances faites à 56 membres pour une durée variant de 3 à 11 mois, montent à 20.448 fr. 05.

1898, nous donne 20.000 fr. avancés à 68 membres.

Enfin en 1899, loin de se développer, le nombre des emprunteurs et le montant des avances diminuent sensiblement, on retombe à 16.194 fr. à répartir entre 48 membres.

Aussi l'administrateur de la caisse écrit-il dans son rapport annuel. « Après cinq années d'expérience de cette œuvre qui a donné de si minces « résultats, on est amené à conclure que là n'est « pas le remède salulaire à la crise aiguë que traverse l'agriculture et à notre avis, la prudence « et la grande réserve des cultivateurs à user du « crédit qu'on leur offre, prouvent leur sagesse « autant que leur honnêteté ; car ils comprennent

(1) En fait, la plupart du temps, le Syndicat n'ayant pas besoin de fonds, les billets souscrits ne quittent pas la caisse de celui-ci.

« bien que s'il est facile d'emprunter, il n'en est
« pas de même lorsqu'il faut restituer ; il arrive
« souvent que la récolte et le bétail, sur lesquels
« on comptait disparaissent sans qu'on puisse
« réaliser, c'est alors la gêne plus grande, dont il
« est quelquefois difficile de sortir, des exemples
« fréquents viennent justifier ces dires ». Peut-
être faut-il ajouter à ce sombre tableau, comme
causes du peu de réussite de la caisse du Syndi-
cat de Lunéville ; — d'abord la situation aisée de
la plupart de ses membres à qui elle prête exclu-
sivement, ensuite la rigueur des conditions
qu'elle impose et parmi celles-ci l'obligation
inflexible de la caution souvent difficile à
trouver.

La caisse Raiffeisen avec ses caractères essen-
tiels, rigoureux, ne répondait pas à tous les besoins
de notre agriculture et dans beaucoup de régions
comme la nôtre, l'esprit de défiance ou de pru-
dence exagérée qui est au fond des mœurs rurales
ne permettait pas de la propager aisément (1) ;
d'un autre côté il était à désirer que les syndicats
s'abstinsent de traiter des opérations de crédit
agricole même sous forme de fournitures à crédit :
« — la création d'une institution latérale de crédit,
« leur offrant à cet égard des facilités et des avan-
« tages qu'ils ne sauraient posséder directe-
« ment (2). »

(1) A constater cependant l'énorme succès des caisses Durand, dans le département de la Meuse qui en possède une trentaine.

(2) Compte-rendu des actes du 10^e congrès du crédit populaire et agricole. Paris, Guillaumin et Cie, 1900.

Aussi afin de suppléer à l'insuffisance des formes juridiques d'organisation du crédit, une législation nouvelle dont l'honneur revient à M. Méline, a inauguré en 1894 un type spécial de caisse à l'usage exclusif des Syndicats agricoles. Les Sociétés de crédit agricole mutuel, régies par la loi du 5 novembre 1894, ne peuvent être fondées que par les membres d'un Syndicat, mais une fois régulièrement constituées, elles peuvent fonctionner non seulement au profit de leurs sociétaires, mais encore pour tous les membres du Syndicat ou des Syndicats qui ont contribué à leur fondation. Outre cette faveur exceptionnelle, ces Sociétés jouissent de certains privilèges, tels que l'exemption de la patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières, la simplification des formalités de publicité, etc..... Elles diffèrent des caisses Raiffeisen, en ce que la responsabilité des associés y est plus ou moins étendue, en ce que les sociétaires, une fois faite l'attribution à une réserve indivisible des $\frac{3}{4}$ des bénéfices, se répartissent le quart restant, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations.

Epinal et Remiremont possèdent chacune une de ces caisses qui donnent des résultats satisfaisants.

Au mois de juin dernier, une caisse locale de crédit mutuel agricole a été créée à Nancy au capital initial de 5.000 fr. réparti en parts de 10 fr. D'autres caisses sont également en formation à Briey, à Longuyon et à Toul.

Malgré le nombre croissant des institutions de divers types, les opérations de crédit agricole, manquaient d'ampleur et d'activité. Certaines caisses ne trouvent pas d'emprunteurs, d'autres au contraire ne peuvent se procurer les fonds de roulement nécessaires au service des prêts. Pour rétablir la proportion, le Parlement a voté la loi du 31 mars 1899 qui attribue au fonctionnement du crédit agricole, dans les conditions exceptionnellement favorables du prêt sans intérêt, l'avance de 40 millions, et la redevance annuelle que la Banque de France a dû consentir à l'Etat, comme sanction du renouvellement de son privilège.

Un nouvel organisme a donc été créé. « *Les caisses régionales de crédit agricole* » qui faciliteront les opérations des Sociétés locales, déjà existantes ou à créer, par un double procédé : elles escompteront les effets souscrits par les membres des Sociétés locales et endossés par celles-ci, et elles feront aux Sociétés les avances nécessaires à la constitution de leurs fonds de roulement. La création de ces banques régionales a heureusement remplacé l'organisation projetée d'une grande banque de l'Etat avec succursales dans tous les centres un peu importants — projet qui fut toujours mal accueilli par les agriculteurs.

La loi nouvelle entre actuellement dans la période d'application et déjà de toutes parts on voit les Syndicats et les Unions de Syndicats, fonder des caisses régionales afin de les faire bénéficier des avances de l'Etat.

Nous citerons : la Banque régionale agricole de l'Est établie à Epinal, sous l'impulsion de M. Méline pour les Vosges, le Haut-Rhin et une partie de la Haute-Marne, et qui a réuni un capital de 61 000 fr. ; la « Caisse régionale de Nancy », qui fonctionne également pour trois départements (Meurthe-et-Moselle, Meuse et Ardennes), et dont le capital de fondation est fixé à la somme de 20.000 fr., divisé en parts nominatives de 25 et de 50 fr.

Il est à espérer que grâce à cette caisse, l'élan va être enfin donné dans notre département au crédit agricole et qu'elle ne faillira pas à la mission qui lui est attribuée : celle de provoquer par son activité et sa propagande, la création de banques locales, de présider à leur formation et de leur servir de tuteur. Au reste, avant d'avoir droit aux avances gratuites consenties par la Banque de France, les caisses régionales doivent justifier de l'affiliation d'un certain nombre de caisses locales.

Nous en avons fini avec la coopération de crédit en Meurthe-et-Moselle. Il faut constater que ce qui existe est bien peu important, mais espérer que le mouvement ira en s'accroissant et que notre département tiendra à égaler les départements voisins.

CHAPITRE III

Les Sociétés de production

La situation du département peu brillante au point de vue des Sociétés de crédit, nous apparaît encore plus effacée en ce qui concerne les Sociétés coopératives de production.

Nous ne trouvons guère à signaler que l'effort tenté en 1894 par les ouvriers verriers de la Société Guerner et Bailly à Croismare, dans les conditions suivantes :

A la mort de l'un des associés la Société étant dans une situation des plus précaires, l'on vendit l'usine au prix de 100.000 fr. Les ouvriers virent là une belle occasion de faire un intéressant essai et résolurent de s'associer pour la constitution d'une Société de production ; ils achetèrent, sur surenchère, l'usine dont la fermeture eût été pour la population locale un véritable désastre, celle-ci faisant vivre plus de 300 ouvriers. Mais les fonds avaient été fournis pour une part de 70.000 fr. par l'ancien directeur de l'usine, qui ayant su s'attirer la confiance des ouvriers, fut maintenu dans ses fonctions ; — plusieurs capitalistes de la région offrirent spontanément leur concours pour parfaire la somme afin que l'opération réussît.

Quant à la part attribuée aux ouvriers, elle se réduisit au droit pour chaque ouvrier de se trouver intéressé dans les bénéfices et à la possibilité pour lui de contribuer par ses économies à l'augmentation du capital social ou à l'amortissement de la dette. On le voit, les efforts faits par les ouvriers de Croismare pour organiser la production ouvrière, aboutirent au relèvement de l'ancienne Société.

Nous n'avons pu obtenir aucun renseignement sur la marche de celle-ci depuis sa reconstitution, ni sur les avantages que la population ouvrière en a retirés.

La Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiment a organisé tout récemment à Nancy, une association ouvrière d'entreprise générale de peinture en bâtiments et de décoration, qu'elle a appelée « *Le Travail* » en souvenir de la Maison Leclaire de Paris, qu'elle se propose de prendre comme modèle dans le passé coopératif. Cette Société ne semble pas constituée d'une manière durable.

Nous avons cru trouver enfin dans l'Imprimerie coopérative de l'Est, une de ces associations prospères comme les typographes parisiens en possèdent plusieurs, mais celle-ci n'a absolument de coopératif que le nom.

On le voit, la Coopération de production n'est pas encore organisée dans le département

CHAPITRE IV

Les Sociétés Coopératives agricoles

Dans le projet de loi sur les Sociétés coopératives qui, mis à l'étude en 1883 est venu échouer devant le Sénat le 13 mars 1896, on avait introduit un type nouveau de Société coopérative. « Les « Sociétés coopératives mixtes composées de producteurs non patentés qui achètent en commun « leurs matières premières, vendent leurs produits et peuvent organiser le crédit coopératif (1). Ces Sociétés *filiales* des Syndicats agricoles, appartenaient en somme aux divers types de la Coopération de consommation, de production et de crédit. On ne peut que déplorer leur non existence, car elles auraient permis aux Syndicats agricoles d'organiser régulièrement de véritables Sociétés coopératives dérivées d'eux-mêmes et fonctionnant pour l'usage exclusif de leurs adhérents. Car la Coopération est une attribution

(1) Rapport de M. Paul Doumer, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, au Congrès national des Syndicats agricoles de Lyon, le 24 août 1891. (Compte-rendu des séances du Congrès.)

essentielle du Syndicat agricole qui s'est efforcé de substituer chez les producteurs, à l'action individuelle, une action plus collective combinée en vue de l'intérêt commun.

Le département de Meurthe-et-Moselle ne possède pas de Sociétés coopératives agricoles véritables, mais il a des Syndicats importants qui, en fait, les remplacent.

On s'est demandé quelle circonscription doit être préférée pour un Syndicat agricole, en réalité on a essayé plusieurs types et tous ont réussi.

En 1890, on a voulu organiser en Meurthe-et-Moselle un Syndicat agricole départemental, type qui a ses mérites vu la force considérable qu'il peut avoir, soit pour les achats à traiter avec les fournisseurs auxquels il apporte une grosse clientèle, soit pour la diffusion des bonnes méthodes de culture, mais on y a renoncé : d'abord, parce qu'il a semblé que l'avenir appartenait aux petits Syndicats locaux qui en même temps qu'ils rendent à la culture et à la production les mêmes services que les grands Syndicats, sont beaucoup mieux qu'eux en situation de réaliser l'œuvre morale et sociale qui incombe à l'association professionnelle ; ensuite (et ce fut la principale raison) parce que des Syndicats agricoles d'arrondissement, qui appartiennent à la catégorie des grands Syndicats et fonctionnent dans des conditions semblables, existaient déjà dans les quatre chefs-lieu d'arrondissement du département. Ces Syndicats d'arrondissement ont été l'émanation plus

ou moins directe d'un Comice agricole ou d'une Société d'agriculture et se sont juxtaposés à cette association qui avait l'arrondissement pour circonscription ; la raison qui les a fait établir est la plus grande facilité qu'ont les cultivateurs de se réunir au chef-lieu pour les marchés. Il est bon d'observer, de plus, que les Syndicats d'arrondissement semblent par leur nature et les conditions ordinaires de leur recrutement plus aptes que les petits à se placer sur le terrain exclusif des intérêts agricoles, en dehors de toute préoccupation politique ou confessionnelle — la constatation en est facile dans notre département même. Mais la solidarité qui doit s'établir entre les membres d'un Syndicat reste ici imparfaite vu la grande dispersion des membres ; de plus la circonscription est souvent trop étendue pour que s'y organisent favorablement les institutions spéciales qui tendent à développer cette solidarité. Aussi les Syndicats d'arrondissement ne semblent pas en progrès et sauf exception, se maintiennent dans les positions acquises.

§ I. — SOCIÉTÉS ANCIENNES.

Avant la loi du 21 mars 1884, en dehors des Comices agricoles et des Sociétés d'agriculture, nous ne trouvons à signaler que la création en 1869 à Briey d'une Société de conférences agricoles qui se propose d'instruire les cultivateurs et

la fondation à Delme, en 1870, d'une Société agricole pour élever le niveau du bien-être moral et matériel de tous ceux qui se livrent à l'agriculture. Au début de l'année 1884 il nous faut noter l'apparition, sur l'initiative du cercle cantonal de Lunéville de « l'Association agricole et horticole des cantons de Lunéville et d'Arracourt » : association qui se proposait, comme actuellement les Syndicats, l'achat au prix du gros des machines, outils, semences, pour les revendre aux sociétaires à un prix avantageux. Cette Société projetait de plus l'établissement d'une association coopérative de production ou de vente en commun des produits individuellement récoltés et la création d'une Caisse cantonale de dépôts d'assurance et de crédit. Après avoir longtemps végété, cette association s'est éteinte en 1892 sans être parvenue à réaliser aucun de ses projets.

§ II. — SYNDICATS AGRICOLES GÉNÉRAUX EXISTANT ACTUELLEMENT.

Ces Syndicats mixtes formés entre agriculteurs, propriétaires, fermiers, métayers, employés de culture et toutes personnes exerçant des professions connexes, concourant à la production agricole, ont pour but principal de se livrer à la fourniture (au prix du gros et avec les garanties de l'analyse), des engrais, semences, nourriture des animaux, machines, articles de consumma-

tion et de ménage, en un mot de toutes les choses dont leurs membres peuvent avoir besoin. Mais la plupart des statuts de ces syndicats contiennent des attributions très larges et multiples, les initiateurs du mouvement n'ayant pas voulu avec raison, borner leurs efforts à quelques avantages réalisés dans l'achat des matières fertilisantes.

A. — SYNDICATS D'ARRONDISSEMENT

Chacun des Comices agricoles des quatre arrondissements de Meurthe-et-Moselle a créé dès l'année 1887, à ses côtés, — on peut dire dans son sein, — un Syndicat agricole qui comprend tous les membres du Comice et où les cotisations des membres du Syndicat (qui varient de 2 à 3 fr. par an) sont fournies pour un chiffre global par les Comices eux-mêmes. Généralement l'administration est exercée par un bureau ou comité, composé de trois ou quatre membres, à la tête duquel se trouve un Président-Syndic qui dirige l'association et la représente à l'égard des tiers. Ce Comité est aidé dans sa tâche par une Chambre syndicale dans laquelle chacun des cantons de l'arrondissement est représenté par trois membres pour ceux qui ont moins de quinze communes, 4 membres s'ils en ont plus de 15, et 5 si le nombre des communes dépasse 20. Le Syndicat se réunit une fois par an en assemblée générale pour entendre le rapport du Comité.

Quant aux ressources de ces Syndicats, elles sont formées des cotisations de leurs membres des dons et libéralités qu'ils peuvent recevoir, des subventions que leur accordent parfois le Ministre de l'agriculture ou le Conseil général et enfin d'une majoration assez généralement prélevée sur les achats ou les ventes qu'ils traitent pour le compte de leurs adhérents. Cette majoration d'ordinaire peu élevée, 1 ou 2 0/0, est destinée à couvrir les frais généraux d'administration ou les frais spéciaux qu'imposent les commandes, les analyses, les distributions de marchandises, etc.

La plupart des Syndicats d'arrondissement possèdent un agent général ou administrateur commercial chargé de tout ce qui concerne les affaires commerciales et qui dirige et réglemente le service des achats et des ventes.

1^o Syndicat agricole de l'arrondissement de Nancy

Le Syndicat agricole de Nancy doit son existence au Comice agricole de l'arrondissement. Il a en outre d'étroits rapports avec la Société centrale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle dont il forme pour ainsi dire une section commerciale. Il fournit de marchandises tous les membres de la Société, groupe toutes les commandes des cultivateurs pour obtenir les prix du gros et lorsqu'il le peut, facilite la vente des produits des Syndiqués. Ce Syndicat entretient des relations

avec tous les Syndicats du département qui s'adressent à lui pour faire analyser leurs échantillons au laboratoire de la station agronomique.

Voici les résultats des opérations de ce Syndicat en ces trois dernières années.

ANNÉES	NOMBRE DE MEMBRES	CHIFFRE D'AFFAIRES	MONTANT DE L'ACTIF
1897	1105	140.452 65	5.633 85
1898	1184	219.497 80	8.647 20
1899	1300	266.600 »	10.897 50

Le Syndicat de Nancy n'a pas d'institutions accessoires spéciales, la Société centrale d'agriculture exécutant tout ce qu'elle croit utile aux intérêts agricoles.

Nous citerons comme émanant de cette laborieuse Société, en dehors des établissements qui lui doivent leur existence, l'essai d'un bureau de placement pour les ouvriers agricoles, qui ne fonctionne plus depuis 1898, et l'essai fait en 1890, — qui peut-être sera bientôt renouvelé — d'une boucherie coopérative, fondée pour les cultivateurs et les laitiers engraisant les animaux de vente. Le système adopté devait être celui en vigueur dans certaines villes, où le producteur exploite lui-même par l'entreprise de l'agent de la Société qui remplace le boucher. Du bénéfice on fait trois parts : un tiers va au producteur, un tiers aux frais et l'autre tiers au consommateur.

2° Syndicat agricole de l'arrondissement de Toul

Créé avec un effectif de 300 et quelques membres, le Syndicat de Toul est resté longtemps stationnaire, se bornant à servir d'intermédiaire pour l'achat des engrais chimiques et s'efforçant de propager les nouvelles méthodes de culture intensive. Il ne s'occupait donc que de transactions commerciales, vendant au prix d'achat augmenté d'une plus-value de 2 0/0 pour ses frais, mais son chiffre d'affaires était restreint. Il faut, croyons-nous, en chercher la raison dans son organisation trop confondue avec celle du Comice, et dans la grande distance que les membres du Syndicat avaient à franchir pour venir faire leurs achats.

Aussi au cours de l'année dernière, le Syndicat de Toul a été réorganisé sur de nouvelles bases : on a institué dans les chefs-lieux de canton des sous-dépôts dont chacun possède un bureau spécial qui réunit souvent les syndiqués et devient un puissant agent d'information et d'influence ; les relations ainsi rendues plus faciles, les membres du Syndicat peuvent mieux s'organiser et s'entendre et les achats devenir plus nombreux.

On ne peut encore juger des effets de cette réorganisation trop récente, mais il faut espérer qu'elle contribuera à rendre la prospérité à ce syndicat.

Le nombre de ses adhérents augmente graduel-

lement il s'est élevé dans ces trois dernières années à 900, 950 et à 1,000.

L'organe de ce Syndicat qui est en même temps celui du Syndicat de Nancy est le *Bon Cultivateur*, bulletin hebdomadaire donnant tous les cours agricoles et insérant toutes les communications qui peuvent être utiles aux agriculteurs.

3^e Syndicat agricole de l'arrondissement de Briey

Le Syndicat de l'arrondissement de Briey s'est organisé dès le début d'après le système que l'on vient d'adopter dans l'arrondissement de Toul, il possède autant de sections que de cantons, malgré cela sa situation ne semble pas très florissante. En l'année 1894 ce Syndicat possédait 412 membres et un actif de 1,165 fr. 15 tandis qu'à l'époque correspondante de 1899, il n'y a plus que 281 membres et 749 fr. 95 d'actif. Ce syndicat ne possède aucun bien immobilier.

Le Syndicat de Briey outre les attributions ordinaires des Syndicats, s'occupe spécialement de l'amélioration du bétail, il a fait de grands efforts et des sacrifices notables pour l'amélioration des races locales et le développement de leurs qualités et aptitudes. Voici le système employé pour introduire des reproducteurs choisis dans la circonscription, sans de trop gros sacrifices. Une commission spéciale est chargée, sous le contrôle du Comice agricole, d'acheter, sur les marchés les

plus favorables, quelques-uns de ces animaux ; on procède ensuite à une revente aux enchères à laquelle ne sont admis que les syndiqués. Cette revente a lieu aux risques de l'association et la mise à prix est ordinairement inférieure au prix de revient des animaux ; ajoutons que les acquéreurs sont soumis à certaines obligations en ce qui touche la conservation et l'entretien de ces animaux.

Le Syndicat de Briey possède aussi un organe mensuel *Le Bulletin du Comice et du Syndicat agricoles de l'arrondissement de Briey*.

4° Syndicat agricole de l'arrondissement de Lunéville

Le Syndicat agricole de Lunéville fondé le 1^{er} septembre 1886 avec un total de 930 membres, sous les auspices du Comice agricole de l'arrondissement, est devenu en peu d'années un des plus importants de la France (exactement le deuxième quant au chiffre d'affaires). Il a créé autour de lui des institutions accessoires qui en ont fait un modèle du genre.

Par le tableau ci-contre on peut se rendre compte de la progression constante de cette société.

Cette prospérité est due aux efforts quotidiens et au dévouement éclairé du directeur-syndic et de l'administrateur commercial de cette Société.

ANNÉES	NOMBRE DE MEMBRES	CHIFFRE D'AFFAIRES	ACTIF	BÉNÉFICES NETS
1886	930	3.700 »	»	»
1887	1020	67.101 »	»	»
1888	1110	182 869 60	»	»
1889	1810	251.101 85	»	»
1890	1843	315.576 50	»	»
1891	1900	422 402 30	»	»
1892	1975	509.997 80	»	»
1893	2200	678.405 80	»	»
1894	2162	703.390 40	»	»
1895	2136	648.951 05	102.395 05	»
1896	2131	778.336 50	111.844 40	12.000 »
1897	2100	949 313 40	133.582 25	17.495 »
1898	2051	1.179.235 10	158.157 50	26.051 30
1899	2012	1.216.354 40	178.747 10	30.000 »

Le Syndicat de Lunéville, auquel sont affiliés en la personne de leurs Présidents, responsables du montant des marchandises livrées, une vingtaine de petits Syndicats agricoles, soit du département de Meurthe-et-Moselle, soit des départements voisins (Vosges, Meuse, Haute-Saône), est propriétaire outre ses réserves, de deux vastes immeubles fort bien aménagés et d'aspect élégant, d'une valeur totale d'environ 120,000 fr.

L'un de ces immeubles contient une vaste salle de réunion où se tiennent les assemblées générales et une grande salle de bibliothèque où se trouvent réunis près de 400 volumes traitant des questions agricoles les plus récentes, que les cultivateurs membres du Syndicat (surtout les jeunes) consultent avec fruit; les magasins et les bureaux occupent tout entier l'autre bâtiment devenu maintenant insuffisant; aussi un troisième

immeuble destiné à contenir des machines agricoles de toutes sortes est-il en construction.

Dans ses magasins, le Syndicat agricole vend au comptant à ses membres et à tous les agriculteurs qui le désirent (une patente lui ayant été imposée il y a quelques années) : des semences, des engrais, des machines, au prix du gros, et avec la garantie de l'analyse faite à la station agronomique de Nancy.

La plus grande partie des affaires est traitée par correspondance, et toutes les opérations faites par le Syndicat pour le compte des particuliers sont majorées d'un droit qui varie suivant la nature et la quantité des marchandises fournies. Pour les membres syndiqués la majoration est de 1 ou 2 0/0 suivant que les marchandises sont expédiées ou non par wagon complet ; pour les non syndiqués elle est toujours de 3 0/0.

D'après l'article 2 de ses statuts le Syndicat de Lunéville, se proposait également de faciliter la vente des produits agricoles de ses membres. Il n'a eu garde d'y manquer, et autant que possible il achète ses produits, en particulier toutes les céréales, de préférence à ses adhérents ; de plus il prie les vendeurs de lui envoyer des échantillons de leurs marchandises avec l'indication des quantités disponibles et des prix de vente, pour qu'il soit à même de les mettre en relations directes avec les acheteurs. Il y a quelques années, en prenant part à une adjudication importante de fournitures de pailles pour l'armée et en exé-

cutant ce marché d'une façon satisfaisante, le Syndicat a prouvé qu'il était apte à prendre la responsabilité de grandes fournitures, sauf à les répartir ensuite entre ses membres pour l'exécution des livraisons (1).

Outre la Caisse de crédit dont nous avons parlé, le Syndicat de Lunéville a créé un office de renseignements sur toutes les questions agricoles, qui rend de grands services et grâce auquel, avec l'expérimentation des diverses méthodes de culture, on est arrivé à améliorer considérablement l'agriculture dans tout l'arrondissement.

Dans le but d'éviter des procès toujours coûteux entre ses membres il a institué également un Conseil de conciliation et d'arbitrage dont les avis sont écoutés.

Enfin nous trouvons dans l'un des derniers numéros de « *La Lorraine agricole* », organe de l'union des Syndicats agricoles de Lunéville, Rambervillers et autres Syndicats affiliés, les statuts d'une assurance mutuelle contre la grêle, fondée par les soins du Syndicat de Lunéville et entre les membres de ce syndicat. Le Syndicat-grêle de Lunéville a contracté avec une Compagnie d'assurance mutuelle, établie à Toulouse depuis longtemps, un contrat de réassurance des quatre cinquièmes des assurances contractées par ses membres. Quant au dernier cin-

(1) Un avis du Conseil d'Etat en date du 11 février 1890, a dénié aux Syndicats agricoles le droit de concourir aux adjudications publiques.

quième des indemnités à verser aux sinistrés il sera prélevé sur la prime accordée par la Compagnie de Toulouse au Syndicat de Lunéville en qualité d'agent et sur les subventions que recevra le Syndicat.

Il faut espérer que cette bienfaisante institution amènera encore de nouveaux adhérents à la puissante association qu'est le Syndicat de Lunéville.

B. — SYNDICATS CANTONAUX

Les Syndicats cantonaux n'ont pu se développer dans notre département en raison du système adopté par les Syndicats d'arrondissement, qui englobent tous les cantons ; aussi les rares Syndicats suivants, sont-ils sans vie.

Le Syndicat agricole du canton de Vezelise, fondé un des premiers dans le département le 30 novembre 1886. Ce Syndicat fut très florissant dans les premières années ; depuis il est devenu en quelque sorte une succursale du Syndicat de Nancy, et ne s'occupe plus guère que de l'achat d'engrais, de semences, et de sel pour le bétail. Il compte une centaine de membres.

Le Syndicat agricole du canton de Longwy a sa raison d'être dans son éloignement du Syndicat de Briey, auquel malgré quelques dissentiments il se rattache ; comme lui il s'occupe particulièrement d'achat d'animaux reproducteurs.

Ce Syndicat qui date de 1895, possède 175 membres et son actif s'élève à 415 fr. 45 ; il a réussi à organiser des conférences très suivies par les cultivateurs.

C. — SYNDICATS COMMUNAUX

Depuis quelques années grâce à l'initiative privée, les Syndicats communaux se multiplient de plus en plus dans les campagnes, développant chez les travailleurs du sol l'esprit de solidarité, les intéressant d'une façon plus intelligente aux choses agricoles, les sortant enfin de cette demi-somnolence qui paralyse depuis si longtemps le développement de l'agriculture dans beaucoup de nos villages.

En Meurthe-et-Moselle le mouvement tout récent ne tardera pas à devenir important vu les difficultés qu'ont trouvés les cultivateurs à s'approvisionner directement auprès des Syndicats d'arrondissement. Il serait bien préférable de posséder un grand nombre de petits Syndicats qui, tous affiliés au Syndicat de leur arrondissement, formeraient une union puissante.

Syndicat agricole de Sanzey. — Ce Syndicat fondé en 1898 dans un petit village de 200 habitants de l'arrondissement de Toul, donne les meilleurs résultats grâce au dévouement de ceux qui sont à sa tête.

ANNÉES	NOMBRE DE MEMBRES	CHIFFRE D'AFFAIRES	BÉNÉFICES
1898	90	3.500 »	»
1899	100	5.917 »	237 45

Le rayon d'action de ce Syndicat, au lieu de se limiter à la localité même, s'étend aux communes limitrophes représentées chacune par un délégué. La Société qui possède déjà un trieur à semences, a décidé, lors de la dernière assemblée générale, l'achat de divers autres instruments dont les avantages sont grands pour les cultivateurs; une souscription faite pour couvrir ces dépenses s'est élevée le même jour à 700 francs. On a également décidé en principe la création à Ménil-la-Tour d'une beurrerie coopérative, comme le département de la Meuse en possède plusieurs, et dont les avantages, tant au point de vue agricole qu'au point de vue économique, seraient immenses pour les agriculteurs des communes intéressées.

Ce Syndicat est affilié au Syndicat de Toul qui est chargé de faire les diverses commandes de ses membres.

Syndicat agricole de Bernécourt. — Créé en mars 1899, il se propose d'améliorer les exploitations agricoles en favorisant le développement moral et professionnel de ses membres au nombre de 42.

Le Syndicat agricole de Villeg-Saint-Etienne, qui date du mois de janvier 1899, peut être rangé

parmi les Syndicats dits à tendances spéciales ; ces Syndicats ne se spécialisent pas dans leur objet, car leurs opérations sont celles de la généralité des Syndicats agricoles, mais dans l'esprit qui préside à leur direction. Le Syndicat de Villey-Saint-Etienne qui possède actuellement 73 membres est l'œuvre du curé de la paroisse, qui le dirige en même temps qu'une Caisse d'assistance mutuelle contre la mortalité du bétail. Cette Caisse fait des avances de fonds au Syndicat et lui a permis d'acheter quelques instruments.

Ajoutons que ce syndicat, où l'on s'efforce de faire dominer le caractère social de l'institution, reconnaît trois catégories de membres : des membres honoraires dont la cotisation est de dix francs par an, des membres titulaires qui ne paient que 5 francs et des membres simplement associés auxquels on ne demande que 0,50 centimes.

§ 3. — SYNDICATS LOCAUX A OBJET SPÉCIAL

Il faut examiner à part en raison de l'application spéciale qu'ils ont faite du groupement professionnel à un besoin quelconque des populations agricoles, quelques syndicats disséminés dans le département.

A. — Syndicats d'industrie agricole

On a donné ce nom à des syndicats formés dans le but spécial de faciliter aux petits cultivateurs l'exécution des travaux agricoles par l'achat

d'instruments ou de machines destinés à leur usage exclusif.

Le petit village d'Avillers (arrondissement de Briey) qui compte 150 habitants possède un de ces Syndicats ; celui-ci a été fondé sur l'initiative du curé de la paroisse le 15 février 1897 avec un total de 26 membres.

Ce Syndicat, essentiellement communal, fonctionne grâce au concours d'une caisse rurale du type Raiffeisen établie dans la même commune ; ayant la personnalité civile, le Syndicat, qui ne possède aucun actif, s'est fait inscrire comme membre de la caisse rurale et, avec la caution solidaire de tous les syndiqués, il a emprunté à celle-ci les fonds nécessaires à l'achat de quelques machines. — Chacun des membres du Syndicat peut utiliser l'outillage de l'association moyennant un prix de location affecté à payer l'entretien et les frais divers, à solder les intérêts du capital emprunté et à amortir peu à peu ce capital lui-même. Un règlement spécial a été établi relativement au fonctionnement de chaque machine et aux conditions de son emploi par les Sociétaires.

La propagation de ces Syndicats doit être désirée, car, indépendamment de leur influence économique sur la production agricole, ces Syndicats contribuent largement par la solidarité des intérêts qu'ils créent, à maintenir l'union dans les communes où ils fonctionnent.

Deux autres Syndicats, qui ne rentrent dans

aucune catégorie bien définie, trouvent leur place ici :

a. Syndicat des agriculteurs de Custines. — Date de 1888, ne fonctionne guère, ne possède aucun actif et n'a jamais compté plus d'une vingtaine de membres. — S'occupe de la défense des intérêts de l'agriculture, seulement pour améliorer les voies de communication.

b. Le Syndicat de la commune de Bouvron. — Mérite aussi d'être cité pour son but original. Une trentaine de cultivateurs de ce petit village de l'arrondissement de Toul se sont, en 1893, constitués en Syndicat afin de posséder et de conserver un bon berger communal.

En conséquence, ce Syndicat s'occupe de l'entretien et du logement de celui-ci, qui habite dans une maison achetée avec les fonds provenant de l'abandon des droits de chasse consenti par les propriétaires de la commune.

Au 1^{er} janvier 1899 le Syndicat de Bouvron possédait un petit actif (280 fr.) déposé à la Caisse d'épargne.

B. — Syndicats viticoles pour la préservation des vignes contre les gelées du printemps.

Partis de la même idée que les précédents : — substitution d'une action commune, là où les efforts isolés demeureraient impuissants — ces Syndicats ont pour but de grouper les vignerons pour tenter de combattre le danger auquel les

gelées printanières exposent le vignoble, surtout dans nos régions. — Le moyen employé est la production de nuages artificiels. Lorsque la température vient à s'abaisser, pendant la nuit, de façon inquiétante, on allume sur divers points du vignoble des foyers alimentés par des matières combustibles qui dégagent d'épaisses fumées, telles que le brai, le goudron, la naphthaline ; par un temps calme le nuage compact qui en résulte se maintient longtemps au dessus des vignes, il intercepte le rayonnement nocturne et ménage la transition entre la température de la nuit et celle des premiers rayons solaires. — Les frais de ce traitement, qui souvent sauve la récolte d'une ruine complète, sont couverts par une cotisation proportionnelle au nombre d'hectares de vignes possédés par chaque vigneron. Ces cotisations varient, également, suivant les dépenses de l'année courante, ces Syndicats étant quelquefois plusieurs années sans avoir l'occasion de fonctionner.

Les Syndicats de ce genre s'étaient beaucoup multipliés dans le département de Meurthe-et-Moselle, riche en vignobles, mais ils ont pour la plupart disparu soit qu'il y ait eu pour quelques-uns des échecs, soit que les frais de préservation aient pris trop d'extension et que le concours des intéressés ait fait défaut.

C'est dans les années 1886 à 1887 que le mouvement s'était propagé d'une façon rapide.

Dans l'arrondissement de Nancy, nous trou-

vons : le « Syndicat viticole de Millery », qui comptait 120 adhérents propriétaires de 52 hectares de vignes.

Le « Syndicat viticole de Nomeny » (105 membres) encore existant, qui édicte de fortes amendes, pour ceux des adhérents qui refusent de prêter leur concours en cas de gelée.

Le « Syndicat viticole de Rosières-aux-Salines », qui a également survécu, mais s'est transformé et reconstitué plusieurs fois ; il a étendu son action et se propose actuellement outre la vente d'engrais chimiques, et la vente des vins et eaux-de-vie, de combattre les maladies cryptogamiques de la vigne, heureuse initiative qui gagnerait à être généralisée. Malheureusement ce Syndicat n'a qu'un très petit nombre de membres et les résultats qu'il obtient sont peu importants.

Dans l'arrondissement de Lunéville les Syndicats, fort nombreux au début, ont tous disparu peu à peu en 1889 et 1890. Citons ceux de Gerbéviller, Hénaménil, Moriviller, Vigneulles, Vitrimont, Bayon, Lunéville ; ces deux derniers assez importants, possédaient des encaisses de 1,500 à 2,000 francs.

Enfin l'arrondissement de Toul était celui qui comptait le plus grand nombre de ces associations, — les vignes étant dans certains villages la seule richesse. — Crézilles, Dommartin, Chaudeney, Grandménil, Gye, Jaulny, Lucey, Moutrot, Foug, Laneuveville, Fontenoy, Ochev, possédaient tous des Syndicats, auxquels il faut ajouter celui de

Toul, qui avait plus de 350 membres et qui fut dissous en 1890, vu la difficulté éprouvée dans le recouvrement des cotisations ; le meilleur type de règlement de service pour la protection contre les gelées était celui adopté par l'important Syndicat de Thiaucourt, disparu également.

Le « Syndicat viticole de Vandelainville » (1894) qui a une cinquantaine de membres, est actuellement le seul de ce genre qui subsiste dans cet arrondissement.

On ne peut que regretter la disparition de toutes ces associations bienfaisantes et souhaiter leur reconstitution sur des bases plus larges qui permettront aux viticulteurs de se défendre d'une façon plus générale.

C. — Syndicats d'assurance contre la mortalité du bétail.

Relativement à certains événements fortuits que la vigilance humaine est impuissante à conjurer, l'idée de prévoyance et de mutualité a été la base d'un certain nombre de groupements syndicaux ; telles sont les associations d'assurance contre la mortalité du bétail.

En Meurthe-et-Moselle, sur l'initiative et grâce au zèle d'un inspecteur des forêts de Montmédy, cinq villages du canton de Longuyon ont été dotés dans les premiers mois de 1899 de *Sociétés de prévoyance* contre la mortalité du bétail, fondées sur le modèle des Syndicats de la Meuse. Voulant

prévenir toute objection juridique, ces associations se sont constituées comme institution d'*assistance* mutuelle et non d'*assurance* ; elles se bornent à encaisser des cotisations annuelles (tant par tête de bétail), des dons et des subventions, pour les répartir entre leurs membres, victimes de pertes de bétail, à titre d'allocation de secours. Cette répartition n'est faite que proportionnellement aux fonds disponibles, les statuts de ces Syndicats spécifiant que : « Quand l'état de la caisse le permettra, il y aura lieu au versement d'une indemnité. »

Ces Syndicats agricoles de prévoyance contre la mortalité du bétail sont les suivants :

SYNDICATS DE :	DATE DE FONDATION	NOMBRE DE MEMBRES	ACTIF
Charency-Vezin . . .	1 ^{er} Juin 1899.	75	305 40
Ugny.	3 Août 1899.	14	649 »
Viviers-sur-Chier . .	7 Juin 1899.	19	770 »
Tellancourt.	1 ^{er} Janvier 1899.	22	640 »
Allondrelle - la - Mal- maison.	5 Janvier 1899.	49	865 13

Ces groupements de nature tout à fait spéciale qui n'ont utilisé la loi sur les Syndicats professionnels que pour se soustraire aux exigences d'une législation plus rigoureuse, ont néanmoins compris la nécessité de viser dans leurs statuts, le but supérieur qui s'impose à l'association professionnelle et l'on y lit à l'article 2 : « Le Syndicat a pour but général l'union fraternelle entre ses membres. »

Dans le département, nous trouvons encore :

La *Caisse spéciale d'assistance mutuelle contre la mortalité du bétail*, créée par le Syndicat de Villey-Saint-Etienne en 1899.

Le *Syndicat de protection contre la mortalité du bétail de Vézelize*, établi en 1897, à la suite de grosses pertes subies sur le bétail par plusieurs cultivateurs. Actuellement ils sont au nombre de 44 qui paient une prime de tant par tête de bétail et avec cet argent le Syndicat règle les indemnités au prorata de l'état des finances. Une retenue de 1 0/0 est effectuée pour être versée au fonds de réserve qui se monte jusqu'ici à 1,500 fr.

Voici les résultats des opérations de cette Société pour les deux dernières années.

	1898		1899	
Capital assuré . . .	137.710	»	132.995	»
Pertes subies. . . .	2.000	»	2.020	»
Indemnités payées .	1.400	»	1.425	»

Un *Syndicat agricole de protection mutuelle contre la mortalité du bétail*, a été fondé au cours de l'année 1898, sous le titre « La Lorraine » entre les membres du Syndicat agricole de Nancy, par la Société centrale d'agriculture. Ce Syndicat d'assurance mutuelle à cotisation fixe garantit aux associés une indemnité des quatre cinquièmes de la valeur marchande de l'animal avant la ma-

ladie ou l'accident. La Société possède un fonds de réserve formé des bénéfices réalisés dans les exercices précédents et de 5 0/0 prélevés chaque année sur les recettes. Les opérations du Syndicat s'étendent au département de Meurthe-et-Moselle ; elles pourraient s'étendre également à celui des Vosges et à celui de la Meuse. La Société qui a, à sa tête, un Directeur général rétribué, a depuis sa création contracté pour 611,850 francs d'assurances et payé pour plus de 11,000 francs d'indemnités ; pour la seule année 1899 les assurances se sont montées à 311,347 francs et 9,003 francs d'indemnités ont été versés.

Le nombre des membres de cette Société est d'une centaine.

Par toute la France, l'essor pris par ces Sociétés a été aussi remarquable que dans notre département et il faut s'en féliciter, car outre leurs bienfaits matériels elles contribuent grandement à faire pénétrer l'idée de solidarité dans les campagnes.

Pour en avoir fini avec les Sociétés agricoles dans le département nous n'avons qu'à mentionner la création toute récente de la *Fédération des Sociétés agricoles du Nord-Est*, dont les statuts ont été adoptés dans un récent Congrès tenu à Reims.

Cette institution depuis longtemps désirée est venue combler une lacune regrettable dans le ré-

seau des Unions régionales agricoles qui couvre la France, et il faut espérer que toutes les Sociétés de notre province auront à cœur d'apporter par leur adhésion, à ce groupement, la force et les ressources qui lui sont nécessaires pour son développement.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION DE MAISONS À BON MARCHÉ

Le département de Meurthe-et-Moselle ne possède pas de Sociétés coopératives de construction de maisons à bon marché, mais l'œuvre que celles-ci auraient eu à accomplir y est remplie depuis 1872 par une Société de philanthropes avisés, « La Société Immobilière de l'Est » qui a réalisé d'une façon magnifique les deux buts qu'elle se proposait. Construire d'une part des maisons ouvrières isolées pour les céder ensuite aux ouvriers au meilleur marché possible et en acceptant des paiements successifs, et édifier, d'autre part, de grandes constructions, très confortables et très saines pour louer aux ouvriers des appartements hygiéniques au prix le plus bas.

CONCLUSIONS

Si les résultats obtenus au point de vue coopératif dans le département ne sont pas très importants, ils témoignent néanmoins de l'existence d'un mouvement sérieux en Meurthe-et-Moselle. Les notables services rendus à la classe ouvrière par l'établissement de nombreuses Sociétés de consommation, sont d'un exemple encourageant, on ne peut que désirer leur plus grande diffusion, spécialement sous la forme de Société que nous avons appelée Sociétés libres, et qui nous semble incarner au plus haut degré les véritables caractères coopératifs.

Quant au peu de développement des autres Sociétés coopératives comparativement aux Sociétés de consommation tout porte à croire qu'il n'est que passager.

En effet, le bon sens dit que la Société coopérative de consommation doit précéder l'association de production, pour lui servir de débouché. Pour la coopération de crédit, elle aussi, doit venir avant la Société de production, car c'est elle qui

devra l'alimenter. Or en Meurthe-et-Moselle les Sociétés de consommation sont dès maintenant assez nombreuses et assez importantes pour assurer une clientèle aux Sociétés de production, et les Sociétés de crédit commencent à naître.

Le mouvement coopératif suit donc dans le département l'ordre naturel, ce qui fait bien augurer de son avenir.

Vu :

Le Doyen,
LEDERLIN.

Vu :

Le Président de Thèse,
J. GARNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 29 mai 1900.

Le Recteur,
A. GASQUET.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE : <i>Aperçu d'ensemble sur les Associations coopératives.</i>	4
CHAPITRE PREMIER : But et idées générales de ces associations	4
§ I. — Coopération en général	4
§ II. — Caractères généraux des diverses associations coopératives	5
CHAPITRE II : Des diverses associations coopératives.	10
SECTION I : Les Sociétés de consommation.	11
1° Sociétés de consommation personnelle.	12
§ I. — But et utilité de ces sociétés.	12
§ II. — Diverses formes des associations coopératives de consommation	17
§ III. — Développement des Sociétés coopératives de consommation à l'étranger et en France.	25
2° Sociétés de Consommation industrielle et de magasinage.	36
SECTION II : Les Sociétés coopératives de crédit.	38
§ I. — But et utilité de ces sociétés	40
§ II. — Diverses formes des associations coopératives de crédit. — Leur développement à l'étranger et en France	45
1° Des Banques populaires.	45
2° Des Caisses rurales.	56

SECTION III : Les Sociétés coopératives de produc-	
tion	64
SECTION IV : Autres associations coopératives . . .	74
I. — Sociétés coopératives agricoles	74
II. — Sociétés de construction de maisons à	
bon marchés	83
DEUXIÈME PARTIE : <i>Les Sociétés coopératives en</i>	
<i>Meurthe-et-Moselle</i>	88
CHAPITRE PREMIER : Des Sociétés de consommation.	89
§ I. — Sociétés anciennes	89
§ II. — Sociétés de consommation existant en	
Meurthe-et-Moselle	96
PREMIER GROUPE : Sociétés de consommation pro-	
fessionnelles	98
DEUXIÈME GROUPE : Sociétés de consommation	
locales	110
TROISIÈME GROUPE : Sociétés de consommation	
mixtes	132
CHAPITRE II : Les Sociétés de crédit	157
§ I. — Banques populaires	157
§ II. — Caisses rurales (de crédit mutuel) . .	160
CHAPITRE III : Les Sociétés de production	168
CHAPITRE IV : Les Sociétés coopératives agricoles .	170
§ I. — Sociétés anciennes	172
§ II. — Syndicats agricoles généraux existant	
actuellement	173
§ III. — Syndicats locaux à objet spécial . . .	186
SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION DE MAISONS A BON MARCHÉ . .	196
CONCLUSION	197

